

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS RIVIÈRES

LE RÉPERTOIRE D' ACTIONS COLLECTIVES DU MOUVEMENT FÉMINISTE
MAROCAIN DANS L' ESPACE NUMÉRIQUE : LE CAS DES PAGES FACEBOOK
MAROCAINES TRAITANT DES NOUVELLES LÉGISLATIONS CONCERNANT
LES VIOLENCES CONTRE LES FEMMES ET LA SITUATION DES FEMMES
SOULALIYATES ENTRE SEPTEMBRE 2018 ET FÉVRIER 2019

MÉMOIRE PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN LETTRES (COMMUNICATION SOCIALE)

PAR
MAAD CHAARA

OCTOBRE 2020

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

Remerciements

D'abord, je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à ma directrice de recherche, Madame France Aubin. Je la remercie de m'avoir encadré, orienté, conseillé et aidé.

Ensuite, je remercie mes chers parents, Laila et Abdallah, qui ont toujours été là pour moi. Je remercie aussi mes deux frères, Aslam et Azar, ma famille et mes ami.e.s au Québec et au Maroc.

La réalisation de ce mémoire a été possible grâce à tous mes professeur.e.s et collègues, pendant tout mon parcours académique, à qui je voudrais témoigner toute ma gratitude.

Table des matières

RÉSUMÉ ET MOTS-CLÉS	6
LISTE DES ABRÉVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES	8
LISTE DES FIGURES	9
LISTE DES TABLEAUX.....	10
INTRODUCTION	11
CHAPITRE 1 : LA PROBLÉMATIQUE DE LA RECHERCHE	12
Introduction	12
1.1 Pertinence sociale de la recherche.....	12
1.2 Pertinence scientifique de la recherche	14
CHAPITRE 2 : RECENSION DES ÉCRITS	17
Introduction	17
2.1 Mouvements sociaux.....	17
2.1.1 Mouvements sociaux classiques.....	18
2.1.2 Mouvements identitaires.....	18
2.2 Répertoires d'actions collectives.....	19
2.2.1 La version forte de la métaphore	19
2.2.2 La version faible de la métaphore.....	20
2.2.3 Le rôle des dispositifs communicationnels numériques	20
2.3 Féminismes.....	21
2.3.1 Les vagues occidentales du mouvement féministe.....	22
2.3.2 Les différents courants du féminisme au Maroc	25
2.4 Structure des opportunités politiques (SOP)	33
2.4.1 La SOP entre la théorie et la pratique.....	33

2.4.2 La SOP et le contexte marocain	37
CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE	40
Introduction	40
3.1 L'objet, l'objectif et la question de recherche	40
3.1.1 L'objet	40
3.1.2 L'objectif	40
3.1.3 La question de recherche	40
3.2 La technique d'enquête	41
3.3 Le terrain	42
3.4 Le corpus	42
3.4.1 Le critère du support	43
3.4.2 Le critère du contenu	43
3.4.3 Le critère des courants féministes	43
3.5 Notre grille d'analyse	44
3.5.1 La dimension communicationnelle	45
3.5.2 La dimension des revendications	50
3.5.3 La grille d'analyse	51
CHAPITRE 4 : RÉSULTATS	53
Introduction	53
4.1 La dimension communicationnelle	53
4.1.1 Dispositif technique	53
4.1.2 Engagement numérique	57
4.1.3 Objectif de la publication	73
4.1.4 Utilisation de la publication	77
4.2 La dimension des revendications	82

4.2.1 Le féminisme historique	82
4.2.2 Le féminisme islamique.....	85
4.2.3 La nouvelle génération	86
4.3 Synthèse	87
CONCLUSION.....	89
RÉFÉRENCES	101
ANNEXE A : Description détaillée des pages et groupes Facebook étudiés	108
ANNEXE B : Exemple d'analyse d'une publication.....	121

RÉSUMÉ ET MOTS-CLÉS

S'affranchissant de toute appartenance politique, le féminisme marocain dit historique est né, pendant les années 1980, de la création de différentes organisations (M'chichi, 2014). Ce dernier, dont les membres sont majoritairement issus des partis progressistes marocains, adhère aux valeurs occidentales et libérales du féminisme et domine la scène militante marocaine pendant une vingtaine d'années. Au début des années 2000, on assiste à l'émergence d'un courant féministe islamique, qui mise sur une réinterprétation de la religion (Naciri, 2014) pour améliorer la situation de la femme marocaine. Ce courant profite de la montée en puissance du Parti de la Justice et du Développement, d'obédience islamique, qui dirige le gouvernement depuis les élections référendaires de 2011, quelques mois après le déclenchement du printemps arabe marocain (dit aussi printemps démocratique) et la naissance du Mouvement 20 Février, qui critique les insuffisances de la réforme constitutionnelle. Depuis, des militantes ont créé, sur Facebook, des mouvances féministes formant une nouvelle génération de féministes marocaines.

Combinant un ancrage en communication et un intérêt pour le féminisme marocain, notre mémoire porte sur le répertoire d'actions collectives du mouvement féministe marocain dans l'espace public numérique et plus précisément sur quatre pages et un groupe privé Facebook traitant, entre septembre 2018 et février 2019, des nouvelles législations concernant respectivement les violences contre les femmes et l'accès aux biens fonciers par les femmes soualilyates. Le corpus a été délimité en fonction de trois critères : le dispositif (Facebook), le contenu (les deux ensembles législatifs et la période associée à leur entrée en vigueur respective) et l'appartenance à l'un des trois grands courants féministes marocains. Nous avons étudié les publications des pages Facebook de l'Association démocratique des femmes du Maroc (ADFM) et de la Fédération des ligues des droits des femmes (FLDF) (courant historique), du Forum Azzahrae pour la femme marocaine (courant islamiste), de Masaktach (nouvelle génération) ainsi que le groupe privé Facebook Zanka Dialna (nouvelle génération). À notre connaissance, le courant islamiste ne produit pas d'autre page Facebook.

Nous avons procédé à une analyse de contenu pour étudier deux dimensions : la dimension communicationnelle, que nous associons au répertoire d'actions collectives et qui documente le dispositif technique, l'engagement numérique, l'objectif et l'utilisation des publications; et la dimension thématique, qui documente les revendications à partir d'une classification renvoyant aux quatre vagues occidentales et aux trois courants marocains. La première dimension nous a servi à étudier l'usage de Facebook par les différents courants pour comprendre, ultimement, ce que Facebook apportait aux différentes organisations. Les usages de Facebook menaient-ils à des actions qui n'existeraient pas hors ligne ? Les actions numériques sur Facebook influençaient-elles les actions sur le terrain ? La deuxième dimension nous a permis de vérifier si les revendications exprimées sur Facebook correspondaient aux revendications associées traditionnellement aux trois courants et si on pouvait observer un certain rapprochement entre ceux-ci.

En ce qui concerne la première dimension, nous avons observé que la majeure partie des publications constituaient une extension des actions posées sur le terrain. Quelques publications, menées surtout par la nouvelle génération (qui s'est constituée en bonne partie sur internet), renvoyaient à des actions natives, c'est-à-dire créées en ligne, mais pour la plupart des publications, Facebook a joué le rôle d'un support de diffusion supplémentaire. Nous pensons que la structure marocaine des opportunités politiques limite le nombre d'actions natives dans la mesure où le courant historique, qui s'est institutionnalisé depuis des décennies, occupe déjà l'espace public politique et qu'il cherche d'abord à y consolider sa position en faisant la promotion de ses actions auprès de différents publics cibles. Pour sa part, le féminisme islamique semble jouer de prudence (absence de prise de position sur la question de l'accès des femmes soulatiyates à la gestion des terres), mais paraît moins fermé à l'internationalisation qu'on ne l'aurait cru, recourant à l'occasion (et sur son site web) à la traduction dans trois langues occidentales. Enfin, s'il demeure difficile pour les mouvements de contestation de s'exprimer, ce qui expliquerait entre autres le faible nombre de commentaires sur les pages publiques, ce sont les trois courants féministes qui participent, à des degrés divers, à la transnationalisation de certaines revendications, notamment celle qui porte sur l'accès sécuritaire à l'espace public et privé comme le mouvement #metoo. La dissension entre féministes historiques et féministes de la nouvelle génération, observée en 2011, semble ainsi s'estomper, rappelant la phase de confluence évoquée par El Bachiri (2016) entre les paradigmes traditionnels et modernes.

Mots clés : Facebook, féminisme, féminisme marocain, mouvements sociaux, répertoire d'actions collectives, réseaux socionumériques, structure des opportunités politiques

LISTE DES ABRÉVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES

ADFM	Association démocratique des femmes au Maroc
ANMO	Afrique du Nord et Moyen-Orient
CSP	Code de statut personnel
FGD	Fédération de la gauche démocratique
FLDF	Fédération des ligues des droits des femmes
NMS	Nouveaux mouvements sociaux
PADS	Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste
PANIFD	Plan d'intégration de la femme au développement
PI	Parti de l'indépendance
PJD	Parti de la justice et du développement
PPS	Parti du progrès et du socialisme
RSN	Réseaux socionumériques
SOP	Structure des opportunités politiques
TNIC	Technologies numériques de l'information et de la communication
USFP	Union socialiste des forces populaires
WLP	Women's learning partnership

LISTE DES FIGURES

Figure 4.1 : Publication n° 14 de la page ADFM.....	58
Figure 4.2 : Publication n° 7 de la page ADFM.....	62
Figure 4.3 : Publication n° 44 de la page FLDF.	65
Figure 4.4 : Publication n° 51 de la page Forum Azzahrae.	66
Figure 4.5 : Publication n° 54 de la page Masaktach.	68
Figure 4.6 : Publication n° 40 de la page FLDF.	70
Figure 4.7 : Publication n° 50 de la page Forum Azzahrae.	72
Figure 4.8 : Publication n° 16 de la page ADFM.....	74
Figure 4.9 : Publication n° 19 de la page FLDF.	75
Figure 4.10 : Publication n° 49 de la page Forum Azzahrae.	76
Figure 4.11 : Publication n° 52 de la page Masaktach.	79
Figure 4.12 : Publication n° 53 de la page Masaktach.	81

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 3.1 : Grille d'analyse.....	51
Tableau A.1 : Description détaillée de la page ADFM Rabat	108
Tableau A.2 : Description détaillée de la page FLDF	112
Tableau A.3 : Description détaillée de la page Forum Azzahrae for Moroccan Women	115
Tableau A.4 : Description détaillée de la page Masaktach.....	117
Tableau A.5 : Description détaillée du groupe Zanka Dialna	119
Tableau B.1 : Exemple d'analyse de la publication #2.....	121

INTRODUCTION

La présente recherche s'inscrit dans le cadre de la maîtrise en communication sociale de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Notre mémoire porte sur le répertoire d'actions collectives du féminisme marocain contemporain auquel notre expérience personnelle comme militant marocain des droits de la personne nous a amené à nous intéresser.

Menée en communication, notre recherche s'attardera tout particulièrement à la dimension communicationnelle du mouvement féministe marocain, dimension que nous abordons principalement avec le concept de répertoire d'actions collectives développé en histoire puis en sociologie des mouvements sociaux, mais largement repris par des chercheur.e.s en communication (Ollitrault 1999, Cardon et Granjon 2010, Jouët, Niemeyer et Pavard 2017, Aubin 2018). Le féminisme a retenu notre attention en raison du rôle qu'il a joué pendant le printemps démocratique au Maroc, auquel nous avons participé nous-même, et de l'intérêt des recherches en cours sur le cyberféminisme. Pour étudier le féminisme en tant que mouvement social, nous nous sommes basé sur les travaux de chercheur.e.s d'origines diverses incluant des féministes marocaines (Zaidman 2007, Bereni et Revillard 2012, Bellerive et Yelle 2016, M'chichi 2014, Naciri 2014 et El Bouhsini 2016).

CHAPITRE 1 : LA PROBLÉMATIQUE DE LA RECHERCHE

Introduction

Le féminisme marocain franchit actuellement une étape dans laquelle le web 2.0, notamment les réseaux socionumériques, semble jouer un rôle de premier plan. Ce champ de recherche est en pleine expansion, particulièrement après le printemps arabe, ce qui nécessite, de notre part, un réel travail académique afin de contribuer, humblement, à ce champ émergent.

1.1 Pertinence sociale de la recherche

Dans un pays basé sur l'Islam, le débat concernant la situation de la femme est souvent marqué par le rôle et les droits-obligations de cette dernière d'un point de vue religieux. Les croyances de la grande majorité des Marocains, quatrième pays le plus religieux au monde avec 93% de croyants (Gallup International, 2015), présentent un grand obstacle pour les féministes qui sont coincé.e.s entre le marteau d'une société patriarcale et l'enclume d'une interprétation de l'Islam qu'elles jugent défavorable.

Néanmoins, l'idéologie progressiste, qui a gagné du terrain au Maroc au cours des années 1960 et 1970 à la faveur de l'indépendance, a contribué à la création d'associations et d'organismes sensibles à l'amélioration des droits des femmes, en particulier dans le secteur de l'éducation. Progressivement, au cours des deux décennies suivantes, le mouvement féministe marocain s'est autonomisé, c'est-à-dire qu'il s'est constitué en dehors des regroupements politiques partisans pour qui l'indépendance avait été l'objectif premier (Sidi Hida, 2011, p. 183). Constatant une importante contradiction entre la transition vers la démocratie et le statut juridique des femmes les maintenant dans l'infériorité juridique, les féministes marocaines ont mené une série de démarches visant à améliorer leur statut. Certaines d'entre elles, dont Fatima Mernissi, ont entrepris une relecture égalitaire du Coran (Naciri, 2014, p. 50).

À l'heure actuelle, le mouvement féministe s'est diversifié et ressent, à l'échelle du Maghreb, l'impact de la désaffection à l'égard de l'Occident auquel le féminisme

« historique » est souvent associé (M'Chichi, 2014, p. 74). Le mouvement féministe marocain, qui n'a pourtant pas hésité à conclure des alliances ponctuelles avec différents acteurs de la société marocaine sur des enjeux sectoriels, y compris avec le mouvement islamiste, se voit remis en question par la nouvelle vague de jeunes féministes (M'Chichi, 2014, p. 65).

Par ailleurs, depuis le début du printemps arabe, un nombre important de militant.e.s, incluant des militant.e.s féministes, ont intégré la mobilisation des réseaux socionumériques, et en particulier Facebook, à leur répertoire d'actions collectives (Sidi Hida, 2011, p. 164). Par « réseau socionumériques », nous entendons les plateformes de communication sur le web, et dans lesquelles les internautes « disposent de profils associés à une identification unique qui sont créés par une combinaison de contenus fournis par l'utilisateur, de contenus fournis par des "amis", et de données système » (Ellison et Thierry, 2011, p. 21 et 23). À cela s'ajoute la possibilité d'exposer publiquement « des relations susceptibles d'être visualisées et consultées par d'autres [...] [et d'] accéder à des flux de contenus incluant des contenus générés par l'utilisateur » (Ellison et Thierry, 2011, p. 21 et 23). Ces contenus sont souvent « des combinaisons de textes, photos, vidéos, mises à jour de lieux et/ou liens [...] fournis par leurs contacts sur le site » (Ellison et Thierry, 2011, p. 21 et 23).

Dans le contexte marocain, le réseau social virtuel « constitue pour les jeunes un espace d'affirmation des libertés et d'expression des subjectivités » (Sidi Hida, 2011, p. 167). Nous pensons que la mobilisation des réseaux socionumériques peut renforcer les acquis enregistrés depuis des décennies; renouveler les revendications; rejoindre la génération Y connectée au web 2.0; et participer au recadrage du mouvement. Ainsi, nous espérons qu'elle contribuera à la phase de confluence évoquée par El Bachiri (2016, p. 90) entre les paradigmes traditionnels et modernes.

Étant donné que nous avons travaillé sur des données publiées sur Internet, nous avons estimé qu'il était nécessaire de jeter un coup d'œil sur l'usage d'Internet au Maroc. Les chiffres officiels enregistrent une évolution concernant les utilisateurs d'internet et notamment des réseaux socionumériques. En 2016, le Maroc se positionne à la deuxième

place en termes de taux d'accès à Internet en Afrique avec 57.6 % : environ 20 millions des Marocains ont accès aux services internet (Agence Ecofin, 2017). D'ailleurs, 13 millions de Marocains possèdent un compte Facebook, avec une nette augmentation de 20 % par rapport à 2015, ce qui place le Maroc au cinquième rang en Afrique. Cependant, le Maroc est le septième pays africain en ce qui concerne le nombre d'utilisateurs de ce réseau social avec 39.01 %. (Média Net, 2016).

Les statistiques montrent que seulement 35 % des usagers Facebook au Maroc sont des femmes et que 65 % de ces usagers sont des hommes (Média Net, 2016). C'est le cas aussi, à titre de comparaison, en Algérie (35% femmes - 65% hommes) et en Égypte (36% femmes - 64% hommes), tandis qu'en Tunisie, la situation est un peu plus équilibrée avec une proportion de 43 % de femmes contre 57 % d'hommes. En ce qui concerne la tranche d'âge la plus dominante sur ce réseau social, ces mêmes statistiques mentionnent qu'environ deux tiers (67 %) des usagers de Facebook au Maroc ont entre 18 et 34 ans. Les autres pays de la région enregistrent presque le même pourcentage concernant cette catégorie d'âge : l'Algérie 67 %, la Tunisie 66 % et l'Égypte 63 %. (Média Net, 2016)

Quant au nombre des usagers de Facebook par région, Casablanca se place devant avec 4 millions d'utilisateurs, suivie par les régions de Rabat-Salé, Tanger-Tétouan, Souss-Massa-Drâa et Marrakech-Tensift-Al Haouz avec, respectivement, 1.9 million, 1.2 million, 1.1 million et 1 million d'utilisateurs.

1.2 Pertinence scientifique de la recherche

Les chercheuses qui travaillent sur le féminisme maghrébin s'appliquent à en souligner l'histoire, qui a commencé bien avant les printemps arabes¹, « entre dictatures, révolutions et traditions » (Mahfoudh et Delphy, 2014). Dégageant les similitudes mais aussi les différences entre les situations algérienne, tunisienne et marocaine, elles réfléchissent

¹ Les chercheur.e.s du Maghreb utilisent souvent le pluriel (printemps arabes) pour parler des différents mouvements sociaux contestant les pouvoirs politiques en place dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (ANMO) afin de souligner la diversité des revendications associés. Dans notre mémoire, nous utiliserons les deux formes selon que nous souhaitons insister sur l'ensemble (printemps arabe) ou sur les différentes composantes (printemps arabes).

« collectivement à la place des femmes dans le champ politique et dans l'histoire officielle. à ce qui a été réalisé et ce qui reste à faire » (Mahfoudh et Delphy 2014, p. 5).

Les chercheuses s'attardent également à documenter la diversité de chacune des situations nationales. Au Maroc par exemple, on compte trois grands courants féministes. Des travaux documentent les différentes revendications en termes de continuation, d'opposition, voire de ruptures. Ils examinent les liens avec l'État, le processus d'institutionnalisation, la modernisation, la démocratie et la religion.

De manière générale, les chercheuses marquent les acquis « indéniables » du mouvement féministe, mais elles mettent aussi en lumière les limites de ces acquis, notamment sur la parité « inscrite dans la Constitution [du Maroc] comme un objectif à atteindre et non comme un principe constitutionnel clair qui sert à garantir un droit constitutionnel opposable à tous et à toutes » (M'Chichi, 2016).

Les chercheuses formulent de nombreuses questions comme autant de programmes de recherche. Par exemple M'Chichi interroge les liens entre genre et religion; la conception fortement genrée de la citoyenneté marocaine ; et la nature de la relation entre le mouvement féministe et l'État. Pozzi fait porter les siennes sur le féminisme islamique en s'appuyant sur Tucker (2008) et se demande si « le féminisme islamique soulève [...] les questions dont on aurait besoin pour "défaire le genre" sans sortir de la loi islamique ? » (Pozzi, 2013, p. 13). Sur l'avenir du féminisme et ses priorités, les chercheuses peuvent adopter des positions différentes, comme M'chichi (2014) et Naciri (2014), qui s'opposent sur les questions de non-mixité et d'autonomie.

Pour l'essentiel, les débats auxquels les chercheuses participent se concentrent sur les revendications et les alliances possibles entre l'État ou la religion. Ancrée en communication, notre recherche a plutôt cherché à voir comment les plateformes de communication participent à ces débats entre féministes marocain.e.s à l'ère de la double transition, numérique et politique.

Dans l'état de nos connaissances, peu de recherches s'y sont intéressées jusqu'à maintenant dans le contexte maghrébin, hormis Bouchra Sidi Hida (2011) qui s'appuie sur la

sociologie touranienne du sujet pour étudier différentes « mouvances » dont le MALI (mouvement alternatif pour les libertés individuelles), qui lutte avec les féministes. Plus précisément, elle travaille sur l'émergence de nouveaux acteurs sociaux qui s'approprient Internet et les réseaux socionumériques en tant qu'espace virtuel de liberté d'expression pour une nouvelle socialisation des mobilisations collectives. Elle estime que les jeunes instruits et issus de la classe moyenne utilisent les technologies de communication pour transgresser les normes actuelles de la société marocaine et pour revendiquer le « droit à la visibilité ». D'après la chercheuse (Sidi Hida, 2011), c'est le recours aux technologies de l'information et de la communication, notamment les médias et les réseaux socionumériques², comme base à leurs mobilisations collectives qui distinguent les nouvelles mouvances des anciens mouvements progressistes.

C'est donc à ce manque de recherches sur la mobilisation des plateformes de communication par le féminisme marocain contemporain que la nôtre souhaite apporter un enrichissement dans la perspective d'Oprea, (2008) et de Jouët, Niemeyer et Pavard (2017)³. Nous nous sommes concentré sur les éléments permettant d'étudier le répertoire d'actions collectives du féminisme marocain contemporain.

² L'auteure utilise l'expression « réseaux sociaux ». Nous avons préféré celle de « réseaux socionumériques », que nous utilisons tout au long de notre texte pour éviter la confusion avec la notion de réseaux sociaux (non numériques) utilisée en sciences politiques.

³ Au moment où nous nous apprêtons à déposer notre mémoire vient de paraître un article fort intéressant d'Atifi et Touati (2020). Nous y reviendrons brièvement en conclusion.

CHAPITRE 2 : RECENSION DES ÉCRITS

Introduction

Quatre séries d'écrits sont mobilisées dans notre mémoire, à savoir la recherche sur les mouvements sociaux (2.2), sur les répertoires d'actions collectives (2.3), sur le féminisme (2.4) et sur la structure des opportunités politiques (2.5).

2.1 Mouvements sociaux

Selon Neveu, un mouvement social est une forme d'actions collectives concertée en faveur d'une cause. Il se compose « des personnes ayant en commun un intérêt ou une profession et [qui] ont une revendication à faire valoir » (Neveu, 2011, p. 5). Neveu souligne la nécessité de prendre en compte l'histoire de chaque mouvement social dans son contexte culturel.

La concertation d'actions collectives, « un agir ensemble intentionnel, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert » (Neveu, 2011, p. 9) se retrouve également dans la définition de Dahlerup : « As a conscious, collective activity to promote social change, with some degree of organisation and with the commitment and active participation of members or activists as its main resource »⁴. Les deux auteur.e.s font valoir qu'un mouvement social combine spontanéité et organisation. Selon Dahlerup, « the focus of social movement theory is to study how people get together in a conscious, collective effort to change the world – or a bit of it »⁵. Le changement préconisé par un mouvement social varie sur un continuum allant d'une visée réformiste à une visée révolutionnaire :

⁴ « En tant qu'activité collective et consciente pour promouvoir le changement social, avec un certain degré d'organisation et avec l'engagement et la participation active des membres ou des militants comme principale ressource » (Traduction libre).

⁵ « La théorie du mouvement social est axée sur l'étude de la façon dont les gens se rassemblent dans un effort conscient et collectif pour changer le monde - ou un peu de celui-ci » (Traduction libre)

« to change everyday life and may be even to challenge the basic power structure of society »⁶ (Dahlerup, 1986).

2.1.1 Mouvements sociaux classiques

Les revendications des mouvements « classiques » (ouvrier, paysan, syndical, populaire...) portent sur la redistribution des richesses et sur la participation aux décisions. Leur organisation est fortement hiérarchisée (Chabanet dans Fillicule, Mathieu et Péchu, 2009). Leur mobilisation est sectorielle (menée dans la sphère industrielle) et dépendante d'une classe sociale, comme c'était le cas pour le mouvement des ouvriers en Grande-Bretagne à la fin du XIX^e siècle. À partir des années 1960, les mobilisations deviennent à la fois plus diversifiées (intersectorielles) et plus spécifiques (les droits des femmes, des Noirs étasuniens...) avec ce qui sera appelé les « nouveaux mouvements sociaux » (NMS). Alors qu'historiquement, un mouvement social était considéré comme un mouvement *contre* - une action collective contre un adversaire (État, entreprise, groupe, etc.) - avec les NMS se pose la question d'un mouvement social sans adversaires (Neveu, 2011, p. 13).

2.1.2 Mouvements identitaires

Les NMS « ne défendent pas les intérêts d'un groupe socio-économique particulier même quand ce groupe représente la nouvelle classe moyenne » (Farro, 2000, p. 109). Ces nouveaux mouvements sociaux se distinguent du mouvement ouvrier « du fait qu'ils ne rapportent pas à des intérêts particuliers la poursuite des objectifs universalistes, il s'agit en effet de mouvements qui agissent au nom d'un mandat de la collectivité, et non d'intérêts de groupes socio-économiques particuliers, pour intervenir dans les questions dont la portée est universaliste » (Farro, 2000, p. 109). Les NMS comptent notamment le féminisme, l'écologisme, les mouvements régionalistes, le mouvement pour les droits civiques des noirs étasuniens et le mouvement étudiant.

Les NMS sont aussi qualifiés de mouvements *culturels* ou encore de mouvements *identitaires* (*identity politics*), mais cette dernière expression peut être aujourd'hui source

⁶ « Changer la vie de tous les jours et peut-être même remettre en question la structure de pouvoir de base de la société » (Traduction libre).

de confusion. Il faut entendre l'identité comme celle d'un groupe *minoritaire* opprimé cherchant à faire reconnaître ses droits. La revendication est dite identitaire parce qu'elle vise à « valoriser l'identité à l'origine de l'exclusion, à donner un contenu positif à cette spécificité » (Roussel, 1995, p. 2). En comparaison, l'identité collective du mouvement ouvrier était socialement reconnue et le mouvement avait un statut d'acteur social (Farro, 2000). Il s'agissait donc d'une « identité de classe » (Neveu, 2011). Parce que leurs causes ne sont pas associées à l'enjeu de la redistribution de la richesse, on qualifie aussi les NMS de postmatérialistes (Inglehart, 1977).

Si « les différences entre les mouvements d'hier et ceux d'aujourd'hui se définissent [...] par rapport aux problèmes des enjeux du conflit et des adversaires » (Farro, 2000, p. 143), on peut également ajouter la caractéristique de l'autonomie (favorisant un engagement individuel à la carte) et l'innovation des répertoires d'actions collectives (Chabanet dans Fillieule, Mathieu et Péchu 2009).

2.2 Répertoires d'actions collectives

Toute population a un répertoire limité d'actions collectives, c'est-à-dire des moyens d'agir en commun sur la base d'intérêt partagé [...]. Ces différents moyens d'action composent un répertoire, un peu dans le sens où on l'entend dans le théâtre et la musique, mais qui ressemble plutôt à celui de la commedia dell'arte ou du jazz qu'à celui d'un ensemble classique. On connaît plus ou moins les règles, qu'on adapte au but poursuivi (Tilly 1986, p. 541-542).

2.2.1 La version forte de la métaphore

La notion de répertoire d'actions collectives est utilisée dans des sens plus ou moins larges, ou pour le dire dans les termes d'Offerlé (2008), selon des versions forte ou faible de la métaphore utilisée dans la définition de Tilly citée ci-haut. Dans sa version forte, le répertoire d'actions déborde le cadre du mouvement social. La version forte « renvoie à une stylisation macrosociologique de la transformation des formes de domination économique et politique (le marché et l'État) » (Offerlé, 2008). C'est dans le cadre de cette

version *forte* que Tilly avait ainsi observé deux grands répertoires : un répertoire local et patronné dominant jusqu'à la fin du XIX^e siècle et un répertoire national et autonome⁷.

2.2.2 La version faible de la métaphore

Néanmoins, c'est l'usage de la version *faible* de la métaphore selon laquelle le répertoire d'actions est entendu comme « la somme des moyens d'action effectivement utilisés ou utilisables par une organisation ou un mouvement » (Offerlé, 2008, p. 182) qui domine aujourd'hui dans les recherches. Dans ce sens, on peut dire que les réseaux sociaux numériques, comme Facebook et Twitter, font partie du répertoire d'actions collectives des mouvements sociaux contemporains en général, incluant le mouvement féministe marocain, à côté de modes d'action plus anciens comme la manifestation, la pétition, l'occupation des locaux ou des places et la grève.

2.2.3 Le rôle des dispositifs communicationnels numériques

Granjon souligne que les conflits sociaux s'appuient sur ce qu'il appelle des « armes matérielles ». Il estime que l'apport d'internet, et notamment des réseaux sociaux numériques, dépasse l'aspect purement technologique, car « les programmes d'action des dispositifs des technologies qu'il [internet] porte entrent en résonnance avec des dynamiques sociales qui y trouvent un support leur assurant une certaine efficacité et leur permettant de pérenniser leur existence » (Granjon, 2017b, p. 58). Il souligne l'importance d'internet « pour un nombre croissant de mouvements sociaux qui en développent des usages variés, afin d'ouvrir de nouveaux modes de participation à l'action collective, d'élargir le spectre des participants aux dynamiques protestataires, ou encore de faciliter la tenue de mobilisations, parfois de grande ampleur et de haute intensité » (Granjon, 2017a, p. 1). Quant aux actions collectives en ligne, ou « la mobilisation des claviers » selon Badouard, leur présence consiste en « une agrégation d'actions individuelles dans le cadre d'une activité dont l'objectif attendu est souhaité par l'ensemble des internautes qui y prennent part, dans la

⁷ Outre ces deux répertoires, Neveu (2011, p. 22, p. 96) se demande s'il faudrait ajouter un « répertoire de troisième génération » fondé sur l'internationalisme des revendications, sur l'expertise juridique et scientifique dans la continuité de la rationalisation des formes de protestation et sur la réinvention d'une activité symbolique de mise en scène de l'identité du groupe en tant qu'action ciblant les médias afin d'interpeller l'opinion publique.

mesure où il répond à un intérêt commun, ou du moins à des intérêts partagés » (Badouard, 2013, p. 93).

Ainsi, Facebook aurait participé, en tant que structure d'information et de communication, à « la construction de l'indignation et à la convergence du sens en ligne, mais aussi à la constitution d'un potentiel positif de mobilisation et d'activation de la révolte » (Klandermans, cité dans Granjon, 2017b, p. 56). Dans la continuité de cette analyse, Granjon relève « le caractère novateur de ces révoltes [qui] tient à ce que les mobilisations en ligne ont participé, non pas d'une action collective ponctuelle et/ou sectorielle, mais bien à un mouvement de masse touchant à tous les secteurs de la société » (Granjon, 2017b, p. 57).

Comparant l'implication sur les réseaux socionumériques avec la présence physique sur le terrain, Granjon estime que « le faible coût d'organisation et la diminution des risques policiers pour ceux qui s'engagent permettent la répétition des occasions de protestation dans l'espace urbain, malgré le faible nombre des militants » (Granjon, 2017b, p. 84).

De fait, l'émergence des réseaux socionumériques pendant le printemps arabe a largement modifié le sort de ce dernier, car ces nouveaux moyens d'information et de communication ont contribué à de nouvelles formes d'interaction entre les individus, en brisant la peur qui caractérisait l'atmosphère politique et sociale dans la région. Le web représente alors un espace de dénonciation, qui n'était pas souvent possible sur le terrain, en jouant son rôle le plus visible auprès d'une partie de la population dont « l'action politique ne constituait ni une nécessité de survie (comme pour les ouvriers), ni une conviction politique (comme pour les activistes) » (El-Chazli, 2011, p. 85).

2.3 Féminismes

Le féminisme n'est pas monolithique (d'où le titre au pluriel), mais on peut rappeler les mots de Zaidman (2007) pour tenter de le circonscrire minimalement :

Courant d'idées et luttes concernant les droits des femmes, le féminisme devient, dans certaines périodes historiques, un mouvement social et politique pour l'émancipation des femmes. Il désigne aussi un corpus de différentes théories (Zaidman, 2007).

Plus récemment, Bereni et Revillard (2012) ont entrepris de distinguer mouvement des femmes et mouvement féministe. Le mouvement des femmes est plus vaste :

Dans une grande variété de contextes historiques et culturels, des femmes se sont organisées *en tant que femmes* (ou à partir de rôles typiquement féminins de mères, filles, sœurs, ou épouses...) pour atteindre une multiplicité de buts, tels que l'abolition de l'esclavage, la lutte contre l'alcoolisme, la prostitution ou la pauvreté, la promotion de la paix ou du nationalisme, la protection de la nature... ou encore la cause des femmes.

La cause des femmes n'est donc pas le seul objectif du mouvement des femmes alors que le féminisme est une « catégorie plus restreinte » (Bereni et Revillard, 2012) et constitue une « critique de la suprématie masculine, forgée [...] à la lumière d'une volonté d'en changer le cours, qui elle-même repose sur la conviction qu'un tel changement est possible » (Gordon, 1986 cité chez Bereni et Revillard, 2012).

Précisons que c'est au féminisme que nous nous sommes intéressé principalement dans le cadre de notre mémoire.

2.3.1 Les vagues occidentales du mouvement féministe

Pour synthétiser l'évolution du mouvement féministe, il est courant de diviser celui-ci en vagues, mais il faut garder à l'esprit qu'il s'agit davantage de repères pratiques que de dates précises auxquelles on assisterait au passage de l'une à l'autre (Bellerive et Yelle, 2016). En réalité, les « vagues » sont complexes, se chevauchent; et d'un contexte culturel à l'autre, elles peuvent suivre d'autres trajectoires. Nous traitons donc les différentes composantes du féminisme marocain dans une autre rubrique, tout en tentant, lorsque c'est possible, de faire des rapprochements entre les deux ensembles de courants.

La première vague vise l'égalité des hommes et des femmes et notamment, l'obtention du droit de vote pour les femmes et l'accès à l'éducation pour les filles (Bellerive et Yelle, 2016, p. 286). Cette mobilisation, menée entre la fin du XIX^e et le début XX^e siècle dans les pays occidentaux, dénonce « les inégalités fondées sur le sexe, lesquelles les [les groupes et les associations des femmes] excluent de l'espace public » (Bellerive et Yelle, 2016, p. 282).

La deuxième vague, qui a vu le jour aux États-Unis dans les années 1960, fait partie des NMS. Les féministes de la deuxième vague luttent contre l'ordre social et les normes établies dans les sociétés patriarcales (Zaidman, 2007). En France, le Mouvement de libération des femmes de Mai 68 vise à « unifier les femmes en montrant le caractère politique de toutes les formes d'oppression des femmes, dans l'ensemble de leur existence, vie privée et vie publique » (Zaidman, 2007, p. 2). Leurs revendications touchent le droit à l'avortement, le partage des tâches familiales, la lutte contre la violence conjugale et l'émancipation sexuelle des femmes. La liberté, plutôt que l'égalité, devient une valeur cardinale, en partie parce que dans les années 1980, on estime que l'égalité a été atteinte (Oprea, 2008).

La troisième vague, qui date des années 1990, est marquée par une présence significative des féministes issues de groupes minoritaires et celles qui sont doublement stigmatisées comme les femmes de couleur lesbiennes : « l'accent se déplace de la lutte politique sous-tendue par une idéologie de l'oppression commune de toutes les femmes aux différences d'ordre matériel et culturel des femmes » (Oprea, 2008, p. 9). La troisième vague se caractérise par la fragmentation et l'hétérogénéité (Oprea, 2008) et donne lieu à la conceptualisation de l'intersectionnalité :

[...] une théorie transdisciplinaire visant à appréhender la complexité des identités et des inégalités sociales par une approche intégrée. Elle réfute le cloisonnement et la hiérarchisation des grands axes de la différenciation sociale que sont les catégories de sexe/genre, classe, race, ethnicité, âge, handicap et orientation sexuelle (Bilge, 2009, p. 70).

La quatrième vague⁸, associée à la génération Y et au cyberféminisme, est indissociable des évolutions du numérique et de ses plateformes qui permettent « la formation de nouvelles communautés féministes ainsi que leur globalisation, [et qui] auraient favorisé la création d'une culture de la dénonciation des inégalités, de la violence faite aux femmes,

⁸ À noter que certaines auteures (Plant 1996; Hawthorne et Klein 1999; Wajcman 2002) associent le cyberféminisme à la troisième vague plutôt qu'à la quatrième ; et que Fraser (2005) divise la deuxième vague du féminisme étasunien en trois phases : différence de genre, différence entre les femmes et intersection de différences multiples. La typologie de Fraser intègre donc dans la même « vague » ce que d'autres auteures associent à deux différentes vagues. Comme on peut le voir, la classification du mouvement féministe en vagues est particulièrement instable

des harcèlements de toutes sortes (dans les transports publics, les couples, à l'école, en politique, etc.) » (Bellerive et Yelle, 2016, p. 299).

Les premières cyberféministes, Haraway (1991) et Plant (1997), mentionnent l'importance du web pour réduire l'écart entre le militantisme chez les hommes occupant l'espace public et les médias traditionnels, et les formes de protestations menées par les femmes qui n'arrivent pas à atteindre le grand public. Le cyberféminisme vient alors dans la continuité des luttes féministes, notamment contre le patriarcat.

Les débats féministes ont porté sur des enjeux comme « le monopole des hommes sur la technologie comme constituant une source importante de pouvoir » (Vendramin, 2011, p. 5) et « le manque de compétences technologiques des femmes comme un élément important de leur dépendance à l'égard des hommes » (Vendramin, 2011, p. 5). Pour faire face à la marginalisation qui caractérise la place des femmes dans l'espace public physique (Le Caroff, 2015), les cyberféministes ont misé sur l'architecture des espaces numériques, notamment Facebook, car ce dernier est devenu « une plateforme de prises de parole publiques [...]. [Il constitue un] terrain susceptible de favoriser l'émergence d'une nouvelle grammaire de la conversation politique, marquée par l'allègement des contraintes qui pèsent sur les prises de parole au sein des espaces publics traditionnels » (Le Caroff, 2015, p. 111).

À l'ère des réseaux socionumériques, les militantes féministes élargissent leurs pratiques du militantisme en s'appropriant les outils numériques (Jouët, Niemeyer et Pavard, 2017, p. 23). Les féministes sont désormais des usagères des technologies de l'information et de la communication comme les autres d'autant que les plus jeunes font partie des générations natives du numérique » (Jouët, Niemeyer et Pavard, 2017, p. 23). En effet, les cyberféministes invoquent des approches faites de craintes et d'espoir : « d'un côté, une approche d'internet plus "technique" y voit un espace masculin et d'un autre côté, une approche d'internet en termes de medium plus que de technologie y voit une opportunité de nouvelles solidarités et d'interactions entre femmes ». (Vendramin, 2011, p. 5). Cette opportunité inclut notamment l'éventuelle participation à la vie publique et citoyenne.

La présence d'une génération native du numérique parmi les militantes féministes permet au courant cyberféministe d'élargir son public cible, car ce courant féministe « s'inscrit dans une histoire et participe en cela d'un héritage que les nouvelles générations doivent non seulement connaître, mais plus encore s'approprier » (Beaulieu, 2012, p. 7).

Cependant, la présence des féministes sur le web n'est pas tout le temps facile, car cette présence « s'expose à la forte montée et à la virulence du cyber-sexisme qui touche non seulement les militantes, mais toutes les femmes » (Jouët, Niemeyer et Pavard, 2017, p. 23). Dans le cas marocain, la loi 103-13 considère comme un crime le fait de faire chanter une femme en menaçant de dévoiler sur internet des photos privées ou compromettantes sans son consentement. Même si le législateur a vaguement défini le cyberharcèlement, il faut quand même souligner que les coupables de cyberharcèlement risquent l'emprisonnement de 6 mois à 3 ans en plus d'une amende de 2000 à 20.000 dirhams (environ de 275 à 2750 dollars canadiens).

2.3.2 Les différents courants du féminisme au Maroc

Dans cette rubrique, nous abordons les différents courants du féminisme marocain depuis la période du protectorat français au Maroc (1912-1956) jusqu'à la période post printemps arabe. Le mouvement féministe marocain est passé par plusieurs étapes dans lesquelles il essaie, à travers différentes approches, d'améliorer la situation des femmes marocaines.

Le mouvement pour l'indépendance du Maroc et la condition féminine

Comme dans d'autres contextes culturels, avant de constituer un enjeu central pour un mouvement qui leur serait dédié, les droits des femmes étaient au cœur des débats idéologiques traversant la société marocaine, opposant modernistes, nationalistes et conservateurs. À la faveur de la lutte pour l'indépendance du Maroc, des associations féminines naissent, dont les Sœurs de la Pureté, proches du Parti de l'indépendance (PI), qui publie l'hebdomadaire *Démocratie*. Des femmes marocaines s'en servent pour interpeler les oulémas⁹, soulevant des contradictions entre l'Islam et le droit musulman en

⁹ Les oulémas sont les docteurs de la loi coranique, garants du respect et de l'application des principes de l'islam. (cnrtl.fr/definition/academie9/ouléma)

ce qui a trait aux droits des femmes. Cependant, le réformisme masculin¹⁰ donne « la priorité à la revendication de l'indépendance, supposée résoudre tous les problèmes sociaux dont celui de la condition des femmes » et délimite « d'une façon très étroite le cadre dans lequel devait se déployer l'émancipation des femmes » (Naciri, 2014 p. 47).

Après l'indépendance du Maroc en 1956, l'enjeu de bâtir un État moderne et démocratique crée une dynamique au sein des partis politiques et des syndicats, favorisant l'introduction des femmes dans la vie politique et sociale. Néanmoins, les responsables politiques agissent « de façon à minimiser les impacts sociaux et économiques de ces changements » (Naciri, 2014 p. 47). En 1958, l'État promulgue un code du statut personnel (CSP) inégalitaire, maintenant le principe de l'obéissance de la femme à son époux, la polygamie et la répudiation, et contribue fortement « à la construction des identités de genre, ainsi qu'à l'établissement et à la surveillance des frontières entre sphères publique et privée (système éducatif, lois, normes, structures, pratiques des institutions et symbolique du pouvoir masculin) » (Naciri, 2014, p. 47).

L'autonomisation du mouvement féministe

Après deux décennies de luttes féministes au sein des organisations dirigées par des approches masculines, la période des années 1980 « se caractérise par le fait que ce sont des femmes qui réfléchissent à la condition féminine et la dénoncent, alors que la période précédente avait été dominée par l'écriture masculine » (Naciri, 2014, p. 49).

Les premières organisations féministes autonomes tirent profit d'expériences collectives acquises au cours des décennies précédentes dans les rangs des partis politiques, souvent à gauche (El Bouhsini, 2016, p. 122), où les féministes ont appris à négocier et à évaluer le rapport de force politique. Ces féministes appartiennent à une élite « instruite et économiquement active qui se positionnera, à partir du milieu des années 1980, en tant que groupes revendiquant l'égalité entre femmes et hommes dans toutes les sphères et, plus particulièrement, dans la sphère familiale » (Naciri, 2014, p. 44). Ce sont elles que les

¹⁰ Il s'agit d'une idéologie revendiquant le droit à l'éducation et certains droits civils et politiques pour les femmes (Naciri, 2014, nbp, 45).

chercheur.e.s associent au féminisme historique arabe (El Bachiri dans Gillot et Martinez, 2016, p. 24). Ces féministes « réclament l'application des droits universels conformes aux directives des Nations Unies. Elles sont largement influencées par les visions françaises du féminisme » (M'Chichi, 2014, p. 66).

D'abord engagées dans une logique de contestation, elles passent progressivement à une logique de proposition et d'interpellation des pouvoirs publics; une évolution rendue possible « entre autre, grâce à une certaine ouverture du champ politique » [réformes constitutionnelles de 1992 et de 1996] (El Bouhsini, 2016, p. 123). Au cours des années 1990 et 2000, les féministes historiques publient des rapports alternatifs à ceux des gouvernements marocains afin d'influencer le déroulement des sessions parlementaires pendant les discussions concernant les lois et les programmes gouvernementaux ciblant les femmes marocaines (Naciri, 2014). Elles offrent des services de proximité, comme des cours d'alphabétisation, qui servent aussi de sensibilisation (El Bouhsini 2016, p. 123). Elles occupent l'espace public avec des manifestations dont celle de mars 2000, à laquelle participent « des dizaines de milliers de femmes et d'hommes dénonçant l'abandon par le gouvernement du PANIFD [plan d'intégration de la femme au développement] » (Naciri, 2014, p. 53). Les mobilisations du féminisme historique sont souvent accompagnées par des campagnes de communication, telles que le Printemps de l'égalité (au début des années 2000) qui « fait appel aux médias (spots radiophoniques et télévisuels), des marches dans les grandes artères et la distribution de documents et de flyers dans les gares, à la sortie des administrations ou des établissements scolaires » (Naciri, 2014, p. 53). Enfin, les féministes historiques construisent des coalitions et intègrent le référentiel musulman à leur plaidoyer (El Bouhsini, 2016, p. 131).

Après deux décennies de luttes, le féminisme historique fait de nombreux gains : plusieurs lois sont modifiées ou adoptées, comme le nouveau Code de la famille (appelé aussi « Moudawana ») (2004), le Code du travail (2003) et des réformes du Code pénal et de la procédure pénale (2003 et 2002), le livret de famille (2002), le Code du commerce et des obligations et contrats (1995) (Naciri, 2014, p. 53). Ainsi, les féministes historiques dominent la scène politique jusqu'en 2011 (M'Chichi, 2014, p. 66).

Féminismes islamiques

Le printemps arabe marocain, aussi appelé printemps démocratique¹¹, rend visible la diversité qui traverse le féminisme marocain et l'impossibilité désormais pour les féministes historiques de parler au nom de « toutes » les femmes, car ce printemps a « révélé la pluralité des idées et des expressions des revendications féministes » (M'chichi, 2014, p. 70). La domination du féminisme historique est contestée sur deux fronts : le front du féminisme islamique et celui de la nouvelle génération.

Créée en contexte iranien dans les années 1990, la notion de féminisme islamique (aussi appelé musulman) désigne « les diverses remises en question, au nom de l'islam, des interprétations sexistes des textes religieux » (s. a. Critique internationale, 2010). Pour les militantes de ce mouvement, « la lecture sexiste des sources religieuses n'offre pas la vérité de ces textes, mais une déformation par rapport à l'Islam de l'époque de la révélation (VII^e siècle) qui, lui, aurait mis les hommes et les femmes sur un pied d'égalité » (Pozzi, 2013, p. 1).

Le féminisme islamique témoigne d'une double distanciation : il revendique une interprétation (*ijtihad*) personnelle et libre de l'Islam par rapport à une lecture traditionnelle à caractère patriarcal; il prend ses distances du féminisme laïque occidental et du féminisme laïque « qui a pu se développer en terres d'Islam » (Pozzi, 2013, p. 1) et que les représentants du féminisme islamique critiquent comme faisant abstraction de la religion et de la culture propres à l'Islam. Au Maroc, ce féminisme laïque en terre d'Islam est le féminisme historique.

Si le féminisme islamique présente lui-même différentes postures¹², « il est possible d'identifier un point commun à toutes, à savoir l'idée que l'égalité peut et doit s'affirmer non pas en écartant l'élément religieux, mais au contraire en réinterprétant cet élément de

¹¹ Comme le souligne M'chichi (2014, p. 66, nbp 3) : « Au Maroc, les différents acteurs associatifs impliqués dans les mouvements sociaux ont préféré parler de "printemps démocratique" plutôt que de "printemps arabe" qui se réfère aux populations arabes et exclut les Berbères marocains ».

¹² Pozzi insiste sur l'hétérogénéité du féminisme musulman ou islamique - elle emploie les deux termes - en empruntant la précision de Zahra Ali selon laquelle il existerait au moins trois postures différentes : réformiste traditionnelle, réformiste radicale et réformiste libérale (Pozzi, 2013).

manière anti-patriarcale » (Pozzi, 2013, p. 3). Selon les féministes islamiques, l'éradication des inégalités hommes-femmes passe par l'identification « des lois et catégories légales discriminatoires » (Tucker citée chez Pozzi, 2013, p. 10). Ces féministes partagent donc, d'une certaine façon, le répertoire d'actions collectives des féministes historiques puisque, comme elles, elles cherchent à déconstruire les structures génériques inscrites dans les pratiques juridiques (Pozzi, 2013, p. 10). Comme elles aussi, elles occupent la rue, notamment à l'occasion de contre-manifestations qui opposent les deux féminismes dans le débat sur la réforme du Code du Statut Personnel (CSP) pendant la période 1999-2004 (El Bouhsini).

Si elles étaient moins visibles avant que le succès électoral des islamistes en novembre 2011 n'officialise leur passage « de la marge » du féminisme dans laquelle elles ont été longtemps maintenues « vers le centre » des débats et du pouvoir (M'Chichi, 2014, p. 66), les féministes islamiques comptaient depuis quelque temps déjà des intellectuelles de premier plan. Parmi les intellectuelles ayant adopté une approche réformatrice de l'Islam et du Coran, Fatima Mernissi s'était fait connaître avec son livre "Le harem politique : Le Prophète et les femmes", publié en 1987, inaugurant « un véritable courant, identifié comme étant celui du "féminisme réformiste" » (El Ayadi, 2002, p. 24). L'ouvrage présente une tentative de « relecture de l'histoire de l'Islam à partir d'une perspective féministe mettant en valeur la tradition progressiste et égalitaire du Prophète » (Naciri, 2014, p. 50). Ce genre des travaux avait « une grande influence sur d'autres penseuses/penseurs et écrivain·e·s, ainsi que sur le mouvement des femmes aussi bien au Maroc que dans l'ensemble du monde musulman » (Naciri, 2014, p. 50).

Actives dans l'espace public physique à l'occasion de manifestations, les féministes islamiques semblent peu présentes à titre collectif¹³ dans l'espace public numérique,

¹³ On trouve cependant en ligne le site web (asma.lamrabet.com) et la page Facebook d'Asma Lamrabet. Exerçant diverses fonctions, dont la présidence du Groupe international d'étude et de réflexion sur la femme en Islam (GIERFI) de 2008 à 2010, elle a été directrice du Centre d'études féminines en Islam au sein de la ligue des Oulémas du Maroc (CERFI) de 2011 à 2018, d'où elle a été évincée pour ses positions sur l'héritage (source Dounia Hadni, *Libération* du 8 avril 2018 https://www.liberation.fr/debats/2018/04/08/asma-lamrabet-s-emanciper-sans-se-renier_1641948). Dans le cadre de notre recherche, nous avons également repéré la page du Forum Azzahra.

contrairement aux féministes de la nouvelle génération que nous allons maintenant présenter.

La nouvelle génération des féministes marocain.e.s

Le Maroc voit émerger un nouveau courant féministe après le printemps arabe : « un féminisme nouveau, conjoncturel et pragmatique mettant en exergue le vécu local et les différences de classes sociales » (M'Chichi, 2014, p. 66). Il s'agit d'un courant mixte rassemblant garçons et filles au sein de ce qui sera appelé le Mouvement du 20 Février d'après l'importante manifestation tenue par des jeunes en 2011. Ces jeunes militant.e.s pour la démocratie ne sont pas indifférent.e.s aux discriminations subies par les femmes, mais « dénoncent l'incapacité du féminisme historique, animé par des femmes instruites de la classe moyenne, à prendre en charge les enjeux des classes populaires et à rendre compte de l'oppression spécifique que subissent les femmes soumises au patriarcat et à l'exploitation de classe » (M'chichi, 2014, p. 71). Par la prise en compte de différentes formes d'oppression, cette nouvelle génération de féministes marocain.e.s se rapproche du féminisme de la troisième vague.

Leur intérêt pour les actions ponctuelles les rapproche aussi du néo-militantisme étudié par Ion (1997) puis par Granjon (2001): « Ce sont les actions ciblées, type "coups de poing" qui les intéressent, des actions visibles, concrètes et qui créent l'événement médiatique » (M'Chichi, 2014, p. 76), plutôt qu'une longue lutte contre la polygamie, ou pour une meilleure représentation électorale des femmes.

Pour cette nouvelle génération, « le politique ne s'exprime plus au nom d'un parti politique, d'un syndicat ou d'une association, mais au nom de chacune et de chacun en tant que personne autonome: toutes les formes de l'action politique sur internet s'inscrivent en effet dans une même posture, celle de l'individu qui rejoint le collectif à travers les réseaux » (M'Chichi, 2014, p. 75). En cela, la nouvelle génération est proche des communautés de mouvement social c'est-à-dire « des réseaux informels d'individus politisés aux frontières fluides, avec des structures décisionnelles flexibles et une division du travail souple » (Buechler, 1990, p. 42 traduit par Bereni et Revillard, 2012, cité chez Jouët, Niemeyer et

Pavard 2017, p. 41). C'est précisément cette indépendance des structures du pouvoir étatique ou religieux de la nouvelle génération que nous allons maintenant introduire.

L'autonomie des différents courants

La nouvelle génération féministe marocaine reste, au niveau des idéologies et des valeurs, plus proche des féministes historiques que des féministes islamiques. Toutefois, le nouveau féminisme est « plural, antiestablishment, and anticonformist »¹⁴ (Salime, 2014, p. 18). Cette génération coopère avec les féministes historiques, mais milite hors des institutions officielles. C'est ainsi qu'on assiste à « the rise of a new generation of feminists whose subjectivities are articulated around sexual liberties, individual freedoms, religious choice, the right to subversion and self-expression »¹⁵ (Salime, 2014, p. 19). En termes de répertoire d'actions, le sien est contestataire alors que les féministes historiques sont parvenues à une institutionnalisation au moins partielle de leurs revendications, ce qui les éloigne du répertoire d'actions collectives des mouvements sociaux.

Il arrive donc que les prises de position du féminisme historique et de la nouvelle génération divergent. Pendant le printemps démocratique, les militant.e.s du Mouvement 20 Février, des rangs desquels sont venu.e.s les féministes de cette nouvelle génération, ont reproché aux féministes historiques leur soutien à l'initiative prise par le roi marocain Mohamed VI le 9 mars 2011¹⁶ lors d'un discours royal. En effet, alors que les féministes historiques accueillaient favorablement la proposition royale d'une nouvelle constitution et participaient aux réunions et aux débats concernant la parité et l'égalité des sexes, les militant.e.s du Mouvement 20 Février se mobilisaient pour boycotter le référendum du 1^{er} juillet 2011 sur la nouvelle constitution. Les militant.e.s du Mouvement 20 février misaient sur une mobilisation plus radicale sur le terrain, car « to several of them, one cannot speak of women's rights in the context of a constitution that puts religion and the

¹⁴ « pluriel, anti-establishment et anticonformiste ». [Traduction libre]

¹⁵ « l'émergence d'une nouvelle génération de féministes dont les subjectivités s'articulent autour des libertés sexuelles, des libertés individuelles, du choix religieux, du droit à la subversion et à l'expression de soi ». [Traduction libre]

¹⁶ Généralement, les discours royaux sont liés à des événements prédéfinis (fête de l'indépendance, fête du trône, etc.). Cependant, celui de 9 mars 2011 était inattendu. Le cabinet royal avait annoncé, quelques jours auparavant, que le roi allait s'adresser au peuple ce jour-là.

King's authority above international law »¹⁷ (Salime. 2012, p. 106). Finalement, la nouvelle génération n'a pas hésité à traiter le féminisme historique d'élitisme, ce qui a créé un fossé entre les deux générations.

Langues, internationalisation et panarabisation

Outre le rapport à l'institutionnalisation, d'autres caractéristiques, qui n'ont pas de correspondance immédiate avec la typologie des vagues occidentales, distinguent les différents courants du féminisme marocain entre eux. Nous passons rapidement en revue des caractéristiques qui nous paraissent éminemment culturelles, à savoir les dispositifs linguistiques, l'internationalisation et la panarabisation.

Parmi les différences qui existent entre le féminisme historique et celui de la nouvelle génération, M'chichi (2014) révèle l'usage des divers dialectes marocains par les féministes actives pendant le printemps arabe afin de vulgariser leur discours et atteindre différents publics, notamment les classes marginalisées. L'adoption d'un dispositif linguistique plus proche des classes populaires contraste avec le manque d'engagement des féministes historiques au début du Mouvement 20 Février.

L'internationalisation du féminisme historique est marquée, au cours des années 1980 et 1990, par un contexte mondial où des partis politiques et des organisations de la gauche se rapprochent en collaborant. Le féminisme islamique marocain garde, pour sa part, une certaine distance avec ses pairs dans les pays musulmans, car il est rattaché à des organisations politiques islamiques qui ne partagent pas forcément la même interprétation de l'islam politique et de la place de la femme dans les sociétés musulmanes modernes avec leurs homologues dans la région. Quant à la nouvelle génération, elle établit des liens sur les deux fronts (internationalisation et panarabisation). D'un côté, elle se rapproche de certains nouveaux courants féministes occidentaux, par exemple, les Femen et la Slutwalk comme c'est le cas pour *Woman Choufouch*¹⁸, un groupe de lutte contre le harcèlement

¹⁷ « pour plusieurs d'entre eux [et elles], on ne peut pas parler des droits des femmes dans le contexte d'une constitution qui place la religion et l'autorité du roi au-dessus du droit international ». [Traduction libre]

¹⁸ Le nom de ce groupe est à la fois un « jeu de mots et une appropriation d'une invitation sexuelle commune utilisée par les hommes dans les rues du Maroc : "Pourquoi ne pas te voir ?" » (Salime, 2014, p. 14 et 15) [Traduction libre].

sexuel au Maroc. D'un autre côté, elle établit un contact régulier avec les féministes arabes après le printemps démocratique et ce, notamment sur les réseaux socionumériques. Ce contact est illustré par les nombreuses publications de militantes marocaines qui soutiennent les femmes arabes, particulièrement sur la page « The Uprising of Women in the Arab World », une page créée en octobre 2011 et qui compte 116 906 abonné.e.s. Ce genre des pages mobilise des « online movements, which were organized by Arab women who challenged moral codes, stereotypes, and old customs, are never confined to specific countries as they seem to unite many Arab women and men from different states, forming a collective identity and character »¹⁹ (Al-Rawi, 2014, p. 1147).

2.4 Structure des opportunités politiques (SOP)

2.4.1 La SOP entre la théorie et la pratique

La relation entre le monde politique et les mouvements sociaux intéresse depuis des décennies les chercheur.e.s ayant développé des concepts permettant de mesurer comment et jusqu'à quel point la nature d'un système politique augmente, ou pas, les chances qu'un mouvement social peut avoir afin d'atteindre ses objectifs. Nous nous intéressons plus particulièrement, dans les lignes qui suivent, à la structure des opportunités politiques. Ce concept est, dans la sociologie des mouvements sociaux, « le principal outil théorique permettant de faire le lien entre mouvements sociaux et système politique » (Revillard, 2003, p. 2).

Le concept de structure des opportunités politiques « rend compte de l'environnement politique auquel sont confrontés les mouvements sociaux, et qui peut selon la conjoncture exercer une influence positive ou négative sur leur émergence et leur développement » (Fillieule et Mathieu dans Fillieule, Mathieu et Péchu, 2009, p. 530 et 531). L'importance de la conjoncture est également soulignée par Tarrow qui définit la SOP comme « l'ensemble des dimensions récurrentes — mais pas nécessairement formelles ou

¹⁹ « mouvements en ligne organisés par des femmes arabes qui ont remis en question les codes moraux, les stéréotypes et les anciennes coutumes. Ces mouvements ne se limitent jamais à des pays spécifiques, car ils semblent unir de nombreuses femmes et hommes arabes de différents États, formant une identité et un caractère collectifs ». [Traduction libre]

permanentes — de l'environnement politique qui sont une source d'incitation à l'action collective en affectant les attentes de succès ou d'échec des gens » (Tarrow 1998, p. 76-77).

Le contexte politique déterminant la confrontation entre les mouvements sociaux et l'État était négligé jusqu'aux années 1970. À partir de cette décennie, plusieurs travaux ont été menés par des chercheurs, Eisinger (1973), McAdam (1982) et Kriesi (1995), travaillant sur les mouvements sociaux et leurs répertoires d'actions collectives et leurs relations avec l'ouverture et la force des systèmes politiques aux États-Unis et en Europe occidentale. De fait, les premières recherches portant sur les liens entre les mobilisations et le rôle de l'État ont vu le jour au milieu de la deuxième moitié du XX^e siècle quand Eisinger (1973) a souligné, en pleine mobilisation pour les droits civiques aux États-Unis, l'importance de prendre en compte, en plus des ressources du groupe mobilisé, les points suivants : les ouvertures, les points faibles, les barrières et les ressources du système politique américain. C'est précisément en étudiant l'évolution du mouvement des droits civiques aux États-Unis entre 1930 et 1970 que McAdam (1982) offrira l'une des premières applications systématiques de ce concept. Il estime que le concept est destiné à « rendre compte de ce que le destin d'une action protestataire doit, indépendamment de la capacité mobilisatrice du groupe, à l'état et aux évolutions conjoncturelles du système politique, qui le rendent au gré des circonstances plus ou moins vulnérable, ou réceptif, face à la contestation » (McAdam, 1982, p. 41).

Au cours des années, Kriesi (1995), McAdam (1996), Tarrow (1996), Gamson et Meyer (1996), Meyer et Minkoff (2004), Tarrow et Tilly (2008), Kriesi (2009) et Neveu (2011) ont travaillé à raffiner le concept de SOP. Kriesi (1995) mentionne trois variables qui peuvent influencer la réaction de l'État : « la structure formelle de l'État ; les procédures informelles et stratégies dominantes des autorités politiques à l'égard des challengers ; la configuration du pouvoir dans le système des partis » (Kriesi 1995). McAdam (1996) se concentre sur la structure institutionnelle d'un système politique et estime qu'une contestation a « le plus de chances de se produire dans des systèmes caractérisés par un mélange de facteurs d'ouverture et de fermeture » (McAdam 1996 cité dans Revillard, 2003, p. 4).

Selon Mathieu (2002), Tarrow (1994) divise la SOP en quatre éléments : « le degré d'ouverture ou de fermeture des institutions politiques ; la stabilité ou l'instabilité des alignements politiques ; la présence ou l'absence d'alliés influents apportant leur soutien au mouvement considéré ; l'existence de conflits et de divisions entre les élites » (Tarrow 1994 cité dans Mathieu, 2002, p. 77). Tarrow souligne « qu'à une époque où les mouvements sociaux se globalisent, ils peuvent de moins en moins facilement être expliqués par les structures d'opportunités politiques propres à un État nation particulier » (Tarrow 1996 cité dans Revillard, 2003, p. 7). Selon lui, l'émergence de mouvements sociaux transnationaux donne naissance à des structures d'opportunités politiques transnationales.

Dans leur ouvrage publié en 2008, Tarrow et Tilly détaillent davantage la structure des opportunités politiques, qui se décompose dès lors en six éléments : « la multiplicité des centres de pouvoir indépendants au sein du régime considéré ; son ouverture à de nouveaux acteurs ; l'instabilité des alignements politiques ; la disponibilité d'alliés influents pour les contestataires ; la propension du régime à faciliter ou à réprimer l'expression collective de revendications ; des changements décisifs à l'intérieur des cinq précédents éléments » (Fillieule, Mathieu et Péchu, 2009, p. 532).

Dans un travail publié en 2009, Kriesi revient sur le concept de la SOP et souligne que « la configuration des clivages politiques dans un pays constitue un élément clé des opportunités politiques » (Kriesi, 2009, p. 26). Cet élément associe le rôle des acteurs politiques avec les dynamiques sociales visant des changements structurels de la société dans différents domaines (politique, économique, culturel, etc.). Pour sa part, Neveu pense que « la dynamique mouvement/contre-mouvement constitue aussi un analyseur des effets d'opportunités politiques liés aux structures institutionnelles » (Neveu, 2011, p. 89). Cette dynamique, entre deux mouvements qui s'opposent au niveau des revendications, peut être bénéfique pour l'État qui renforce sa capacité d'arbitre de la légitimité politique en adoptant des politiques publiques répondant aux revendications et aux mobilisations de tel ou tel mouvement (Revillard, 2003).

Sur le plan géoculturel, les multiples recherches sur la structure des opportunités politiques peuvent être divisées en deux courants. Les travaux américains visent à expliquer « l'émergence d'un mouvement social par des changements dans la structure institutionnelle ou dans les relations de pouvoir informelles d'un système politique particulier » (Revillard, 2003, p. 2), tandis que ceux de leurs homologues européens, qui sont plus récents, cherchent plutôt à « rendre compte des différences dans la structure, le développement et l'impact de mouvements comparables dans différents pays, sur la base de variations dans les caractéristiques politiques de l'Etat-nation dans lequel ces mouvements s'insèrent » (Revillard, 2003, p. 2).

Le concept de SOP a été la cible de plusieurs critiques, notamment celle de Gamson et Meyer (1996) qui s'inquiètent de l'utilisation « massive » de la structure des opportunités politiques en tant que concept réduisant l'importance des mobilisations des mouvements sociaux, car « the concept of political opportunity structure is . . . in danger of becoming a sponge that soaks up every aspect of the social movement environment »²⁰ (Gamson et Meyer, 1996 p. 275). De fait, les chercheurs ne s'entendent pas sur l'importance accordée par les mouvements sociaux aux opportunités politiques. Meyer et Minkoff pensent que « It seems most likely that social movements are composed of coalitions of more or less rational, entrepreneurial, and perceptive organizers, who are consequently more or less responsive to changes in political opportunity »²¹ (Meyer et Minkoff, 2004, p. 1464).

Ces deux chercheurs ajoutent ainsi que « although we can correlate changes in political opportunity with changes in mobilization or policy change, it is not clear whether the signals sent by elite actors encourage mobilization, or whether structural changes in opportunity effectively allow ongoing efforts at mobilization to proceed further than it would under other circumstances »²² (Meyer et Minkoff, 2004, p. 1464). Enfin, d'autres

²⁰ « Le concept de structure d'opportunité politique risque de devenir une éponge qui absorbe tous les aspects de l'environnement du mouvement social ». (Notre traduction)

²¹ Il semble très probable que les mouvements sociaux soient composés de coalitions d'organismes plus ou moins rationnels, entreprenants et perspicaces, qui sont donc plus ou moins sensibles aux changements d'opportunités politiques. (Notre traduction)

²² Bien que nous puissions corréler les changements dans les opportunités politiques avec les changements dans la mobilisation ou le changement de politique, il n'est pas clair si les signaux envoyés par les acteurs d'élite encouragent la mobilisation, ou si les changements structurels dans les opportunités permettent

critiques ont visé les éléments suivants : « la définition de l'État comme entité indivise et le présupposé d'étanchéité entre champ politique et espace des protestations politiques ; la manière univoque dont les structures étatiques interagissent avec les mouvements protestataires ; le désintérêt pour la manière dont les formes prises par les mobilisations sont le produit d'une coconstruction, avec les structures étatiques » (Fillieule, Mathieu et Péchu, 2009, p. 575 et 576).

2.4.2 La SOP et le contexte marocain

À ces critiques s'ajoute la singularité qui caractérise la situation politique au Maroc. Celle-ci est en effet marquée par « un subtil dédoublement des structures de pouvoir, né de l'épisode colonial, qui garantit la toute-puissance royale sur les orientations et les décisions politiques » (Bennafla et Seniguer, 2011, p. 148). La monarchie marocaine est un cas particulier dans la hiérarchie politique, car « le Roi est dans les institutions et au-dessus d'elles » (Claisse, 1992), ce qui implique que les actions publiques au Maroc sont généralement le fruit « des processus top-down dont le Palais royal serait tout à la fois l'unique initiateur, l'arbitre et le maître d'œuvre » (Catusse et Vairel, 2010, p. 6).

Certes, il existe au Maroc un Parlement (avec ses deux chambres), un gouvernement et plusieurs organes assurant une pluralité politique, mais le rôle de ces derniers se limite au traitement « des affaires courantes ou à l'application des décisions en raison de la prééminence et de la tutelle exercée par une seconde structure, l'appareil du Makhzen²³ » (Bennafla et Seniguer, 2011, p. 148).

D'ailleurs, le poids historique (le premier royaume a été fondé en 789) et religieux (le statut du roi en tant que Commandeur des Croyants) de l'État marocain en a fait, à travers 12 siècles d'existence, une « institution "au-dessus" de sa société, s'imposant plus par la coercition que par un fragile pacte social » (Catusse et Vairel, 2010, p. 7). À cela s'ajoute

effectivement aux efforts de mobilisation en cours de progresser davantage qu'ils le feraient dans d'autres circonstances. (Notre traduction)

²³ Makhzen : « Littéralement «magasin, entrepôt», le terme désigne la Maison royale, et surtout l'institution monarchique, avec son appareil politico-administratif et son système de gouvernement. Comme tout corps social, le Makhzen est traversé par toutes sortes de tensions internes, de stratégies différenciées et d'intérêts particuliers nourris par des agents individuels et/ou collectifs. Il ne constitue certainement pas un bloc homogène ». (Bennafla et Seniguer, 2011, p. nbp 146)

« la sacralité [, qui] produit des conséquences juridiques et politiques très importantes : la forme du régime a le même statut que la religion, elle relève de l'ordre et de l'indiscuté. La personne royale est sacrée et inviolable [...]. Les décisions du roi sont inattaquables en justice » (Tozy, 1991, p. 157). Ainsi, pour éloigner les critiques de la population, certaines décisions sont prises au nom du Makhzen, qui « relevant du ministère de l'Intérieur, est formé des "agents d'autorité" (moqaddem, qâid, bacha, etc.) lesquels sont au plus haut niveau – conseiller royal, wali, gouverneur – directement nommés par le roi » (Bennafla et Seniguer, 2011, p. 148).

Même si le système politique marocain est encore sous le contrôle de la monarchie, ce qui diminue le rôle des institutions politiques (gouvernement, parlement, etc.), les mouvements sociaux semblent être conscients de l'importance de la structure des opportunités politiques pour l'atteinte de leurs objectifs. En effet, le système politique marocain mise sur ses institutions politiques pour entrer en contact avec les mouvements de contestation. Ces derniers constituent donc un moteur important de l'évolution sociale, permettant au système politique (au Roi) de s'adapter tout en maintenant son pouvoir sur les structures politiques qui agissent dès lors comme intermédiaires. Les revendications sont présentées aux structures politiques officielles, mais elles ne seront satisfaites que dans la mesure où le pouvoir monarchique donnera son appui, comme nous l'avons vu plus tôt.

Les changements structurels qui peuvent être revendiqués par les mouvements sociaux peuvent être illustrés par le clivage politique entre les partis et les organisations féministes au début des années 2000, ainsi qu'entre les différentes composantes de la société civile pendant le débat sur le nouveau code de la famille que nous avons évoqué dans la rubrique 2.4.2. En effet, les deux grandes marches²⁴ organisées le 12 mars 2000 dans le cadre du débat sur le plan d'action proposé par le gouvernement, opposant partisans (affiliés au parti de gauche alors au pouvoir) et détracteurs (affiliés aux conservateurs religieux qui deviendront l'opposition officielle en 2002), ont poussé vers la réalisation d'un consensus

²⁴ Celle de Rabat a soutenu le plan d'action proposé par le gouvernement dirigé par les partis de la gauche pendant que l'autre, organisée à Casablanca, a montré le désaccord des conservateurs, qui ont fait recours à l'argumentaire religieux

élaboré à la suite des recommandations de la Commission nommée par le roi et composée par les représentants des deux courants. Ainsi, le préambule de ce nouveau Code de la famille considéré comme une révision profonde du code du statut personnel (1958) mentionne que le roi Mohammed VI « s'est attaché à la concrétisation de ce projet, en mettant en place une commission Royale consultative, constituée d'éminents experts et Ouléma, hommes et femmes, d'horizons, de sensibilités et de domaines de compétence multiples et variés » (Code de la famille, 2004, p. 5). Le roi a donc alors pu profiter de la division des partis politiques et de la société civile pour se présenter comme l'arbitre légitime du débat social.

Mais les choses sont peut-être en train de changer depuis l'avènement du printemps arabe en 2011. Mise en branle par le pouvoir royal afin de proposer une réponse aux revendications exprimées au Maroc, la réforme constitutionnelle n'a pas débouché sur un aussi large consensus. Le Mouvement dit du 20 Février a boycotté le référendum constitutionnel du 1^{er} juillet 2011 ainsi que les discussions qui l'ont précédé, estimant que les réformes proposées étaient insuffisantes, notamment en ce qui concerne les prérogatives royales. Le rejet d'un tel engagement politique par les militant.e.s du Mouvement reflète l'état de la non-confiance envers les initiatives royales ainsi qu'envers l'ensemble du champ politique, car « les protestations au Maroc pointent la crise des partis politiques traditionnels qui se montrent incapables depuis des décennies de prendre en charge les demandes sociales émanant de leurs électors respectifs » (Bennafla et Seniguer, 2011, p. 151).

CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE

Introduction

Dans cette rubrique, nous introduirons d'abord notre objet, notre objectif et notre question de recherche. Ensuite, nous présenterons nos techniques d'enquête, le terrain, le corpus, les indicateurs et notre grille bidimensionnelle d'analyse.

3.1 L'objet, l'objectif et la question de recherche

3.1.1 L'objet

Nous avons étudié le répertoire d'actions collectives du mouvement féministe marocain contemporain, en nous concentrant sur l'utilisation du réseau socionumérique Facebook, après le printemps arabe. Travailler sur le répertoire d'actions collectives nous permet d'ancrer notre recherche en communication, mais nous accordons bien entendu aussi beaucoup d'importance au féminisme marocain. Ce double intérêt est perceptible tout au long de notre mémoire, y compris dans le présent chapitre.

3.1.2 L'objectif

En fait, nous avons cherché à comprendre comment le recours aux réseaux socionumériques (RSN) influençait les actions menées par les féministes marocaines et comment ces actions influençaient en retour les réseaux socionumériques. Nous avons vécu de près le printemps arabe et le développement des usages de Facebook par les jeunes militant.e.s et il nous a semblé qu'il existait là une piste intéressante à creuser. Malheureusement, les traces numériques s'effacent rapidement (pour les chercheur.e.s du moins) et plusieurs des contenus produits dans les années 2010 avaient disparu. Nous avons dû repenser un nouveau corpus. Nous y reviendrons.

3.1.3 La question de recherche

Nous avons l'impression que les mouvements féministes marocains recouraient à différents outils de communication (répertoire d'actions collectives) et que la jeune génération féministe (à laquelle nous appartenons) était plus active. Outre l'âge de ses participant.e.s, le mouvement des jeunes féministes allait-il se distinguer par une autre série de revendications ? C'est une des pistes (hypothèses sectorielles) que nous avons creusées.

Autrement dit, nous nous sommes demandé si on pouvait établir un lien entre le répertoire d'actions et les revendications. La jeune génération utilisait-elle davantage Facebook ? Le cas échéant, de quelle(s) manière(s) et avec quel(s) objectif(s) ? Quel(s) usage(s) le courant historique, habitué de travailler dans les sphères juridiques et politiques, moins ouvertes que les RSN, allait-il faire de Facebook ? Observerait-on des différences entre ses actions hors ligne et en ligne ? Quant au courant islamique, moins visible sur les RSN, comment utiliserait-il Facebook ? Dans quelle(s) langue(s) les différents courants allaient-ils s'exprimer ? Quel(s) types de contenu(s) allaient-ils utiliser (texte, images, mèmes, etc.) ? Nos sous-questions sont nombreuses et ont donné lieu à des indicateurs auxquels nous reviendrons au moment de présenter notre grille d'analyse, mais nous pouvons déjà souligner que notre approche est semi-inductive : elle part de constats posés par d'autres chercheur.e.s et synthétisés dans notre recension des écrits, mais elle est attentive aux découvertes sur le terrain.

3.2 La technique d'enquête

Pour répondre à nos questions, nous avons conçu une grille à deux dimensions : une dimension communicationnelle que nous associons au répertoire d'actions; et une dimension thématique, que nous associons aux revendications. Notre analyse est principalement de type qualitatif et elle a été réalisée sans l'aide d'un logiciel. Nous avons analysé des publications Facebook en lien avec leur contexte (sociohistorique) de publication. Selon Giordano (2003), « il ne s'agit pas de rechercher des régularités statistiques (entre individus substituables), mais de rechercher les significations, de comprendre des processus, dans des situations uniques et/ou fortement contextualisées. » (Giordano, 2003, p. 16). Nous avons produit différents types de données : des données quantitatives (nombre de mentions, de partages, d'abonnements, de commentaires...) et des données discursives (contenu des commentaires, mots-clics, appréciation des objectifs de la publication et des liens hors ligne et en ligne) qui ont permis d'évaluer la dimension des dispositifs communicationnels de Facebook ; et des données multimodales (notamment discursives mais aussi visuelles) qui ont servi à documenter les revendications (textes, images, vidéos, animations, textes des commentaires et des réponses, etc.). Nos données

étant essentiellement discursives, la recherche qualitative est plus adaptée que la recherche quantitative pour notre étude (Bonneville, Grosjean et Lagacé, 2007).

Notre mémoire s'inscrit donc dans l'analyse de contenu. Il est entendu que l'analyse des publications de Facebook doit s'appuyer sur une connaissance du contexte sociohistorique. Pour interpréter le tout, nous nous sommes donc appuyé sur nos lectures (printemps arabes, féminismes, répertoire d'actions collectives, cyberféminisme), sur notre connaissance du Maroc et sur notre propre expérience militante en faisant le lien avec la perspective de la structure des opportunités politiques, avec laquelle travaille notre directrice de recherche. Nous y reviendrons dans notre chapitre de conclusion. D'autres avenues auraient été possibles, comme l'entrevue et l'observation directe, mais nous ne disposions pas des ressources nécessaires pour les utiliser. Les démarches menées à l'été 2019 lors d'un séjour au Maroc nous ont fait comprendre qu'il aurait fallu consacrer davantage de temps pour approcher les personnes responsables des pages et groupes, qui exigeaient du temps pour valider notre démarche. Nous estimons néanmoins que notre analyse de contenu combinée à notre connaissance du contexte nous a permis de réaliser une recherche dont les pertinences sociale et scientifique sont solides, d'autant que nous avons quand même eu l'occasion, en discutant informellement avec des collègues marocaines, de mettre à jour notre connaissance du contexte militant, notamment celui de la nouvelle génération.

3.3 Le terrain

Notre terrain est le féminisme marocain contemporain dont nous avons étudié les diverses revendications et le répertoire d'actions collectives, et en particulier, l'usage du réseau socionumérique Facebook.

3.4 Le corpus

Nous avons ainsi analysé les publications de quatre pages et d'un groupe privé sur Facebook faites entre le 12 septembre 2018, date à laquelle la loi 103-13, relative à la lutte contre les violences faites aux femmes est entrée en vigueur, et le 14 février 2019, date à laquelle le gouvernement marocain a adopté trois projets de loi relatifs à la tutelle administrative sur les terres soulaliyates. Nous avons étudié, par la même occasion, les

revendications des différents courants marocains, observant la pérennité ou au contraire l'effacement des divergences entre eux.

3.4.1 Le critère du support

Nous avons choisi d'étudier la mobilisation numérique sur Facebook, car ce dernier est le réseau socionumérique le plus utilisé au Maroc. Soulignons aussi que c'était sur Facebook que les militants ont lancé le mouvement 20 Février en 2011, en créant quelques jours avant cette date, une page Facebook incitant les Marocain.e.s à rejoindre le mouvement.

3.4.2 Le critère du contenu

Nous avons réalisé une analyse de contenu, contenu que nous avons délimité à partir de deux ensembles législatifs liés à la condition féminine au Maroc : soit la Loi marocaine contre les violences faites aux femmes entrée en vigueur le 12 septembre 2018 ; et 3 projets de loi adoptés en février 2019 portant sur la réforme de la réglementation des terres soulaliyates. Nous avons jugé que ces nouvelles lois témoignaient de l'accélération du débat sur les droits des femmes marocaines. Les réactions qu'elles ont suscitées nous ont permis d'étudier à la fois les revendications des différents courants féministes marocains et l'usage qu'ils font de divers modes d'action, dont le recours à Facebook, y compris pour répondre au discours de dénigrement porté contre les femmes qui a circulé dans les médias et sur les RSN à la suite de la première plainte déposée pour harcèlement sexuel dans le cadre de la loi 103-13.

3.4.3 Le critère des courants féministes

Nous avons étudié deux pages Facebook du courant féministe historique (ADFM²⁵ Rabat et FLDF²⁶), un groupe et une page Facebook de la nouvelle génération (Zanka Dialna²⁷ et Masaktach²⁸) et une page appartenant au féminisme islamique (Forum Azzahrae for Moroccan Women)²⁹. À notre connaissance, cette page est la seule qui existe au Maroc

²⁵ Association démocratique des femmes du Maroc

²⁶ Fédération des Ligues des Droits des Femmes

²⁷ La rue est à nous (en dialecte marocain).

²⁸ Je ne me tais pas (en dialecte marocain).

²⁹ Rappelons qu'une « page » est généralement créée par un organisme, une organisation ou une entreprise, qui veut communiquer avec ses abonnés. Une page Facebook a donc un caractère officiel, mais les

actuellement pour le féminisme islamique. Les recherches que nous avons menées semblent indiquer que le courant islamique est peu présent, que cela soit dans l'espace public au niveau des organisations adoptant une référence religieuse, ou sur les réseaux sociaux numériques. Cela explique pourquoi notre analyse s'intéresse à une seule organisation représentant ce courant, contrairement aux deux autres courants où nous avons une diversité de choix quant aux pages sélectionnées.

Les pages et groupe composant notre corpus sont parmi les publications les plus actives du Facebook marocain en ce qui concerne les pages des organisations et des mouvances féministes. Nous avons analysé 66 publications Facebook, soit un texte, une image, une animation ou une vidéo publiés par les pages et groupe Facebook étudiés. À noter qu'un même texte peut être publié dans différentes langues (par ex. en arabe, en français et en anglais) et que nous comptons le texte comme une seule unité. C'est le cas surtout pour les communiqués.

La description détaillée des pages et groupe Facebook étudiés figure en annexe.

3.5 Notre grille d'analyse

Reflétant notre ancrage en communication et notre intérêt pour le féminisme marocain, notre grille d'analyse présente deux dimensions : la dimension communicationnelle et la dimension des revendications, comme nous l'avons déjà indiqué au moment d'introduire nos techniques d'enquête.

publications d'une « page Facebook » peuvent être créées par les « profils » des abonnés (par les abonnés) ou par la page (par les gestionnaires de la page). Ces publications peuvent être visibles dans le fil d'actualité des non-membres aussi. Contrairement à une « page Facebook », un « groupe Facebook » peut être créé par n'importe quel profil Facebook (un utilisateur de Facebook). Il s'agit d'un espace où les membres du groupe communiquent sur les centres d'intérêts communs au groupe. Les administrateurs des « groupes Facebook » peuvent personnaliser les paramètres de confidentialité de leur groupe (ouvert ou fermé). Les publications des membres et des administrateurs ne sont visibles que sur le mur des groupes (ou « journal ») de sorte que les non-membres ne peuvent pas voir le contenu de ces publications dans leur fil d'actualité (ou « fil de nouvelles »).

3.5.1 La dimension communicationnelle

Chacune des fiches commence par présenter une série de données descriptives permettant de situer chaque publication. Il s'agit de la date, du degré de confidentialité de la publication, de son origine et de son contenu. Nous appelons cette première partie le dispositif technique.

Puis vient un groupe d'indicateurs détaillant respectivement : les signaux classiques et émotionnels ; les commentaires de la publication suivis de leurs réponses; les langues utilisées dans la publication, dans les commentaires et dans les mots-clics; les partages ; et les mots-clics. Enfin, deux rubriques synthétisent les objectifs visés par la publication et l'utilisation de celle-ci (comme extension d'une action hors ligne ou comme une action « native » en ligne). Nous associons cette deuxième partie à l'engagement numérique.

L'engagement numérique

Les signaux classiques et émotionnels

Nous documentons les signaux classiques et émotionnels sur Facebook en tant qu'indicateurs permettant de mesurer le degré d'engagement numérique des abonné.e.s des pages analysées ainsi que de celui des membres du groupe privé Zanka Dialna. Les signaux émotionnels, introduits par Facebook en février 2016, sont une « extension du bouton *j'aime*, pour donner aux utilisateurs plus de liberté dans l'expression de leurs sentiments à l'égard d'un contenu de manière rapide et facile » (Badache et Boughanem, 2017). Le bouton *j'aime* était critiqué « parce qu'il ne s'adaptait pas à certaines situations, où les utilisateurs souhaitaient exprimer de l'empathie, de la colère, ou d'autres émotions face au statut ou à la photo d'un ou d'une amie » (Le Monde, 2016).

Les commentaires et leurs réponses

Les commentaires en ligne permettent « d'évaluer » les publications, d'entrer en conversation, voire de la détourner (commentaires trolls). Ils sont avant tout un lieu de « relationalité » (Paveau, 2017, p. 55). Les commentaires « discursifs » peuvent produire accord, désaccord, consensus et polémiques et ne diffèrent pas vraiment des commentaires hors ligne (Paveau, 2017). Les réponses aux commentaires peuvent être considérés comme

des commentaires « métadiscursifs » pouvant constituer un lieu de renégociation (Paveau, 2017).

Les langues utilisées

La documentation de la langue des publications et des commentaires nous permet de vérifier à quel point les communications des pages qui composent notre corpus s'accordent avec les constats qui se dégagent de la recension des écrits, notamment en ce qui concerne l'usage de dialectes marocains.

Les partages

En tant que pratique spécifique aux réseaux socionumériques (Facebook pour notre étude), la fonction du partage nous a permis de mesurer l'impact d'un tel outil de mobilisation en ligne. Cette fonction, qui ne concerne que les pages Facebook, se distingue des autres formes de mobilisation spécifiques sur Facebook par la visibilité supplémentaire qu'elle offre à une publication quelconque une fois partagée. Badouard souligne ainsi que « [l]es formes de mobilisation spécifiques aux réseaux sociaux, où chaque membre fait appel à son cercle privé de contacts, qui feront à leur tour appel à leurs propres cercles, semblent favoriser un élargissement des publics, dans la mesure où la mobilisation se fonde non pas sur une affinité thématique/ militante, mais sur une affinité personnelle » (Badouard, 2013, p. 105). Nous rappelons ainsi que les technologies numériques de l'information et de la communication (TNIC) font également partie du « répertoire des instruments nécessaires à l'entretien des logiques contestataires durant les périodes ordinaires de basse ou moyenne intensité, notamment s'agissant des capacités de mobilisation » (Granjon, 2017a, p. 1).

Mots-clics (hashtags)

Les mots-clics sont des mots précédés par le signe dièse et qui, une fois cliqués, renvoient à un groupe de publications contenant ces mots-clics. Même si leur utilisation est liée au réseau social Twitter plus qu'à Facebook, ce dernier a récemment introduit cet outil en gardant le même fonctionnement. Les mots-clics ont alors « le pouvoir de rassembler une communauté d'intérêt autour d'événements et de thèmes mis à jour et identifiés comme les plus pertinents par les membres de cette communauté » (Bruns et Highfield, 2014, p. 33).

Objectifs hors ligne vs en ligne

Comme nous l'avons indiqué plus haut, deux entrées concluent cette rubrique : la première identifie les objectifs de la publication ; la seconde qualifie le lien entre la mobilisation en ligne et hors ligne, s'appuyant en bonne partie sur le repérage des objectifs. Avec ces deux entrées, il s'agit ici de répondre à notre question de recherche sur l'usage des pages et du groupe Facebook par les trois courants du féminisme marocain et sur la possibilité d'établir un lien entre les objectifs des publications analysées et l'utilisation de Facebook (au service d'une action en ligne ou hors ligne) par ces courants.

Les objectifs

Nous appuyant sur Mercea (2013), Badouard (2013), Granjon (2017a) et dans une moindre mesure, Bouillier (2012), nous avons relevé les objectifs suivants :

Mobiliser

Badouard (2013) mentionne que la mobilisation numérique fait partie du cadre d'activités militantes des nouveaux mouvements sociaux et qu'elle touche les utilisateurs ordinaires des réseaux socionumériques ainsi que les activistes présents sur ces réseaux. Il ajoute que la mobilisation « consiste en une agrégation d'actions individuelles dans le cadre d'une activité dont l'objectif attendu est souhaité par l'ensemble des internautes qui y prennent part, dans la mesure où il répond à un intérêt commun, ou du moins à des intérêts partagés » (Badouard, 2013, p. 92). Il donne l'exemple de voter une recommandation ou de signer une pétition sur le web 2.0 et notamment sur les réseaux socionumériques. Ces exemples ont souvent comme objectif de mobiliser les utilisateurs du web 2.0 afin qu'ils adoptent ces comportements (Badouard, 2013). Pour Mercea (2013), la mobilisation consiste en des « [c]alls to participate in online or offline activism as well as to recruit others into it (including the camp and online/offline petitions) »³⁰ (Mercea, 2013, p. 1313).

³⁰ Traduction libre : « Appels à participer à l'activisme en ligne ou hors ligne ainsi qu'à recruter d'autres [militants] (y compris le camp et les pétitions en ligne/hors ligne) »

Mettre en visibilité

Granjon (2017a) estime que la mise en visibilité d'une action militante à l'attention d'un public quelconque demeure une préoccupation pour toute action en ligne. Il souligne que « [l]a mise en visibilité et en publicité des causes et des mobilisations, accompagnée d'une expression publique de leurs dimensions sensibles (souffrances, résignations, colères, etc.) tend [...] à faciliter le passage de l'indignation personnelle à l'action individuelle et de cette dernière à l'action collective » (Granjon, 2017a, p. 9).

Promouvoir

Promouvoir une action est aussi l'un des objectifs majeurs de la mobilisation en ligne, car les technologies numériques d'information et de communication, dont les RSN, « offriraient par ailleurs la possibilité de promouvoir croyances, convictions et valeurs sans avoir à se soumettre aux procédures hiérarchisées de la prise de parole régulant généralement la diffusion des opinions. » (Granjon, 2017a, p. 5).

Créer l'émotion

Cet objectif renforce les liens entre les organisations féministes et ses membres/abonné.e.s, et consolide l'aspect émotionnel qui les regroupe. Il vise ainsi à entretenir la relation préétablie par l'intérêt commun que les membres et les abonné.e.s de ces organisations portent aux revendications et sur les activités de ces dernières.

En effet, Granjon évoque « [l]a possibilité de suivre les événements en temps réel, celle de pouvoir garder traces des événements majeurs, de publiciser les « ressentis de la lutte », tout comme de pouvoir échanger avec une communauté élargie de personnes intéressées ou impliquées dans la mobilisation, [qui] contribue en effet à créer ou maintenir des sentiments spécifiques, d'appartenance ou d'activation des engagements (affective synchronisation) » (Granjon, 2017a, p. 9).

Construire des identités

Granjon (2017a) insiste sur le lien entre la création d'émotions et la construction des identités. La question des identités demeure un élément indispensable des luttes sociales, car elle est « largement mobilisée au sein de la sociologie de l'action collective, notamment afin de rendre compte des liens qui se tissent entre les militants mobilisés, mais aussi des

motivations à s'engager au sein d'un mouvement » (Granjon, 2017a, p. 10). Avec les nouveaux mouvements sociaux, dont le féminisme, cette notion tient à politiser des enjeux qui étaient, auparavant, exclusifs à la sphère privée.

Recours à l'expertise

En s'appuyant sur les avis des spécialistes et des experts, « les mouvements sociaux ont tout à gagner à récupérer des compétences d'experts pour élaborer des alternatives, qui peuvent contester les solutions proposées par les gouvernements, démocratiques ou non. » (Boullier, 2012, p. 40)

Informar

Certaines publications ont comme but d'informer le public et les abonnés des pages en relayant le contenu de sources externes sans le commenter. Informer alors « [r]eferences to information that comes from sources external to the Facebook group and is not commented by the poster »³¹ (Mercea, 2013, p. 1313).

Délibérer

D'autres objectifs des publications Facebook ont été mentionnés dans les recherches étudiées, à l'égard de la délibération qui correspond aux « [c]omments or questions that instigate or contribute to discussions on the politics at the heart of the camp »³² (Mercea, 2013, p. 1313).

S'auto-organiser

L'auto-organisation, de son côté, est associée généralement aux « [c]omments and questions on one's preparations to attend and enquiries about logistics at the camp as well as other protests »³³ (Mercea, 2013, p. 1313).

³¹ Traduction libre : « Références à des informations qui proviennent de sources externes au groupe Facebook et qui ne sont pas commentées par la personne qui publie ».

³² Traduction libre : « Commentaires ou questions qui suscitent ou contribuent aux discussions sur la politique au cœur du camp »

³³ Traduction libre : « Commentaires et questions sur la préparation de la participation et demandes de renseignements sur la logistique du camp et d'autres manifestations »

Exprimer la solidarité

Quant à l'expression de solidarité, elle est vue comme une « [p]raise for past, on-going or forthcoming actions including for the present camp »³⁴ (Mercea, 2013, p. 1313).

Utilisation de la publication

S'appuyant sur la documentation des objectifs, cette dernière sous-section nous permet d'évaluer si la publication étudiée n'est que l'extension d'une activité hors ligne (informer par ex. sur une activité ayant lieu en présentiel) ou si elle est plutôt associée à une activité qui existe aussi, voire seulement, en ligne (par ex. une pétition). On comprend qu'elle se situe dans le prolongement de la rubrique documentant les objectifs et qu'elle répond donc à l'une des deux questions centrales de notre mémoire. En fait, nous avons cherché à comprendre comment les pages Facebook des féministes au Maroc se servent de ce réseau socionumérique pour faire connaître leurs revendications et les faire avancer.

3.5.2 La dimension des revendications

Le corpus ayant été délimité notamment par le critère de l'appartenance à un courant, il était probable que les revendications associées aux différents courants se retrouvent dans les publications étudiées. Par exemple, nous nous attendions à ce que la revendication de l'intersectionnalité associée à la nouvelle génération se retrouve dans les publications de Masaktach et Zanka Dialna, mais nous cherchions à voir comment cette revendication serait exprimée en lien avec les deux événements retenus pour délimiter le corpus.


À partir de la portion de la recension des écrits qui y était consacrée (2.4.2), nous avons compilé les différentes revendications. Ces revendications ont donc constitué nos indicateurs en la matière tout en nous permettant de vérifier s'il y avait une correspondance entre les revendications synthétisées dans notre recension des écrits et dans celles repérées dans les publications étudiées. Nous les avons reproduites dans notre grille d'analyse.

³⁴ Traduction libre : « Louange pour les actions passées, en cours ou à venir, y compris pour le camp actuel »

3.5.3 La grille d'analyse

La grille combinant les deux dimensions se présente comme suit :

Tableau 3.1 : Grille d'analyse

DIMENSION COMMUNICATIONNELLE	
Dispositif technique	
Date, heure et degré de confidentialité de la publication	
Origine de la publication (publication de la page, publication d'un membre de la page, partage d'une publication...)	
Nature de la publication (texte, lien, image, vidéo, événement, fichier...)	
Sujet traité	
Engagement numérique	
Signaux classiques et émotionnels : (J'aime, J'adore, Haha, Wouah, Triste, Grrr) 	J'aime J'adore Haha Wouah Triste Grrr
Commentaires de la publication suivis de leurs réponses	
Langues utilisées (publication)	
Langues utilisées (commentaires)	
Partages	
Mots-clés	

Objectif de la publication (Mobiliser, mettre en visibilité, promouvoir, créer l'émotion, construire des identités, recours à l'expertise, informer, délibérer, s'auto-organiser, exprimer la solidarité)	
Utilisation de la publication (Extension du répertoire d'actions collectives vers l'espace numérique/Action collective numérique dans un espace public en ligne)	
DIMENSION DES REVENDICATIONS	
<p>1ère vague : (luttés pour l'égalité, le droit de vote, l'accès à l'éducation pour les filles, l'accès des femmes à l'espace public).</p> <p>2e vague : (lutte contre l'ordre social, les normes établies dans les sociétés patriarcales, les formes d'oppression dans la vie privée (violence conjugale) et la vie publique, pour le droit à l'avortement. le partage des tâches familiales et l'émancipation sexuelle des femmes).</p> <p>3e vague : (présence des femmes issues de groupes minoritaires, refus du cloisonnement et de la hiérarchisation des grands axes de la différenciation sociale que sont les catégories de sexe/genre, classe, race, ethnicité, âge, handicap et orientation sexuelle - intersectionnalité).</p> <p>4e vague : (faire face à la marginalisation des femmes dans l'espace public physique en se présentant dans l'espace numérique).</p> <p>Féminisme historique : (l'égalité entre femmes et hommes dans toutes les sphères et particulièrement la sphère familiale, adhésion aux droits universels, démocratie)</p> <p>Féminisme islamique : (réinterprétation des textes religieux, l'égalité (complémentarité) d'un point de vue religieux et contre la domination patriarcale, se baser sur des références religieuses pour contester les pratiques juridiques patriarcales).</p> <p>Féminisme de nouvelle génération : (intersectionnalité, actions coup de poing, se rapprocher des classes populaires).</p>	
Autres observations	

CHAPITRE 4 : RÉSULTATS

Introduction

Nous avons analysé 66 publications venant de quatre pages et d'un groupe privé Facebook. Sur ces publications, nous en avons repéré 44 concernant la loi 103-13 contre les violences faites aux femmes, tandis que les 22 publications restantes s'intéressaient aux trois projets de loi relatifs aux terres collectives des communautés soulaliyates. Rappelons que notre corpus a été délimité à partir de trois critères : le support (Facebook), le contenu (la loi 103-13 concernant les violences faites aux femmes au Maroc et les projets de loi traitant des terres collectives et la période associée du 12 septembre 2018 au 14 février 2019) et l'appartenance à l'un des trois grands courants féministes marocains. Rappelons également que notre analyse comportait deux grands volets ou dimensions : la dimension communicationnelle et la dimension des revendications.

4.1 La dimension communicationnelle

Comme nous l'avons expliqué dans notre chapitre de méthodologie (3.6.1), la dimension communicationnelle comprend une dizaine d'indicateurs distribués en deux grandes rubriques: le dispositif technique et l'engagement numérique. Les résultats sont présentés par courant avant d'être synthétisés et ils suivent l'ordre des rubriques de la grille d'analyse.

4.1.1 Dispositif technique

Date et degré de confidentialité de la publication

Les publications des quatre pages (ADFM Rabat, FLDF, Forum Azzahrae for Moroccan Women et Masaktach) sont « publiques » alors que celles du groupe privé Zanka Dialna sont exclusives pour les membres de ce groupe.

Origine de la publication

Pour cette rubrique, nous avons fait la distinction entre une publication originale de la page (produite par les administratrices/administrateurs de la page), une publication d'un membre

du groupe et une publication partagée (publication générée par le partage d'une publication initialement partagée dans un profil ou une page Facebook).

Féminisme historique (ADFM Rabat et FLDF)

Notre corpus contient 19 publications de la page ADFM Rabat, dont 14 publications propres à cette page (originales) et 5 publications partagées. Dans le cas des 5 publications partagées par ADFM Rabat, nous remarquons qu'elles ont la même source, soit la page « Mouvement revendicatif des femmes soulaliyates ». Cette page partage de son côté certaines publications d'ADFM Rabat traitant de la cause de ces femmes.

De leur côté, les publications de la page FLDF se composent de 19 publications propres à cette page et de 8 publications partagées. Contrairement aux publications partagées par ADFM Rabat, celles partagées par FLDF n'ont pas la même source, car nous trouvons 4 publications publiées par des profils de militantes de la FLDF et 4 autres publications venant de pages des bureaux régionaux ou de sections de cette organisation s'intéressant à des sujets spécifiques, comme c'est le cas pour la page « Réseau lddf-injad contre la violence basée sur le genre ».

Féminisme islamique

Les 5 publications étudiées sont des publications propres à la page de ce Forum.

Nouvelle génération

Toutes (3) les publications de la page Masaktach sont des publications de la page. Le cas de Zanka Dialna est différent puisqu'il s'agit d'un groupe Facebook administré par la page portant le même nom ainsi que par six profils féminins. Nous faisons la distinction entre profil et page, car le premier renvoie à un compte personnel alors que la page réfère, généralement, au compte d'une organisation. Par définition, les publications sont donc toutes des publications « partagées » : certaines sont des publications des personnes membres du groupe (profils), d'autres sont des publications d'autres sources. Pour les 12 publications de ce groupe, les deux tiers (8) viennent des membres du groupe et 4 publications viennent de pages Facebook, c'est-à-dire qu'un membre de ce groupe a partagé une publication initialement partagée dans une autre page (Oxfam au Maroc par

exemple). Une de ces publications partagées est une publication faite par le même profil, mais publiée d'abord dans un autre groupe.

Les membres d'un groupe Facebook ont la possibilité, selon certains paramètres de ce réseau socionumérique, de publier sur le mur du groupe. Ainsi, ces publications représentent, *a priori*, le point de vue du profil partageant la publication, tout en respectant les objectifs et les intérêts du groupe.

Pour sa part, l'engagement de l'ADFM vis-à-vis des droits des femmes soulaliyates se traduit par la création d'une page Facebook s'intéressant aux revendications de cette ethnie. Cette page dédiée exclusivement à cette cause, qui fait partie des pages annexes de l'ADFM Rabat, montre l'intérêt porté par cette dernière aux revendications des femmes soulaliyates. Quant à la page FLDF, les publications qu'elle partage reflètent la manière dont les membres de cette organisation utilisent leurs profils (comptes) Facebook personnels pour promouvoir les activités de la FLDF et informer leurs « ami.e.s Facebook » de celles-ci.

Les membres du groupe privé Zanka Dialna se sont appuyés, de leur côté, sur certaines publications qui s'accordent avec les objectifs de ce groupe. En partageant ces publications, ces membres continuent de propager les informations qui circulent déjà dans d'autres groupes de manière à rejoindre les profils Facebook qui s'intéressent à la cause féminine au Maroc. En revanche, les pages du Forum Azzahrae et de Masaktach se contentent de produire leurs propres publications.

Nature de la publication

Féminisme historique

Quinze des 19 publications de l'ADFM Rabat contiennent au moins une photo. Parmi ces 15 publications, 13 d'entre elles reviennent sur des rencontres, des conférences et des sommets auxquels l'organisation a participé, alors que les deux photos restantes sont publiées pour accompagner des communiqués (une photo d'une manifestation des soulaliyates et une autre d'une femme soulaliya qui a perdu la vie à la suite d'une intervention des forces de l'ordre pendant une manifestation de ces femmes).

Pour la FLDF, le contenu est plus diversifié, car nous documentons d'autres contenus en plus d'une photo jointe à un communiqué publié et de 9 autres couvrant les rencontres et les événements organisés par la FLDF ou auxquels elle a participé. Ces contenus sont une affiche d'un événement et 3 vidéos (une transmission en direct, une vidéo couvrant un atelier de la FLDF et un reportage journalistique).

Féminisme islamique

Les photos partagées par Forum Azzahrae illustrent l'organisation et la participation du Forum à des conférences et à des ateliers.

Nouvelle génération

La page Masaktach a partagé 3 photos contenant des données et des statistiques concernant la violence contre la femme au Maroc. Quant aux membres du groupe Zanka Dialna, elles ont notamment publié des capsules (vidéos animation) expliquant les nouveautés de la loi 103-13, alors que les autres publications de ce groupe contiennent des liens vers des articles et des photos des actions faites par les membres de ce groupe.

Ainsi, nous observons que les organisations qui composent notre corpus se sont appuyées sur des photos dans la majorité de leurs publications. L'utilisation des photos s'accorde avec les principaux objectifs de ces publications (informer/promouvoir) mais aussi avec le support technique proposé par Facebook, qui facilite le partage de ce genre de dispositif.

Le recours aux différentes potentialités techniques de Facebook demeure peu présent dans la majorité des publications qui composent notre corpus. La grande marge de manœuvre proposée par ce réseau socionumérique est peu exploitée par ces pages, à l'exception de rares publications de la FLDF et du Masaktach qui prennent appui sur des transmissions en direct et sur des capsules vidéos visant à mobiliser leurs abonné.e.s plutôt que de simplement les informer. Nous y reviendrons au moment du retour sur les objectifs.

Sujet traité

Deux tiers des publications analysées (44/66) traitent la loi 103-13 contre les violences faites aux femmes, tandis que les 22 publications restantes s'intéressent à la situation des

femmes soulaliyates au Maroc. Ce sujet n'est couvert que par les deux pages du féminisme historique, qui ont accompagné et soutenu les luttes de ces femmes pendant des années.

4.1.2 Engagement numérique

Signaux classiques et émotionnels

Féminisme historique

On trouve relativement peu de signaux classiques et émotionnels par rapport au nombre de publication et abonné.e.s de ces deux pages, ADFM Rabat et la FLDF. La première a 2876 abonnés et ses 19 publications ont reçu : 352 « J'aime », 39 « J'adore », 11 « Triste » et 1 « Grrr », tandis que les 4685 abonnés de la FLDF ont laissé, pour les 27 publications : 352 « J'aime » et 39 « J'adore ».

Féminisme islamique

Les cinq publications de Forum Azzahrae, avec ses 2428 abonnés, ont reçu : 99 « J'aime » et deux « J'adore ». Comme c'est le cas pour le féminisme historique, nous remarquons que les réactions aux publications de ce Forum sont peu nombreuses.

Nouvelle génération

On trouve plus de signaux classiques et émotionnels pour Masaktach par rapport aux autres pages d'autant plus que le nombre de publications est petit (3). Il s'agit de 150 « J'aime », 20 « J'adore », 8 « Triste » et 3 « Grrr », pour un total de 5258 abonnés. De leur côté, les publications de Zanka Dialna ont enregistré, de la part de certains des 10.415 membres: 491 « J'aime », 129 « J'adore », 2 « Wouah », 5 « Triste » et 32 « Grrr ».

Ainsi, nous remarquons que les publications de la nouvelle génération reçoivent plus de ces signaux par rapport aux publications des autres pages. En effet, la publication n° 56 du groupe Zanka Dialna, compte 181 « J'aime » et 61 « J'adore ». Elle revient, en vidéo, sur la participation de ce groupe à la campagne de l'ONU Femme « HearMeToo ». De son côté, la publication n° 54, un article qui cite le lancement de la mouvance Masaktach, a reçu un total de 116 « J'aime », 19 « J'adore », 2 « Triste » et 1 « Grr ». Quant aux autres pages, nous ne trouvons aucune publication avec un nombre élevé et significatif des signaux classiques et émotionnels.

Commentaires de la publication suivis de leurs réponses

Féminisme historique

Il y a relativement peu de commentaires par rapport au nombre de publication et abonné.e.s de ces deux pages. Notons qu'il y a davantage de commentaires pour les publications de l'ADFM Rabat (32) que pour celles de la FLDF (10) et que cette dernière a 8 publications de plus que l'ADFM Rabat. À noter aussi que la publication n° 14, qui revient par le biais d'un communiqué, en arabe, sur la mort tragique d'une femme soulaliya, compte 16 commentaires, ce qui représente la moitié des commentaires laissés sur les 18 autres publications de la page ADFM Rabat (voir figure n° 4.1).



Figure 4.1 : Publication n° 14 de la page ADFM.

Féminisme islamique

On ne trouve aucun commentaire laissé par les abonné.e.s de la page Forum Azzahrae.

Nouvelle génération

Les 3 publications de la page Masaktach ont reçu 2 commentaires seulement (interactions entre une abonnée et l'administratrice de la page). Comme c'était le cas pour les signaux classiques et émotionnels, Zanka Dialna se démarque avec le nombre élevé de commentaires (85) pour les 12 publications de ce groupe. Nous remarquons que la majorité des commentaires sont allés à quelques publications seulement. C'est le cas pour les deux publications du groupe Zanka Dialna (publication n° 56 et publication n° 64), qui comptent respectivement 20 et 30 commentaires sur les 85 commentaires laissés par les membres de ce groupe.

De plus, ces pages et le groupe privé ne s'appuient pas sur les commentaires de leurs abonné.e.s et de leurs membres pour interagir avec eux.elles. En effet, seulement trois des 129 commentaires ont donné lieu à des réponses. Il s'agit d'un commentaire de Zanka Dialna sur une publication d'un membre (publication n° 55), d'une réponse de Masaktach sur un commentaire d'une abonnée qui essaie d'interpréter une statistique des cas d'agression sexuelle portés devant les tribunaux marocains (publications n° 52) et d'une réponse de l'ADFM Rabat à une question posée par une abonnée (publication n° 7). Cependant, d'autres commentaires auraient pu avoir un suivi de la part des administratrices de ces pages, comme c'est le cas pour le commentaire « Est-ce que quelqu'un peut partager les trois projets de loi sur les terres collectives ? (62-17, 63-17 et 64-17) ? Merci » rédigé par une abonnée de l'ADFM Rabat en réponse à la publication n° 1 qui a comme but, justement, d'informer sur l'adoption de ces projets de loi.

Sur Facebook, le degré de confidentialité est différent entre une page publique et un groupe privé. Pour la première, même les personnes qui ne sont pas abonnées à la page (y compris les personnes qui n'ont pas de compte Facebook) peuvent consulter les publications partagées, contrairement au deuxième, qui limite l'accès à ses données exclusivement à ses membres. Cette différence semble influencer le taux d'engagement numérique (les commentaires dans ce cas), car le groupe privé Zanka Dialna enregistre à lui seul, presque les deux tiers des commentaires laissés. Nous estimons que les membres se sentent « plus à l'aise » de s'exprimer sur Facebook dans un groupe privé.

Langues utilisées

Féminisme historique

Pour la page ADFM Rabat, nous analysons 19 publications : 14 publications de la page et 5 publications partagées. La majorité de ces publications sont en français (13) tandis que 5 publications sont en arabe. Étant donné que la dernière publication contient juste un lien vers un article en anglais, sans aucun texte le présentant, nous n'avons pas comptabilisé la langue utilisée pour cette publication. Les publications de l'ADFM Rabat contiennent, en plus du lien vers l'article en anglais, deux autres liens vers deux articles en français et en arabe, ainsi que deux communiqués en français de cette organisation. Quant aux commentaires sur ces publications, près de la moitié sont en arabe (18 sur 32), tandis que le reste est partagé entre le français (7), le dialecte marocain en caractères arabes (3), le dialecte marocain en caractères latins (2) et l'anglais avec deux commentaires aussi. Certains mots-clics utilisés par cette page sont en français et en anglais et signifient la même chose (#EcoutezMoiAussi #HearMeToo et #16jours #16DaysActivities); d'autres sont thématiques (#Soulaliyates #Egalite #TerresCollectives); alors que le reste renvoie aux organisations nationales (#AssociationTazghart #ANARUZ) et internationales (#WLP). Cette dernière est « un partenariat de 20 organisations autonomes de défense des droits des femmes situées dans les pays du Sud qui promeuvent le leadership des femmes, l'engagement civique et les droits humains », comme mentionné sur son site (Women's Learning Partnership).

Quant aux publications de la page FLDF, nous examinons 27 publications : 16 en arabe, dont 3 communiqués, et 4 en français, tandis que les publications restantes (7) ne contiennent que des photos et/ou liens vers des articles, sachant qu'il s'agit de 18 publications de la page et de 9 publications partagées. Pour les articles partagés, nous en avons recensé 7 en arabe, 1 article en français et 1 en espagnol. En ce qui concerne les 10 commentaires sur ces publications : 6 sont en arabe, 2 en dialecte marocain en caractères latins, un commentaire en français et un autre, dans un mélange de dialecte marocain et de berbère (caractères arabes). Tandis que les mots-clics employés sont en français (#FLDF #103-13), en arabe (#Assez_de_violence

#Pour_des_droits_égaux_de_propriété_des_terres_collectives #Parle_et_ne_te_tais_pas)
et en dialecte marocain en caractères arabes et latins (#BARAKA (assez)).

Les 2 organisations se distinguent, l'une de l'autre, par la langue de publications et celle des commentaires. Ainsi pour l'ADFM Rabat, 13 des 19 publications sont en français alors que c'est plutôt l'inverse pour la FLDF avec ses 16 publications en arabe sur 27. Quant aux commentaires, la langue dominante pour les deux pages de ce courant est l'arabe suivi par le français. Concernant les mots-clics, l'emploi de l'arabe est absent des publications de l'ADFM Rabat contrairement à celles de la FLDF. Les liens vers les articles confirment cette distinction, car ADFM Rabat partage beaucoup de liens en français alors que ceux partagés par la FLDF renvoient surtout à des articles en arabe. Quant aux articles partagés en anglais (ADFM Rabat) et en espagnol (FLDF), qui ne sont pas des langues largement utilisées au Maroc, l'objectif d'un tel partage pourrait être la mise en valeur des actions de ces deux organisations et la promotion de leurs activités.

Nous observons donc non seulement une différence importante entre les deux pages quant à la langue de la publication, mais également une prédominance de la langue arabe dans les commentaires pour les deux pages du féminisme historique, peu importe la langue de la publication, comme c'est le cas pour la publication n° 7 (voir figure n° 4.2). Cette prédominance de la langue arabe dans les commentaires reflète l'ouverture attendue du courant historique envers la langue d'usage de la majorité (l'arabe), suggérant que les associations du féminisme historique ne sont pas perçues par les abonné.e.s qui commentent leurs publications comme élitistes, contrairement à l'idée répandue.

ADFM Rabat a ajouté 4 photos à l'album Soulaliyates
 #16daysactivities #orangetheworld #WLP — à ADFM Rabat.
 26 novembre 2018

24-11-2018 : Dans un contexte marqué, d'une part, par la mise à disposition progressive, au profit des ayants droit, d'un million d'hectares de terres collectives et d'autre part, le recensement des ayants droits à travers l'établissement de listes officielles, l'ADFM a organisé un atelier de discussion et d'échange avec les Soulaliyates de la région de Lgharb pour informer sur ces nouveautés, évaluer la mise en œuvre de ces mesures dans les différentes tribus et s'arrêter sur les difficultés et les solutions à préconiser...



Soulaliyates #16daysactivities
 #orangetheworld #WLP
 4 photos

20 5 commentaires 8 partages

J'aime Commenter Partager

Tous les commentaires

Votre commentaire...

هل بعد تنفيذ الاراضى المثلثة لدى العروق الرجال سيسبق على النساء في هذه الاراضى
 J'aime · Répondre · Voir la traduction · 23 sem

ADFM Rabat
 سنعمل جديدا على ضمان حقوق النساء في هذه القبايل
 J'aime · Répondre · 22 sem

inchallah
 J'aime · Répondre · 22 sem

السلام عليكم
 J'aime · Répondre · 23 sem

شكرا للجميع و غفرا عن البهلاء و حتى الأخطاء التي نأمل عنا
 J'aime · Répondre · 23 sem

Figure 4.2 : Publication n° 7 de la page ADFM.

Féminisme islamique

Toutes les publications (5) du Forum Azzahrae sont en arabe. Il s'agit aussi de 5 publications de la page, dont un communiqué et 3 liens menant vers des articles en arabe. Quant aux mots-clics, on retrouve une prédominance de la langue arabe (5), un mot clic en français et 1 autre en anglais. Rappelons que les publications en question n'ont reçu aucun commentaire. Ainsi, le Forum Azzahrae reste fidèle à la perspective qui fait correspondre l'arabe classique, la langue du Coran, au féminisme islamique dans les pays arabes.

Nouvelle génération

Deux des 3 publications de la page Masaktach sont en arabe, tandis que la troisième renvoie vers un article en français. Le français est la langue utilisée pour les deux seuls commentaires. Les mots clics ont été employés en trois langues : 3 en français, 2 en anglais et 1 en dialecte marocain (caractères latins) qui renvoie au nom de la page (#Masaktach).

Toutes les publications (12) du groupe Zanka Dialna sont, au moins partiellement, en français, mais deux d'entre elles (publications partagées des autres pages) renvoient à des publications en dialecte marocain et en anglais. Ces publications contiennent aussi 4 liens vers des articles en français. Également, mentionnons que tous les commentaires des membres sont en français. Quant aux mots clics, nous en trouvons 7 en français, 1 en anglais et 1 en dialecte marocain (caractères latins) qui renvoie au nom du groupe.

En tant que page Facebook, Masaktach tente de rejoindre le plus grand nombre possible d'abonné.e.s en misant sur l'arabe et le français. Cet enjeu semble absent des publications de Zanka Dialna, vu que ces dernières sont exclusives pour les membres de ce groupe.

Ainsi, ce courant qui a reproché au féminisme historique de marginaliser les classes populaires et les personnes vulnérables (M'chichi, 2014), n'a pas montré, de son côté, qu'il avait fait des efforts pour donner un accès plus large au contenu de ces publications. Cependant, nous estimons que les membres de cette nouvelle génération sont habitués à utiliser la langue française sur les plateformes numériques, car ils sont natifs du numérique qui, lors de son début, n'a pas largement offert la possibilité d'utiliser la langue arabe. Soulignons toutefois que les noms de ces deux mouvances, Masaktach et Zanka Dialna, sont en dialecte marocain.

Partages

Féminisme historique

Les 19 publications de la page ADFM Rabat ont été partagées 164 fois. Les deux publications les plus partagées sont celles contenant des communiqués de cette organisation dont celui en français (publication n° 2) qui, avec 22 partages, revient sur le Conseil du gouvernement approuvant les trois projets de loi qui réglementent la tutelle administrative sur les communautés soulaliyates. Cependant, c'est un communiqué en arabe (publication n° 14) qui a été le plus partagé avec 45 partages, il présente le point de vue de l'ADFM à la suite d'une marche de protestation organisée par un groupe de femmes soulaliyates dans laquelle une de ces femmes est décédée après s'être heurtée aux forces auxiliaires. Nous mentionnons aussi que toutes les publications de cette page ont été partagées au moins une fois.

Quatre des 27 publications de la FLDF n'ont pas été partagées par les abonné.e.s de cette page. Les 23 autres publications ont été partagées 117 fois, dont celle (n° 44) introduisant, sous forme d'affiche, l'événement « Masaktach – prends la parole » et son déroulement (voir figure n° 4.3). Certes, cette activité est organisée en collaboration avec la FLDF, mais le logo de cette dernière figurant en bas de l'affiche est peu visible. Nous pouvons donc dire que ce partage massif (15 fois), par rapport aux autres publications, ne vise pas d'abord à promouvoir la participation de l'organisation à cette activité, mais plutôt à mobiliser les abonné.e.s de la page.



Fédération des Ligues des Droits des Femmes, فدرالية رابطة حقوق النساء

...

حقوق النساء

8 novembre 2018

فدرالية رابطة حقوق النساء

PRENDS LA PAROLE
#campagneBARAKA



INVITATION

Oxfam et ses partenaires

l'Association Mhashas pour le Développement, la Fédération des Ligues des Droits de Femmes (FLDF) et Théâtre Aquarium ont l'honneur de vous inviter à au Spectacle de rue

« **#MASAKTACH – PRENDS LA PAROLE** »,

qui se tiendra le **samedi 10 novembre 2018** entre **15h et 19h**
à la **Marina de Bouregreg, à Rabat.**

Réalisée dans le cadre du projet

« **BARAKA : pour une culture de l'égalité et le droit à une vie libre de violences** »,

mis en œuvre par Oxfam et ses partenaires depuis janvier 2018, avec le soutien de l'Agence Catalane de Coopération au

Développement (ACCD), cette activité aura pour objectif sensibiliser le grand public autour de la loi 103-13 relative à la lutte contre les violences faites aux femmes et au harcèlement sexuel, ainsi que de partager des messages visant à déconstruire les normes sociales qui rendent les violences faites aux femmes et aux filles des faits acceptés, et donc de promouvoir des normes plus respectueuses et tolérantes, telles que celles liées à la masculinité positive

En lien avec la campagne d'Oxfam

« **BARAKA ! ENSEMBLE CONTRE LES VIOLENCES !** »,

lancée en décembre 2016 à Larache, cette activité sera l'occasion de rendre visible ce phénomène et surtout la volonté de faire changer la situation en utilisant diverses formes d'expression

artistiques et culturelles (cirque, théâtre de rue, chant et danse folklorique, photographie, bande dessinée), en interpellant ainsi la population à agir. Un espace d'information sera également proposé.

Dans l'attente d'une suite favorable de votre part, nous vous prions, chère Madame, cher Monsieur, de recevoir l'expression de nos cordiales salutations.



Agència Catalana de Cooperació al Desenvolupament



18

15 partages

Figure 4.3 : Publication n° 44 de la page FLDF.

En effet, les publications qui ont été grandement partagées reflètent l'importance des événements en question. Ces événements marquants semblent solliciter l'intérêt des abonnées de ces deux pages qui adhèrent aux luttes et aux revendications des organisations du courant historique.

Féminisme islamique

De leur côté, les cinq publications de Forum Azzahrae ont suscité une réaction timide, au niveau du partage, de la part des abonné.e.s de la page. Avec 8 partages en total, quatre publications sur cinq ont été partagées 2 fois, comme c'est le cas pour la publication n° 51 (voir figure n° 4.4) où le Forum présente, par le biais d'un lien vers un article en arabe, son point de vue sur la loi 103-13. La publication qui n'a pas été partagée contient un lien vers un autre article en arabe. Ce dernier revient sur l'intervention de la présidente de ce Forum lors de sa participation, avec la ministre de la Famille et de la Solidarité, à la 16^e Compagne nationale pour lutter contre la violence à l'égard des femmes.



Figure 4.4 : Publication n° 51 de la page Forum Azzahrae.

Nous estimons que la nature de ces publications, c'est-à-dire des liens menant vers des articles, a pu freiner l'engagement numérique des abonné.e.s de cette page, car il s'agit

d'articles descriptifs qui reviennent, avec un ton journalistique sobre, sur les activités organisées par ce Forum.

Nouvelle génération

Les paramètres de Facebook ne permettent pas le partage des publications des groupes fermés. De ce fait, les publications du groupe Zanka Dialna ne peuvent pas être partagées.

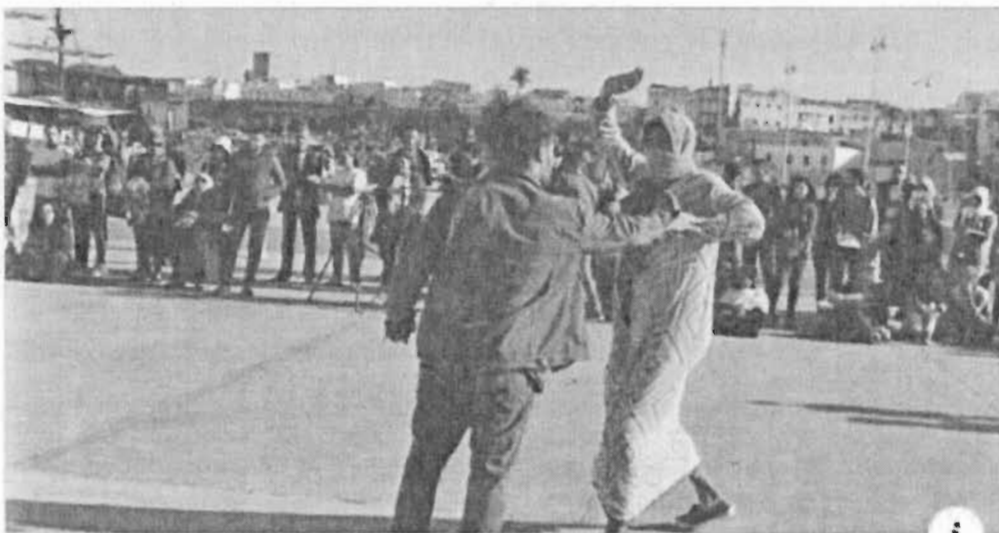
Quant à la page Masaktach, nous comptons 32 partages pour trois publications, dont 23 partages de la publication n° 54 qui contient un lien vers un article en français citant l'initiative « Masaktach » et revenant sur les actions menées par ce collectif dans le but de reproduire une culture de dénonciation similaire à celle associée au mouvement #metoo (voir figure n° 4.5). En effet, ces mouvances tentent de « marocaniser » la question du harcèlement et des violences faites aux femmes au Maroc en soulignant que ces victimes n'arrivent pas à dénoncer ces actes, car elles craignent que leur dénonciation soit en vain, en raison du contexte culturel et administratif local.



Masaktach

12 novembre 2018 · 🌐

L'opération menée à Rabat avait pour but « d'appeler les femmes à rompre le silence, à lutter contre les normes sociales et à s'informer sur leurs droits ».



LEMONDE.FR

Au Maroc, spectacle et sifflets contre le harcèlement de rue

L'opération menée à Rabat avait pour but « d'appeler les femmes à rompr...

👍👎🗨️ 138

23 partages

Figure 4.5 : Publication n° 54 de la page Masaktach.

En résumé des trois composantes de l'engagement numérique (les commentaires, les partages et les signaux classiques et émotionnels), nous trouvons que de ces trois formes d'engagement numérique identifiées, les commentaires restent les moins présents dans les publications analysées. Nous estimons que c'est la « facilité technique » de partager et de réagir par le biais des signaux classiques et émotionnels qui rend ces deux formes plus utilisées, car cela ne nécessite qu'un simple clic. L'autre raison qui nous semble capitale en ce qui concerne le nombre réduit des commentaires, surtout dans les publications des pages publiques, c'est la visibilité de ces commentaires par rapport aux partages et aux signaux classiques et émotionnels. En effet, les commentaires sont affichés avec le nom du profil qui a commenté. En revanche, il faut cliquer sur le bouton du nombre de partages

pour voir les profils qui ont partagé la publication (hormis les abonnés qui ont paramétré leur compte pour ne pas y donner accès) ou sur celui du nombre de signaux classiques et émotionnels pour voir les profils qui ont réagi. Les commentaires exposent donc davantage les profils qui les formulent que les deux autres formes d'engagement numérique. Ils les « engagent » davantage.

Mots-clics

Les quatre pages et le groupe privé composant notre corpus ont utilisé un mot-clic renvoyant au nom de l'organisation ou du collectif afin de marquer leur présence sur Facebook et de promouvoir les publications qu'ils partagent. Ce mot-clic a été employé en français pour toutes ces pages, à l'exception du Forum Azzahrae (féminisme islamique), qui a préféré la langue arabe (en caractères arabes). Précisons que notre documentation ne s'attarde qu'aux mots-clics partagés par les pages (mots-clics internes) et non pas à ceux qui se trouvent dans les publications originales ou dans les commentaires.

Féminisme historique

La page ADFM Rabat a utilisé 14 mots-clics pour 3 publications faisant la promotion de ses actions, et aucun mot-clic ne figure dans les 16 autres publications. Le mot-clic le plus utilisé par cette organisation est #WLP (3 fois), suivi par #Soulaliyates #ADFMRabat #ADFM (2 fois) et une fois pour le reste (#AssociationTazghart #orangetheworld #EcoutezMoiAussi #HearMeToo #ONUFemmesMaghreb #ANARUZ #16jours #16DaysActivities #Egalite #TerresCollectives). Ces mots-clics, qui renvoient à des organisations connexes, à des campagnes internationales et à des thèmes que ces pages abordent, permettent d'atteindre un public plus large et de donner une visibilité qui dépasse les internautes marocains, d'où l'utilisation du français et de l'anglais.

Quant aux publications de la FLDF, plusieurs d'entre elles contiennent des mots-clics qui se répètent souvent : #FLDF (12 fois) #BARAKA (caractères arabes) (9 fois) et #BARAKA (6 fois). Les trois autres mots-clics sont en arabe et ils ont été employés dans une publication qui promeut la participation de la FLDF à l'événement « Masaktach – prends la parole » (#Parle_et_ne_te_tais_pas), dans une publication concernant les femmes soulaliyates (#Pour_des_droits_égaux_de_propriété_des_terres_collectives) et dans la

publication (voir figure n° 4.6) contenant un lien vers un article en espagnol revenant sur le bilan de l'année 2017 au niveau des violences faites aux femmes (#Assez_de_violence).



Figure 4.6 : Publication n° 40 de la page FLDF.

Ces mots-clés sont plus difficiles à trouver, contrairement à ceux employés par l'ADFM Rabat, car ils sont plus longs et plus spécifiques. Les publications de l'ADFM Rabat ont plus de chance d'être repérées, car leurs mots-clés sont utilisés dans plusieurs autres publications, ce qui donne une grande visibilité aux publications qui les utilisent. En revanche, les mots-clés employés par la FLDF ne semblent concerner que des causes locales, ce qui réduit la probabilité de trouver ces publications partagées dans un regroupement plus vaste contenant des pages/profils Facebook non marocains.

Il semble que l'ADFM Rabat ne priorise pas l'utilisation des mots-clics contrairement à la page FLDF qui a une tendance à s'appuyer sur ces mots-clics. Cette stratégie de communication de la FLDF permet de regrouper les publications avec le même mot-clic afin de faciliter leur repérage par les abonnées de cette page, qui, en cliquant sur #BARAKA par exemple, pourraient trouver et consulter toutes les autres publications qui contiennent ce mot-clic.

Féminisme islamique

Forum Azzahrae n'a utilisé des mots-clics que dans une seule publication (n° 14). Cette dernière renvoie à un événement coorganisé par le Forum, procurant une visibilité au Forum et à l'association avec laquelle il a organisé cet événement. Il semble ainsi que cette organisation ait réalisé l'importance d'employer des mots-clics liés à des campagnes internationales pour pouvoir se retrouver dans les publications traitant ce genre de campagnes. Ainsi, cette publication comprend les mots-clics suivants (voir figure n° 4.7) :

#Journée_internationale_pour_l'élimination_de_la_violence_à_l'égard_des_femmes et
#The_international_day_of_the_elimination_of_violence_against_women

Et en arabe : #La_loi_103-13

#Forum_Azzahrae_pour_la_femme_marocaine

#Association_Oyoun_Atlas_pour_la_promotion_de_la_famille

#Lutte_contre_la_violence_à_l'égard_des_femmes

#La_journée_internationale_pour_l'élimination_de_la_violence_à_l'égard_des_femmes .



Figure 4.7 : Publication n° 50 de la page Forum Azzahrae.

Nouvelle génération

Pour le groupe Zanka Dialna, nous trouvons une publication avec le mot-clic #Zankadialna. Cette publication publie une photo de la marche organisée par ce groupe pour dénoncer toutes les formes de harcèlement dans l'espace public. Une autre publication contient le mot-clic #HearMeToo : il s'agit d'un texte qui accompagne une vidéo de la participation du groupe à l'initiative portant le même nom que le mot-clic.

De leur côté, les deux publications de la page Masaktach contenant des statistiques et des données des violences faites aux femmes ont été publiées avec les mots-clics suivants : #orange_the_world #HearMeToo #EcoutezMoiAussi #OrangezLeMonde #Masaktach #16jours ; et en arabe: #Maroc #Lutte_contre_la_violence_à_l'égard_des_femmes #EcoutezMoiAussi #EcouteMoiAussi#OrangezLeMonde .

Ainsi, nous observons que ces organismes féministes emploient notamment les mots-clics dans les publications couvrant la participation de ces organismes à des campagnes spécifiques, comme c'est le cas pour « Hear Me Too » organisée par l'ONU Femmes. Nous estimons que cet usage de mots-clics a comme but de promouvoir leur participation à ce genre d'actions sur les réseaux socionumériques et de donner une ampleur internationale à leurs luttes.

Pour sa part, la FLDF multiplie l'utilisation de deux mots-clics (#FLDF et #BARAKA), le premier reflète le nom abrégé de l'organisation, tandis que le deuxième vient dénoncer la situation difficile des femmes au Maroc en répétant « assez », en dialecte marocain. La répétition de ce slogan, qui a son poids dans le contexte marocain, le lie à la situation des femmes marocaines, car ce slogan était auparavant lié à des enjeux politiques et économiques (assez de corruption, assez de clientélisme, etc.).

4.1.3 Objectif de la publication

Féminisme historique

Certains événements (conseil du gouvernement annonçant les projets de loi concernant les femmes soulaliyates, des ateliers, des conférences, etc.) ont été couverts par plusieurs publications de la part des deux pages du courant historique. De fait, la majorité des publications ont comme objectif d'informer ainsi que de promouvoir les activités et les actions menées par les deux organisations pour sensibiliser les femmes aux nouveautés de la loi 103-13 et pour défendre les droits des femmes soulaliyates.

Ainsi, 17 des 19 publications de l'ADFM Rabat ont l'objectif d'informer, qui est aussi présent dans 23 des 27 publications de la FLDF. Par exemple, la publication n° 16 de la page ADFM Rabat contient un lien vers un article en anglais (voir figure n° 4.8). Ce dernier revient sur la distribution par l'État de quelques centaines de parcelles de terre à égalité entre hommes et femmes dans les communautés soulaliyates. De son côté, la publication n° 27 de la FLDF informe les abonné.e.s de la page du déroulement de la conférence organisée par l'organisation sur la loi 103-13.



Figure 4.8 : Publication n° 16 de la page ADFM.

Ces deux organisations ont visé d'autres objectifs, mais à un degré moindre que ceux d'informer et de promouvoir. Ainsi, pour ADFM Rabat, « créer l'émotion » n'est l'objectif que de 4 publications alors que « mettre en visibilité » et « exprimer la solidarité » ne font partie des objectifs que trois fois dans les publications de l'ADFM Rabat. Quant aux objectifs « recourir à l'expertise » et « mobiliser », ils ne se trouvent, respectivement, que dans deux publications et une seule publication.

Quelques publications de la FLDF sont aussi employées pour atteindre les mêmes autres objectifs que celles des publications de la page ADFM Rabat. Ainsi neuf publications ont visé la mise en visibilité ; sept autres ont visé la mobilisation ; deux publications ont cherché à « créer l'émotion » ; alors qu'une autre publication fait appel à l'expertise. Parmi les publications ayant comme objectif de mobiliser les abonné.e.s, notons la publication n° 19 d'un communiqué en arabe dans lequel l'organisation se mobilise pour conserver et renforcer les droits des femmes soulaliyates et appelle à « l'application du principe de l'Équité dans les différents secteurs concernant les terres soulaliyates » (voir figure n° 4.9).



Figure 4.9 : Publication n° 19 de la page FLDF.

Féminisme islamique

Les publications du Forum Azzahrae ont comme objectif principal d'informer (4 des 5 publications) les abonné.e.s des conférences et des ateliers auxquels l'organisation participe et de promouvoir ses actions (3 publications), comme c'est le cas pour les publications n° 48 et n° 49 qui reviennent, respectivement, sur un atelier de formation qui

présente les nouveautés de la loi 103-13 et sur une conférence organisée à la marge de la 16e campagne nationale contre les violences faites aux femmes (voir figure n° 4.10). Pour sa part, la publication n° 50 contient des mots-clés qui visent à mobiliser ses abonné.e.s à l'occasion de la #Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes en marge d'une conférence sur la loi 103-13.



Figure 4.10 : Publication n° 49 de la page Forum Azzahrae.

Nouvelle génération

Informing remains an important objective in the publications of the page Masaktach (the 3 publications) and the group Zanka Dialna (7 publications out of 12). However, « mobilize » remains another objective that is found in certain of their publications (2 out of 3 publications for Masaktach and 8 out of 12 publications for Zanka Dialna), just as « putting in visibility » and « creating emotion » which are present in as much an objective in a publication of Masaktach and in 4 publications of Zanka Dialna. The latter

objectif se reflète dans la publication n° 60 du groupe Zanka Dialna dans laquelle ses membres ont massivement réagi, en écrivant des commentaires et en employant des signaux émotionnels, à l'article partagé qui mentionne comment une partie des Marocains pratiquent un discours de dénigrement en stigmatisant la première plaignante pour harcèlement suite à l'entrée en vigueur de la loi 103-13.

Ainsi, la nouvelle génération se démarque par le type d'objectifs de ses publications par rapport aux autres composantes du féminisme marocain. En effet, les publications de ce courant accordent proportionnellement plus d'importance à la mobilisation et à la mise en visibilité des injustices que les deux autres courants, qui mettent l'accent sur l'information et la promotion.

Au final, 47 des 66 publications analysées ont comme objectif d'informer et de promouvoir les activités et les actions des organisations. Ces objectifs montrent que les composantes des trois courants féministes au Maroc s'appuient sur Facebook en tant que média afin de faire connaître les actions menées sur le terrain hors ligne auprès d'autres publics. Cependant, certaines publications de la nouvelle génération se distinguent en répercutant des actions faites uniquement en ligne. Nous détaillons, dans le point qui suit, ces actions collectives numériques.

4.1.4 Utilisation de la publication

Comme c'était le cas pour les objectifs des publications, la nouvelle génération se démarque des autres courants féministes marocains quant à son utilisation des publications Facebook. Il s'agit cette fois de la spécificité du terrain où se déroule l'action dont rendent compte les publications. Les publications de la nouvelle génération combinent en effet une extension du répertoire d'actions collectives (hors ligne³⁵) vers l'espace numérique (ici Facebook) et des actions collectives numériques dans un espace public (exclusivement) en ligne (ici Facebook). Autrement dit, la nouvelle génération se sert de Facebook à la fois

³⁵ Par exemple dans la rue, en réunion, ou au Parlement.

pour faire connaître des actions réalisées en dehors de Facebook et pour réaliser des actions directement sur Facebook.

Deux publications de Masaktach (n° 52 et n° 53) renvoient à des actions collectives numériques. Ces actions, qui se déroulent dans un espace public en ligne, visent à informer et à sensibiliser les abonné.e.s de la page à certaines données concernant les violences faites aux femmes marocaines, mais aussi à les mobiliser en recourant à des images fortes et à des mots-clés. Par exemple, la publication n° 52 (voir figure n° 4.11) présente la trace laissée par une main ouverte dont on voit 4 doigts, suggérant la violence conjugale, avec le texte suivant en arabe : « Les cas d'agression sexuelle portés devant les tribunaux marocains en 2015 ont augmenté de 8,33 % [Traduction libre] ».



Masaktach

2 décembre 2018 · 🌐

...

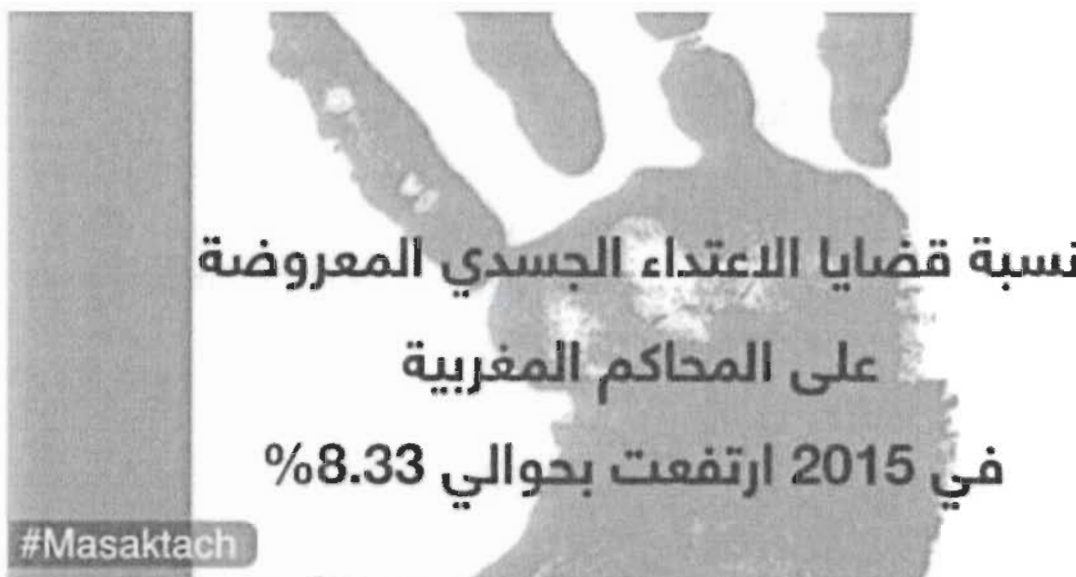
أرقام عن العنف ضد المرأة في #المغرب

#مناهضة_العنف_ضد_المرأة

#اسمعي_كذلك

#orange_the_world #HearMeToo #نون_العالم_يرتدالي

#EcoutezMoiAussi #OrangezLeMonde #Masaktach #16jours



👍👎👤 14

2 commentaires 2 partages

👍 J'aime

💬 Commenter

➦ Partager



Personnellement, ça me rend confuse.. Je ne sais pas si c'est le taux d'harcèlement qui a augmenté, ou se sont les femmes qui ont décidé de se battre et de déposer des plaintes

J'aime · Répondre · 21 sem



Masaktach Les cas ont augmenté, suggérant que le nombre des femmes qui ont décidé de se battre a augmenté mais suggérant aussi le taux de violence et la gravité ont augmenté. La corrélation est directe dans ce cas.

J'aime · Répondre · 21 sem

Figure 4.11 : Publication n° 52 de la page Masaktach.

La publication n° 53 (voir figure n° 4.12) illustre d'une part les types de violences subies par les femmes marocaines avec le texte suivant en surimpression (en arabe) : « 6 femmes marocaines sur 10 sont victimes de la violence sous ses différentes formes » [Traduction libre] », et d'autre part, un enfant qui cache son visage pour pleurer, avec le texte suivant en surimpression (en arabe) : « 62 % de ces femmes préfèrent se taire pour protéger leur famille [Traduction libre] ». Sur les 2 publications, on trouve le mot-clic #Masaktach ainsi que différents mots-clics renvoyant à la campagne Orange, campagne de prévention et de sensibilisation à la violence contre les femmes. La publication n° 52 souligne l'augmentation des plaintes déposées par les femmes et alors que la publication n° 53, montre qu'on estime encore à 62 % le nombre d'agressions non reportées. Les deux publications visent donc non seulement à sensibiliser mais à pousser les femmes victimes de violence à agir contre leur agresseur. Ce sont deux actions menées directement en ligne, sans lien direct avec un événement qui serait tenu hors ligne.

Deux autres publications (n° 61 et n° 63), cette fois-ci de Zanka Dialna, recourent à des capsules vidéos expliquant les nouveautés de la loi 103-13, permettant ainsi à des femmes à la maison d'être informées sur les modifications législatives sans devoir participer à des réunions publiques. Ainsi, les deux organisations ont recouru à un dispositif technique (images fortes et capsule vidéo) pour créer un produit numérique sans passer par des actions sur le terrain. Pour la publication n° 61, la capsule vidéo partagée, d'une durée de 2 minutes et 30 secondes, décrit en dialecte marocain, sous-titré en français, les nouveautés apportées par la loi 103-13, et mentionne que « seulement 3 % de femmes marocaines arrivent à porter plainte pour harcèlement ». Cette faible proportion a poussé le ministère public à donner ses instructions aux services concernés afin de prioriser « ce genre de plaintes et de créer des espaces d'accueil et de prise en charge des femmes victimes de violence ». Quant à la publication n° 63, elle contient une autre vidéo d'animation, en dialecte marocain aussi, expliquant les grandes lignes de la loi 103-13. Cependant, cette vidéo d'une durée de 3 minutes mentionne que les hommes pourraient aussi être victimes du harcèlement sexuel en donnant l'exemple d'une femme qui « envoie des messages et des photos sexuellement explicites à son collègue de travail ». Ainsi, cette vidéo aborde surtout la rubrique du harcèlement sexuel dans la loi 103-13 et les articles qui définissent ce type de violence.



Masaktach

1 décembre 2018 · 🌐

...

أرقام عن العنف ضد المرأة في #المغرب

#مناهضة_العنف_ضد_المرأة

#اسمعي_كذلك

#orange_the_world #HearMeToo #لون_العالم_برتقالي

#EcoutezMoiAussi #OrangezLeMonde #Masaktach #16jours



👍👎💬 35

8 partages

Figure 4.12 : Publication n° 53 de la page Masaktach.

Les autres publications de ce courant ainsi que celles des deux autres composantes du mouvement féministe marocain constituent une extension du répertoire d'actions collectives vers l'espace numérique puisque, comme nous l'avons vu au niveau des objectifs, les publications visent d'abord à informer sur des événements auxquels les organisations participent hors ligne et à promouvoir les actions qu'elles font hors ligne. Les deux mouvances de la nouvelle génération des féministes sont donc les seules qui produisent des actions en ligne, même si celles-ci demeurent largement minoritaires. Ce sont donc les seules à ne pas considérer Facebook uniquement comme un support de diffusion, ce qui confirme la capacité des membres de ces deux pages à manipuler les outils techniques de Facebook pour servir leurs causes.

De plus, nous avons observé que les actions hors ligne et les actions en ligne ne s'interinfluencent que rarement puisque seulement 4 des 66 publications analysées ne constituent pas une extension des actions sur le terrain. Les actions hors ligne ne débouchent pas sur des actions en ligne et les actions en ligne ne débouchent pas non plus sur des actions hors ligne. Nous pensons ainsi que Masaktach et Zanka Dialna, de la nouvelle génération, ont bénéficié du savoir-faire technique informatique de leurs administratrices et de leurs membres pour créer un contenu spécifique à Facebook.

4.2 La dimension des revendications

Au moment de présenter les revendications des trois courants du féminisme marocain, nous avons vu que chaque courant milite pour des revendications spécifiques (rubrique 2.4.2). Nous revenons ici sur nos analyses en lien avec ces revendications afin de voir comment les publications étudiées reprennent ou renouvellent les revendications féministes et contribuent éventuellement à la phase de confluence évoquée par El Bachiri (2016) entre les paradigmes traditionnels et modernes, que nous avons déjà présentée dans notre recension des écrits.

4.2.1 Le féminisme historique

L'analyse de notre corpus a montré que les revendications associées à ce courant, à savoir la lutte pour l'égalité et contre les formes d'oppression dans les espaces public et privé, se retrouvaient en bonne partie dans les publications des pages ADFM Rabat et FLDF. C'est

le cas par exemple pour la publication n° 17 de la page FLDF, qui revendique l'équité et l'égalité femmes-hommes au niveau des droits et des devoirs, en faisant référence à la constitution marocaine, pour revendiquer l'accès aux terres collectives et mettre fin à l'injustice historique vécue par les femmes soulaliyates. Rappelons que ces revendications recoupent aussi en grande partie les première et deuxième vagues féministes occidentales, la première étant associée à la revendication à l'égalité; la deuxième, à la revendication de la liberté.

Nous avons aussi observé que ces pages ont activement répercuté le dossier des femmes soulaliyates à la défense duquel le féminisme historique a largement contribué depuis plusieurs années. En effet, 16 des 19 publications de l'ADFM Rabat (du n° 1 au n° 16) portent sur les femmes issues de groupes minoritaires. La publication n° 7, par exemple, souligne l'acquis considérable que représentent les nouvelles dispositions législatives qui « viennent en réponse aux revendications du mouvement des femmes soulaliyates qui luttent depuis avril 2007 pour la reconnaissance de leurs droits [l'accès aux terres collectives et la gestion des biens de la communauté soulaliya] » tout en évaluant, avec les femmes soulaliyates, la mise en œuvre de ces mesures dans les différentes tribus et en s'arrêtant « sur les difficultés et les solutions à préconiser ». Revendiquer les droits de ces femmes est souvent lié à la revendication de l'égalité (17 publications), et en particulier de l'égalité d'accès et à la propriété des terres collectives. Quant à la page FLDF, nous observons qu'elle accorde moins d'importance à cette cause. En effet, seulement 6 des 27 publications analysées (les publications n° 17 à n° 22) traitent de la cause des femmes soulaliyates.

La revendication de l'intersectionnalité

Or, la cause des femmes soulaliyates en est une qui affiche une dimension très claire d'intersectionnalité, combinant en effet à la fois le genre (ce sont des femmes) et la classe sociale/l'ethnie (les soulaliyates). Les femmes soulaliyates sont donc doublement discriminées et la discrimination reposant sur l'ethnie a plus de conséquences sur leur vie, entre autres dans la gestion du patrimoine mais aussi dans l'accès aux terres collectives, que le seul fait d'être femmes. La revendication de l'intersectionnalité visant à « appréhender la complexité des identités et des inégalités sociales par une approche

intégrée » (Bilge, 2009, p. 70) que nous avons plutôt associée à la nouvelle génération du féminisme marocain, a donc été bel et bien défendue par les pages du féminisme historique. Ainsi on peut lire dans un communiqué de l'ADFM (publication n° 2), que :

[L']Association Démocratique des Femmes du Maroc salue l'initiative du Ministère de l'Intérieur ainsi que les efforts consentis pour donner le jour à ce projet de loi conformément aux dispositions constitutionnelles en matière d'égalité et de lutte contre les discriminations. Ce projet de loi constituera indéniablement une étape historique dans le domaine de la consolidation de l'égalité et de la pleine citoyenneté des femmes Soulaliyates.

En fait, le féminisme historique est le seul courant féministe marocain à avoir traité des projets de loi concernant les femmes soulaliyates. Les publications des pages ADFM Rabat et FLDF confirment l'engagement de ces deux organisations, depuis 2007, en faveur de la reconnaissance des droits de ces femmes. Bien sûr, la présence de cette revendication, en général, tient également au critère de sélection de notre corpus (contenu).

Revendications de la démocratie et de l'accès aux droits universels

D'autres revendications figurent dans les publications de l'ADFM Rabat, comme c'est le cas pour la « démocratie » (4 publications) et « l'adhésion aux droits universels » (2 publications), appuyant l'idéologie de cette organisation et son projet social du Maroc moderne. Également, nous trouvons ces deux revendications dans 9 publications de la FLDF (7 pour l'adhésion aux droits universels et 2 pour la démocratie). Ainsi, dans sa publication n° 42, une vidéo d'une durée de 3 minutes 39 secondes reprenant un extrait de la conférence de presse en arabe de la FLDF, l'organisation reproche le manque d'une définition claire de la discrimination dans la loi 103-13. La loi définit la violence physique, la violence sexuelle, la violence psychologique, la violence économique, mais la FLDF critique l'absence d'une définition de la violence juridique qui, selon l'organisation, renforce la contradiction entre la « Moudawana », qui « permet le mariage des mineurs, et la nouvelle constitution, qui se porte garante des droits des enfants ». Ainsi, la FLDF revendique « l'adéquation et la conformité de la "Moudawana" avec la constitution et avec les conventions internationales signées par le Maroc et publiées dans le Bulletin Officiel ».

Les revendications liées à la liberté

Cependant, la revendication la plus présente dans les publications de la FLDF demeure la « lutte contre les formes d'oppressions dans la vie privée et la vie publique ». Cette dernière est le sujet de 14 publications et concerne l'approche de l'organisation vis-à-vis la loi 103-13. C'est le cas de la publication n° 40 qui contient un lien vers un article dans lequel Latifa Bouchoua, présidente de la FLDF, déclare que « les femmes sont victimes non seulement de la violence, mais aussi d'un manque d'intégration sociale et économique ». Cette revendication est aussi souvent accompagnée (7 publications) par celle luttant contre les normes établies dans les sociétés patriarcales, notamment celle qui banalise les différentes formes de violences subies par les femmes marocaines. Ainsi dans la même publication, Bouchoua fait valoir que cette nouvelle réglementation a ouvert « un débat dans la société sur le phénomène de la violence sexiste qui peut aider à changer les mentalités ».

Peu de publications de ces deux pages abordent « la lutte contre l'ordre social » et « l'accès des femmes à l'espace public ». Ainsi, nous trouvons la première revendication dans une seule publication de l'ADFM Rabat et dans deux autres partagées par la page FLDF, tandis que c'est l'inverse pour la deuxième qui est le sujet de deux publications de l'ADFM Rabat et d'une seule de la FLDF. Cette dernière (n° 43) fait la promotion d'activités (performances artistiques, théâtre, musique au bord du fleuve à Rabat) visant l'établissement d'un climat d'égalité, entre les femmes et les hommes, et d'accès à la sphère publique, dans le cadre de la campagne « Baraka ».

Ainsi, nous observons que les revendications sont liées au sujet majoritairement traité par ces deux organisations. L'ADFM Rabat, dont les publications s'intéressent majoritairement aux terres collectives des soulaliyates, revendique l'égalité d'accès à ces terres. Tandis que les publications de la FLDF s'arrêtent sur les formes d'oppression dans les espace privé et public en revenant sur l'entrée en vigueur de la loi 103-13, ce qui permet à la FLDF de rappeler son adhésion aux droits universels.

4.2.2 Le féminisme islamique

Comme nous l'avons déjà mentionné, toutes les publications du Forum Azzahrae concernent la loi 103-13 et traitent des formes d'oppression dans la vie privée et la vie

publique (4 publications), de la lutte contre les normes établies dans les sociétés patriarcales (1 publication) et de l'ordre social dans les sociétés patriarcales (1 publication).

Comme c'était le cas pour le courant historique, les publications concernant la loi 103-13 sont généralement associées à la dénonciation de différentes formes d'oppression. Cependant, Forum Azzahrae n'a pas abordé, dans ses revendications, une réinterprétation des textes religieux et il ne s'est pas basé sur des références religieuses pour contester les pratiques juridiques patriarcales, comme nous aurions pu nous y attendre de la part du féminisme islamique. L'organisation n'est pas revenue sur ce que les féministes islamiques appellent « la complémentarité » entre les genres. Une telle stratégie aurait pu être utilisée pour soutenir les droits des femmes soulaliyates, qui voient l'accès aux terres collectives limité à cause d'une interprétation religieuse favorisant les hommes. Nous n'avons donc pas observé le rapprochement souhaité entre les courants islamique et historique.

4.2.3 La nouvelle génération

À l'instar du féminisme islamique, toutes les publications (15) de la nouvelle génération traitent le sujet de la loi 103-13. Nous rappelons que 12 de ces 15 publications ont été partagées dans le groupe Zanka Dialna, et que les trois publications restantes concernent la page Masaktach.

Ainsi, neuf publications de Zanka Dialna abordent les formes d'oppression subies par les femmes, tant dans la sphère privée que publique comme dans la publication n° 56 où le groupe revendique « des rues plus sûres [pour les Marocaines], qui leur permettent de circuler en toute sérénité ». Cette revendication s'ajoute à celles qui concernent respectivement la lutte pour l'égalité que nous trouvons dans six publications et contre les normes établies dans les sociétés patriarcales, dans 3 publications, dont la publication n° 59. Zanka Dialna y présente ses objectifs : « sensibiliser aux violences sexistes, partager des informations et agir ensemble pour changer les mentalités et transformer les rapports qu'a la société marocaine envers les femmes qui la composent ». Pour leur part, les inégalités excluant les femmes de l'espace public ont été mentionnées à l'occasion du lancement de « Zanka Dialna » (publication n° 66). Quant à la page Masaktach, nous observons que deux publications reviennent sur la lutte contre les normes établies dans les

sociétés patriarcales et sur les formes d'oppression dans la vie privée (violence conjugale) et la vie publique. C'est le cas pour la publication n° 54 qui revient sur la distribution des sifflets par les membres du Masaktach : « Si on vous harcèle, sifflez ! » : telle est la consigne du collectif qui a appelé avec un succès relatif les femmes à poster des photos avec des sifflets sur les réseaux socionumériques.

Cette nouvelle génération s'intéresse donc aux différentes formes d'oppression que les femmes marocaines subissent, en misant sur des actions collectives permettant à ces femmes d'avoir accès à l'espace public (Zanka Dialna) tout en luttant contre la violence et le harcèlement que certaines femmes risquent d'affronter (Masaktach). En effet, la touche locale de ce courant (M'cichi, 2014) est présente dans le choix des noms qui sont, rappelons-le, en dialecte marocain et aussi dans les enjeux de ces organisations qui militent pour que les femmes se sentent plus en sécurité dans l'espace public en propageant la culture de la dénonciation, absente dans la société patriarcale marocaine.

4.3 Synthèse

Notre analyse du contenu des 66 publications Facebook prélevées sur quatre pages et un groupe privé de féministes marocain.e.s nous a permis de contribuer à la recherche sur le féminisme marocain et plus précisément sur son usage de Facebook. Nous avons constaté que les organisations étudiées, appartenant aux trois grands courants féministes marocains contemporains, recouraient en effet à différents outils de communication, délaissant cependant le web pour les réseaux socionumériques comme Facebook. Nous avons constaté également que le contraste entre le courant historique et le courant de la nouvelle génération n'était pas aussi prononcé que ne le laissait supposer notre recension des écrits. Les féministes de la nouvelle génération, dont l'action a pris naissance en ligne, ne publient pas davantage et ne recourent pas ou alors très peu aux dernières potentialités techniques de Facebook comme les mèmes ou les textimages (*gifs*). Néanmoins, il est vrai qu'en termes d'engagement numérique, elles se distinguent avec un plus grand nombre de commentaires et de signaux classiques et émotionnels, avec la réserve importante qu'elles le font alors dans un groupe privé, ce qui réduit la portée de leur action. En lien avec les objectifs, la plupart des publications visent à promouvoir les actions des organisations féministes et à informer la population. Quelques rares publications de la nouvelle

génération visent la mobilisation, c'est-à-dire qu'elles incitent, souvent en direct, à l'action en ligne.

En termes de revendications, notre recherche nous a également permis de remettre en question l'idée selon laquelle l'intersectionnalité en serait une portée davantage par la nouvelle génération. Nos résultats suggèrent plutôt que le seul courant à s'intéresser à l'enjeu que nous associons à l'intersectionnalité, soit celui de l'accès des femmes soulaliyates aux biens fonciers, est celui du féminisme historique. Le dossier des femmes soulaliyates est en effet celui de l'ADFM depuis une dizaine d'années. Toutes les organisations, en revanche, ont produit des publications sur les lois portant sur les violences faites aux femmes, souvent en référence au mouvement #metoo suggérant leur participation à la transnationalisation d'une revendication liée à la liberté.

CONCLUSION

Pour les mouvements sociaux, le rôle des dispositifs de communication comme le web, les réseaux socionumériques, et aussi les pétitions et les manifestations, peut être abordé avec le concept de répertoire d'actions collectives dans les suites de Tilly (1986). Nous avons donc consacré une partie de notre mémoire à la présentation du concept de mouvement social avant de présenter celui de répertoire d'actions auquel nous le rattachons. Nous avons aussi présenté les différents types de mouvements sociaux, classiques et identitaires, et souligné l'importance des dispositifs numériques de communication pour les mouvements sociaux depuis les années 1990.

Un retour sur les vagues du féminisme occidental nous a permis d'introduire ensuite la richesse et la diversité du mouvement féministe marocain. Les trois grands courants composant ce dernier (féminisme historique, féminisme islamique et la nouvelle génération féministe) sont au cœur de notre recherche, notamment la façon dont ils s'appuient sur le web 2.0 en général, et sur Facebook en particulier, pour atteindre différents objectifs.

Nous avons aussi mis en lumière les moments phares du féminisme marocain en tant que mouvement social s'inscrivant dans les différentes formes de militantisme qui caractérisent le Maroc depuis des décennies. Avec le printemps arabe, le militantisme marocain, dans son ensemble, a été marqué par l'impact du web 2.0 qui s'est affirmé comme « l'espace d'information, de discussion et de débat alternatif aux supports traditionnels, en particulier, parmi les jeunes, ses principaux usagers » (Desrues 2012, p. 3). Il faut savoir que les manifestations de solidarité avec les Tunisiens, au début du printemps arabe en janvier 2011, ont enregistré un faible taux de participation. C'est donc sur le web 2.0 et sur les réseaux socionumériques que les jeunes militant.e.s à l'origine du Mouvement 20 février avaient relancé le débat concernant d'éventuels changements politiques. Or, ce débat a été, selon Desrues (2012), le plus mobilisateur au Maroc depuis celui de 1999 concernant le Plan national pour l'intégration de la femme au développement.

Sur le plan méthodologique, nous avons réalisé une analyse de contenu, contenu que nous avons délimité à partir de deux ensembles législatifs liés à la condition féminine au Maroc :

soit la loi marocaine contre les violences faites aux femmes, entrée en vigueur le 12 septembre 2018 ; et 3 projets de loi adoptés en février 2019 portant sur la réforme de la réglementation des terres soulaliyates. Ces nouvelles lois témoignent de l'accélération du débat sur les droits des femmes marocaines depuis l'adoption de la Moudawana en 2004 qui a permis aux Marocaines de demander le divorce sans nécessairement perdre la garde de leurs enfants et de refuser la polygamie. Ces gains ont concrétisé une partie des revendications féministes et contribué à en relancer d'autres, notamment celle qui concerne la place de la femme marocaine dans les espaces public et privé. Les réactions suscitées par les nouvelles lois de 2018 nous ont permis d'étudier à la fois les revendications des différents courants féministes marocains et l'usage qu'ils font de divers modes d'action, et plus précisément du recours à Facebook, y compris pour répondre au discours de dénigrement porté contre les femmes qui a circulé dans les médias et sur les réseaux socionumériques.

Au départ de notre mémoire, rappelons que nous avons l'impression que les mouvements féministes marocains recouraient à différents outils de communication, mais que la jeune génération féministe était plus active. Nous nous demandions aussi si on pouvait établir un lien entre le répertoire d'actions et les revendications. « La jeune génération utilisait-elle davantage Facebook ? Le cas échéant, de quelle(s) manière(s) et avec quel(s) objectif(s) ? Quel(s) usage(s) le courant historique, habitué de travailler dans les sphères juridiques et politiques, moins ouvertes que les RSN, allait-il faire de Facebook ? Observerait-on des différences entre ses actions hors et en ligne ? Quant au courant islamique, moins visible sur les RSN, comment utiliserait-il Facebook ? Dans quelle(s) langue(s) les différents courants allaient-ils s'exprimer ? Quel(s) types de contenu(s) allaient-ils utiliser (texte, images, mèmes, etc.). » (3.2.3).

Le féminisme historique : promouvoir pour mieux interpeler les pouvoirs publics

La première grande conclusion qui se dégage de nos analyses, c'est l'utilisation relativement timide de Facebook (rubriques 4.2.6 et 4.2.8). La très grande majorité de nos publications n'utilisent que du texte, des photos ou des images (60 des 66 publications) et elles visent d'abord et avant tout à informer des actions menées par les 5 organisations (54 publications) et à promouvoir celles-ci (42 publications). La mobilisation ne vient donc pas

en premier lieu, comme nous le supposons dans le contexte post printemps arabe et surtout dans la foulée du Mouvement du 20 février, auquel nous avons participé. Comment expliquer une telle réserve ?

Selon El Bouhsini (2016), les organisations du courant historique adoptent une logique de proposition et d'interpellation des pouvoirs publics. Nous trouvons cette logique clairement exprimée dans un communiqué de l'ADFM Rabat (publication n° 2) dans lequel nous lisons : « Le principal défi consistera à accélérer la promulgation de cette loi et de ses décrets d'application et de mettre en place toutes les conditions requises pour sa mise en œuvre effective ». Cependant, la grande majorité des publications n'interpelle pas directement les pouvoirs politiques et encore bien moins le Commandeur des croyants, c'est-à-dire le roi Mohamed VI. Le concept de structure des opportunités politiques (SOP), interprété dans le contexte marocain et présenté dans la rubrique 2.5, peut nous aider à mieux comprendre le choix des organisations. En effet, la structure marocaine des opportunités politiques présente des défis particuliers aux organisations féministes, à commencer par la difficulté de compter sur la présence d'alliés influents (Tarrow, 1994) dans un système politique caractérisé par un « subtil dédoublement des structures de pouvoir » [...] qui garantit la toute-puissance royale sur les orientations et les décisions politiques » (Bennafla et Seniguer, 2011, p. 148). En s'adressant (publiquement) aux partis politiques dont elles sont proches³⁶, les organisations féministes, des courants historique ou islamique, n'ont pas l'assurance de voir leurs revendications être entendues pour autant. Pour la même raison, c'est-à-dire la suprématie objective du pouvoir royal sur les structures politiques officielles, l'instabilité des alliances entre les partis politiques (Tarrow, 1994) et la division des élites (Tarrow, 1994) ne peuvent jouer directement en faveur des organisations féministes (ou autres organisations militantes). Ajoutons que le système politique marocain, dont les fondements remontent au VIII^e siècle, n'est généralement pas considéré comme un système ouvert aux revendications (Tarrow, 1994). Ainsi, tant pour

³⁶ Le féminisme historique est proche des partis de la gauche comme l'USFP (Union socialiste des forces populaires) et le PPS (Parti du Progrès et du Socialisme); le féminisme islamique est proche du parti PJD (Parti de la Justice et du Développement); alors que la nouvelle génération est souvent proche des partis progressistes peu représentés au parlement comme la FGD (Fédération de la Gauche Démocratique) et le PADS (Parti de l'Avant-garde Démocratique et Socialiste)

les courants du féminisme historique que pour celui du féminisme islamique, les alliances concrètes avec des partis politiques marocains ne se traduisent pas sur Facebook par des interpellations du pouvoir. De plus, les appels à la mobilisation ne sont pas aussi fréquents qu'on n'aurait pu le croire.

Les organisations de la nouvelle génération sont plus audibles de ce point de vue puisque, comme nous l'avons vu au moment de traiter des résultats, elles se mobilisent pour dénoncer la culture de la violence contre les femmes et aussi pour que ces dernières occupent la place qu'elles méritent dans les sphères publiques et privées. Il est vrai que n'ayant encore aucun allié au gouvernement, elles ne pourraient pas les interpeler publiquement. Comme dans d'autres pays secoués par les printemps arabes, elles s'inscrivent plutôt dans la construction d'un rapport de forces reposant sur la mobilisation de leurs militant.e.s. Pour être entendues du Roi, elles doivent d'abord être entendues de la rue et dans la rue.

Mobiliser pour construire et maintenir un rapport de forces

Les publications visant à promouvoir les actions du féminisme historique montrent que les deux organisations offrent des ateliers de sensibilisation et de formation (12 publications de l'ADFM Rabat et 8 publications de la FLDF) destinés notamment aux femmes rurales, sur les nouveautés de la loi 103-13 et sur les trois projets de loi concernant les terres collectives. Autrement dit, la majorité des publications des courants historiques informent sur des activités de sensibilisation (mobilisation), mais visent moins souvent à mobiliser par elles-mêmes.

À noter que les publications axées sur la mobilisation présentent certaines spécificités même à l'intérieur du courant historique. D'abord, les mots-clics sont davantage utilisés par la FLDF que par l'ADFM Rabat. Puis, cette dernière, qui partage des publications informant sur sa participation à des rencontres et à des congrès internationaux, a tendance à utiliser des mots-clics en français concernant des thèmes plus globaux (l'égalité et les terres collectives), ce qui correspond à la dimension internationale de son action tandis que la FLDF, avec ces nombreuses publications revenant sur ses ateliers portant sur la loi 103-13 visant davantage les femmes rurales, confirme son engagement local avec des mots-

clics spécifiques concernant la cause des femmes marocaines. Des mots-clics plus difficilement repérables à l'étranger. Il est donc possible d'observer une différence quant au public visé par la mobilisation grâce à la langue des mots-clics, qui peuvent être vus comme des vecteurs d'affiliation diffuse (Paveau, 2017). À noter que les rencontres et les ateliers organisés par les deux organisations du féminisme historique sont présentés sur Facebook, ce qui permet à ces deux organisations de faire du même coup la promotion de leurs actions dans l'espace numérique, promotion qui vise différents publics, non pas seulement le public des abonnés, mais le public politique, qui prend connaissance des revendications exprimées par les mouvements sociaux. Indirectement, l'importance consacrée à la promotion de ses actions contribue donc aussi à la logique de proposition et d'interpellation.

Dans le contexte de la division des élites et de l'instabilité des alliances, les organisations du féminisme historique se sont donc d'abord servis de Facebook pour réaffirmer leurs acquis en s'associant aux mesures juridiques concernant la violence contre les femmes et la gestion des terres par les femmes soulaliyates ; et pour consolider leur rapport de forces en visant différents publics, locaux et internationaux, sans chercher à proposer de nouvelles revendications ou à déstabiliser le gouvernement.

Le flanc radical du mouvement féministe marocain

Comme nous l'avons mentionné en clôture de la rubrique sur la SOP (2.5.2), l'arbitrage historiquement exercé par le pouvoir royal a été remis en question dans la foulée des printemps arabes et notamment par le mouvement du 20 février auquel est associée la nouvelle génération de féministes marocaines. M'chichi (2014) relève que les actions qui intéressent le plus la nouvelle génération sont des actions « coups de poing », car elles sont plus visibles et ont plus de chance d'être médiatisées. Cela semble être le cas pour certaines actions de la page Masaktach, par exemple celle qui consiste à distribuer des sifflets aux femmes comme geste de résistance et de dénonciation face au phénomène du harcèlement, afin, plus globalement, de mobiliser les femmes marocaines à réclamer le droit d'accès à un espace public physique sécuritaire (4.3.3). C'est cette action qui a fait découvrir la mouvance Masaktach sur le terrain et dans l'espace public numérique, car elle a été citée

par le quotidien de référence *Le Monde* (publication n° 54) comme une reproduction locale de la campagne #metoo. Rappelons que le mot Masaktach signifie : je ne me tais pas.

Le groupe Zanka Dialna s'est, lui aussi, appuyé sur une action collective pour se démarquer. Sa publication n° 66 montre la présence de ses membres sur le terrain (dans la rue qu'elles traversent devant le parlement marocain) ainsi que dans l'espace numérique, où elle promeut la marche des membres pour s'approprier l'espace public et réclamer le droit des femmes marocaines d'avoir accès à un espace public sécuritaire et sans harcèlement. Ainsi, la publication en question mentionne que cette marche est « en mémoire de toutes les femmes qui voulaient juste marcher tranquillement dans la rue. #Zankadialna³⁷ ».

Comme l'explique M'chichi (2014), l'expression politique des membres de cette génération n'est pas faite au nom d'une organisation classique (parti politique, syndicat, etc.), mais plutôt au nom de chacun et chacune en tant que personne autonome. Ces membres publient directement de leurs profils personnels sur le groupe privé Zanka Dialna. Par conséquent, les administratrices de ce groupe publient aussi de leurs profils personnels et demandent aux membres du groupe de se mobiliser et de s'auto-organiser (publication n° 64), dans la logique de la « structure décisionnelle flexible » mentionnée par Buechler (1990). Certes, les autres organisations des deux autres courants peuvent aussi créer des groupes privés sur Facebook, mais nous n'avons trouvé aucun groupe associé à ces organisations, à l'exception de la FLDF³⁸ qui possède un groupe, public et non pas privé, sur ce réseau socionumérique.

La nouvelle génération reste, au niveau des idéologies et des valeurs et donc des revendications, plus proche des féministes historiques que des féministes islamiques. Cela se traduit sur Facebook par deux publications de la FLDF (publications n° 43 et n° 44) et une publication de Masaktach (publication n° 54) concernant le spectacle et l'activité des sifflets contre le harcèlement de rue, organisés par Masaktach en collaboration avec la

³⁷ Rappelons que Zanka Dialna signifie : La rue est à nous.

³⁸ Le groupe n'était pas très actif, reprenant les publications de la page sans susciter davantage d'engagement numérique et seulement cinq publications auraient pu figurer dans notre corpus.

FLDF. À la lumière de nos résultats, nous pensons que les organisations de la nouvelle génération pourraient constituer le flanc radical³⁹ du mouvement féministe historique, avec qui elles partagent un intérêt pour l'internationalisation des revendications et les droits de l'homme.

Elles aussi : l'intérêt pour la transnationalisation des revendications

Nous avons mentionné, en introduisant la nouvelle génération du féminisme marocain (rubrique 2.4.2), que cette dernière s'intéresse à l'intersectionnalité plus que les deux autres courants, mais l'analyse de notre corpus ne confirme pas cette observation. Nous pensons que l'absence de cet indicateur ne veut pas forcément dire que la nouvelle génération des féministes marocaines ne défend pas les femmes doublement stigmatisées, mais plutôt que le dossier des femmes soulaliyates, qui nous permet d'aborder l'intersectionnalité dans le cadre de notre corpus, avait été adopté depuis des années par le féminisme historique, notamment par l'ADFM et par la FLDF. Il est probable que d'autres périodes nous auraient permis d'observer dans les publications de la nouvelle génération des revendications à dimension intersectionnelle, liées par exemple à la cause des LGBT, combinant les discriminations fondées sur le sexe, le genre et l'orientation sexuelle.

En revanche, certaines revendications ont été reprises par les cinq organisations, bien qu'à des degrés divers. C'est le cas de la lutte contre les violences faites aux femmes, qui a témoigné de la transnationalisation du mouvement #metoo et plus globalement de l'intérêt du mouvement féministe pour l'internationalisation. La page ADFM Rabat, dont les pages connexes illustrent la volonté de réseautage à l'international caractéristique du courant historique, revient sur sa participation à des congrès internationaux (3 publications) et à l'initiative #HearMeToo organisée par ONU Femmes Maghreb dans le cadre de la campagne « 16 jours d'activisme » contre la violence faite aux femmes (2 publications). Ce même événement fait l'objet d'une publication de Zanka Dialna et de deux autres de

³⁹ Le flanc radical (radical flank) d'un mouvement social est sa frange radicale. Elle peut avoir des effets négatifs ou positifs pour le mouvement dans son ensemble. Parmi les effets positifs, mentionnons celui de contribuer à légitimer la frange modérée. (Freeman, 1975).

Freeman, J. (1975). *The politics of women's liberation*. New York: McCay. Freudenberg, N., & Steinsapir, C. (1991). *Not in our backyards: The grassroots environmental movement*. *Society and Natural Resources*, 235-245

Masaktach. Parmi ses pages connexes figure la page de l'organisation néerlandaise « Women on Waves », qui a comme mission de « prévenir les grossesses non désirées et les avortements pratiqués dans le monde entier ».

Quant au Forum Azzahrae, sa publication n° 50 revient sur une conférence qu'il a coorganisée en marge de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Rappelons que cette publication contient des mots-clés en trois langues (arabe, anglais et français) permettant aux utilisateurs arabophones, anglophones et francophones de Facebook de repérer cette publication parmi celles regroupées par ces mots-clés. Cela suggère un intérêt pour la transnationalisation du mouvement féministe, contrairement à ce qu'on aurait pu attendre du courant féministe islamique, qui n'a jamais cherché à participer au mouvement de panarabisation du mouvement féministe ni à l'internationalisation que le féminisme islamique associe habituellement à la domination occidentale.

En effet, Pozzi (2013) a bien montré comment le féminisme islamique prenait ses distances du féminisme historique en raison de son adhésion aux valeurs libérales. Toutefois, nous estimons que les deux sujets composant notre corpus (violences faites aux femmes, lutte pour l'accès aux terres des femmes soulaliyates) auraient donné une bonne possibilité au Forum Azzahrae, du féminisme islamique, de s'engager (virtuellement) pour proposer une réinterprétation des textes religieux donnant plus de droits aux femmes soulaliyates pour avoir accès à leurs terres en se basant, par exemple, sur le principe de la complémentarité dans l'Islam, au lieu de l'égalité vue par le féminisme islamique comme un reflet des valeurs libérales et occidentales. L'organisation n'en a pas saisi l'occasion (et n'a produit aucune publication sur le dossier des femmes soulaliyates), mais bien sûr, cela ne veut pas forcément dire qu'elle ne milite pas pour cette cause en dehors de Facebook. Au moment où nous avons commencé à travailler sur notre recherche, nous ignorions l'existence du Forum et n'avions repéré que la page de la féministe bien connue d'Asma Lamrabet, évincée du Centre d'études féminines en Islam au sein de la ligue des Oulémas du Maroc (CERFI) qu'elle dirigeait de 2011 à 2018, pour ses positions sur l'héritage. On peut penser que le Forum Azzahrae a joué de prudence en évitant de s'engager sur la cause des soulaliyates.

Nous avons déjà précisé que Forum Azzahrae ne partage que les publications venant de son site web. Nous ajoutons aussi qu'il n'a pas partagé, contrairement à la page FLDF (publication 45), un article d'un journal en arabe sur l'entrée en vigueur de la loi 103-13 même s'il contenait une déclaration de sa vice-présidente. Par ailleurs, le même article cite le point de vue de la FLDF, d'où le partage de cet article sur la page Facebook de la Fédération.

Hors ligne et en ligne : quelles différences pour le mouvement féministe ?

Nos résultats suggèrent que les actions menées par les féministes marocain.e.s sur le terrain (dans l'espace physique) et celles qui se passent initialement sur Facebook témoignent d'une influence unilatérale, du terrain vers Facebook, et à l'extension de répertoire d'actions collectives vers l'espace en ligne. Autrement dit, Facebook ne constitue généralement qu'un support de diffusion supplémentaire. En effet, l'analyse de notre corpus a montré que seulement 4 de 66 publications représentent des actions en ligne et que plus des deux tiers de ces publications ont comme objectif d'informer et de promouvoir les actions menées hors ligne par les organisations des trois courants féministes au Maroc. Le corpus ne comprenait donc que peu d'actions directement créées en ligne et prévues pour l'action en ligne, tout comme il ne présentait aucun même. Nous avons toutefois noté que les organisations de la nouvelle génération recouraient davantage aux réseaux socionumériques comme base de mobilisations collectives, ce qui les distingue du courant historique. En effet, ces deux pages enregistrent plus de mobilisation numérique (signaux classiques et émotionnels, commentaires, partage, etc.) que les autres courants.

En ce qui concerne l'engagement numérique justement, que nous avons documenté par le biais des commentaires, partages et signaux classiques et émotionnels, nous remarquons que les publications les plus commentées sont celles qui sont les plus partagées et aussi celles qui ont reçu le plus de signaux classiques et émotionnels. C'est notamment le cas pour les publications n° 14, n° 21, n° 54 et n° 64, qui reviennent respectivement sur la mort tragique d'une femme soulaliya, sur la participation de la FLDF à une rencontre parlementaire, sur un article du journal *Le Monde* couvrant une action de Masaktach et sur une action des membres du groupe Zanka Dialna. Ainsi, nos résultats indiquent que cet engagement numérique apparaît le plus souvent au niveau des partages et des signaux

classiques et émotionnels et nous suggérons que c'est parce que ces deux indicateurs sont moins susceptibles d'être clairement affichés sur le mur des abonné.e.s, ce qui confère une plus grande discrétion à leur usage. Le cyberharcèlement existe aussi au Maroc, comme en témoigne la campagne de dénigrement contre la première femme qui a déposé, dans le cadre de la loi 103-13, une plainte contre son harceleur et certains mots-clés produits en réaction, comme #je ne me tais pas, qui traduit le nom de l'un des deux groupes (Masaktach) de la nouvelle génération de féministes.

Publié alors que nous mettons la dernière main à ce mémoire, l'article d'Atifi et Touati (2020), qui porte en partie sur les revendications des féministes marocaines exprimées dans la série web des Marokkiates (Marocaines) diffusée sur une page Facebook, montre que celles-ci réclament de « partager la rue avant de partager l'héritage », ce qui renvoie à l'enjeu de la liberté posé comme prioritaire devant celui de l'égalité matérielle. Cette priorité de la liberté recoupe nos résultats, qui montrent la prépondérance de revendications liées à la lutte contre l'oppression et l'exclusion des femmes de l'espace public. Quand l'égalité est revendiquée, c'est en effet souvent dans le cadre de l'accès à l'espace public, à l'exception des revendications liées aux terres soulaliyates.

Les limites de notre recherche

Le choix de notre corpus a limité la possibilité de retrouver des revendications associées aux quatre vagues du féminisme. Ainsi, il était peu probable de retrouver certaines revendications comme celles concernant le droit de vote, l'accès à l'éducation pour les filles et l'émancipation sexuelle des femmes. En effet, les critères de sélection de notre corpus favorisaient certaines revendications par défaut, à savoir des revendications associées à la lutte contre les violences faites aux femmes et à la lutte pour l'égalité.

Le petit nombre de publications rend difficilement généralisables nos résultats par ailleurs, accentuant les effets de corpus. Par exemple, nous avons remarqué que certaines publications (publication n°14 de l'ADFM Rabat et publication n° 56 de Zanka Dialna) avaient enregistré, à elles seules, un nombre très élevé de réactions (publications aimées, commentées et partagées) du fait qu'elles étaient associées à un événement important, biaisant en quelque sorte les résultats.

Nous sommes conscient également que la rareté de commentaires limite l'interprétation que nous pouvons donner de l'impact de répertoire d'actions collectives numériques sur la mobilisation féministe au Maroc. De plus, nous n'avions pas la possibilité, d'un point de vue technique, de suivre et d'analyser les publications partagées. Par exemple, la publication n° 54 a été partagée 23 fois, mais nous n'avions accès qu'à 7 des 23 profils, les 16 autres ayant probablement paramétré leur compte de manière à ne pas être suivis. Il est donc impossible de produire un « traçage » complet de la publication, qui rendrait compte exhaustivement de l'engagement numérique associé (par ex. d'éventuels partages supplémentaires de la publication).

Enfin, notre recherche aurait été plus riche si elle avait pu intégrer des entretiens avec les administratrices et des membres des pages et des groupes étudiés, mais les démarches spontanées que nous avons entreprises en ce sens lors d'un séjour au Maroc ont été trop tardives pour mener à leur réalisation.

Des pistes pour de futures recherches

Notre recherche a remis en question plusieurs de nos hypothèses sectorielles (sur les différences entre les courants, sur l'usage de Facebook, etc.) et il serait très intéressant d'approfondir en effet nos résultats au moyen d'entretiens. Par exemple, dans quelle mesure les féministes du courant historique voient-elles la cause des femmes soulaliyates comme une cause d'intersectionnalité ? Une recherche ethnographique en ligne (Pilote et Hübner, 2019) permettrait d'approfondir les motivations individuelles des féministes de la nouvelle génération, dont les organisations se sont d'abord matérialisées sur internet et qu'il serait possible d'observer dans la suite de travaux sur le cyberféminisme.

Notre mémoire nous a permis de voir ce qui avait été privilégié pendant une certaine période bien précise, mais les facteurs matériels (ressources financières, humaines, littératie informatique...) expliquant ou nuancant ces choix apparents (ce qui été publié vs ce qui ne l'a pas été) n'ont pu être pris en compte. Il serait intéressant de mieux connaître l'état de la situation du point de vue des féministes du courant islamique par exemple. Leur non-engagement apparent repose-t-il véritablement sur un manque d'intérêt ou sur un manque de ressources financières et informatiques ? Un manque d'intérêt pour la cause

soulaliyates ou pour Facebook ? Sur une stratégie d'évitement, comme nous le supposons actuellement dans le contexte de la structure marocaine des opportunités politiques ?

Enfin, il serait possible grâce à certains outils d'analyse de données d'explorer le réseau social (ARS) féministe. La documentation des pages connexes, qui figure en annexe de notre mémoire dans la description détaillée des pages, pourrait servir à établir les contours de cette communauté. En matière de revendications, il deviendrait alors possible de mieux voir comment, à une échelle plus importante, Facebook favorise la diffusion, voire la transnationalisation, des revendications féministes.

RÉFÉRENCES

- Agence Ecofin. (2017). Le taux d'accès à internet et sa progression dans chacun des 54 pays africains, selon internet Live Stats. Repéré à <https://www.agenceecofin.com/gouvernance/2801-44329-le-taux-d-acces-a-internet-et-sa-progression-dans-chacun-des-54-pays-africains-selon-internet-live-stats>
- Al-Rawi, A. (2014). Framing the online women's movements in the Arab world. *Information, Communication & Society*, 17(9), 1147-1161. Repéré à <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/1369118X.2014.889190>
- Atifi, H. et Touati, Z. (2020). Nouvelles revendications féministes et médias numériques. Contournement des interdits sociaux et religieux en Tunisie et Maroc. *ESSACHESS - Journal for Communication Studies* 179-208 Repéré à <http://www.essachess.com/index.php/jcs/article/view/485>
- Aubin, F. (2018). Les mouvements sociaux et la mise à l'agenda des problèmes publics : le problème en construction du contrôle des armes à feu aux États-Unis, *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, 11-25. Repéré à <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2018-supplementA/01/>
- Badache, I. et Boughanem, M. (2017). Les Signaux Sociaux Émotionnels: Quel impact sur la recherche d'information ? *14^e Conférence francophone en Recherche d'Information et Applications (CORIA 2017)*. Repéré à https://oatao.univ-toulouse.fr/19004/1/badache_19004.pdf
- Badouard, R. (2013). Les mobilisations de clavier. *Réseaux*, (5), (p. 87-117). Repéré à <https://www.cairn.info/revue-reseaux-2013-5-page-87.htm>
- Beaulieu, J. (2012). Entre féminisme, technologie et science-fiction : *Le Cyborg*. *Meridian Critic*, 19(2), (p. 19-28).
- Bellerive, K. et Yelle, F. (2016). Contributions des féminismes aux études en communication médiatique. Dans F. Aubin, et J. Rueff, (dir.), *Perspectives critiques en communication : contextes, théories et recherches empiriques* (p. 279-304). Presses de l'Université du Québec.
- Bennafla, K. et Seniguer, H. (2011). Le Maroc à l'épreuve du printemps arabe: une contestation désamorcée ? *Outre-terre*, (3), (p. 143-158).
- Bereni, L. et Revillard, A. (2012). Un mouvement social paradigmatique : Ce que le mouvement des femmes fait à la sociologie des mouvements sociaux. *Sociétés contemporaines*, 85(1), (p. 17-41). Repéré à <https://www.cairn.info/revue-societes-contemporaines-2012-1-page-17.htm>
- Bilge, S. (2009). Théorisations féministes de l'intersectionnalité. *Diogène*, (1), (p. 70-88).

- Bonneville, L. Grosjean, S. et Lagacé, M. (2007). *Introduction aux méthodes de recherche en communication*. G. Morin (dir).
- Boullier, D. (2012). Plateformes de réseaux sociaux et répertoires d'action collective. *Mouvements sociaux en ligne face aux mutations socio politiques et au processus de transition démocratique* (p. 37-50). Éditions Karthala.
- Bruns, A. et Highfield, T. (2014). The Arab Spring on Twitter: Language Communities in# egypt and# libya. *Social Media and the Politics of Reportage* (p. 33-55). Palgrave Macmillan.
- Cardon, D. et Granjon, F. (2010). *Médiactivistes*, Presses de Sciences Po.
- Catusse, M. et Vairel, F. (2010). Question sociale et développement: les territoires de l'action publique et de la contestation au Maroc. *Politique africaine*, (4), (p. 5-23).
- Claisse, A. (1992). Le makhzen aujourd'hui. Dans J.-C. Santucci (dir.), *Le Maroc actuel : Une modernisation au miroir de la tradition* (p. 285-310). Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans.
- Critique internationale, (2010). Éditorial. 46(1), (p. 5-6). Repéré à <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2010-1-page-5.htm?contenu=article>
- Dahlerup, D. (1986). Is the new women's movement dead? decline and change of the Danish movement. Dans Dahlerup, D. (dir). *The New Women's Movement Feminism and Political Power in Europe and the USA* (p. 217-244).
- Desrues, T. (2012). Le mouvement du 20 février et le régime marocain : contestation, révision constitutionnelle et élections. *L'Année du Maghreb*, (VIII), (p. 359-389). Repéré à <https://journals.openedition.org/anneemaghreb/1537#bodyftn5>
- Eisinger, P. K. (1973). The conditions of protest behavior in American cities. *American political science review*, 67(1), (p. 11-28).
- El Ayadi, M. (2002). La femme dans le débat intellectuel au Maroc. *Prologues, La réforme du droit de la famille, cinquante années de débats. Études et analyses* (p. 9-38).
- El Bachiri, L. (2016). Féminisme historique et féminisme islamique émergent au Maroc. Quels enjeux pour l'égalité de genre? Dans G. Gillot et A. Martinez. (dir.), *Femmes, printemps arabes et revendications citoyennes* (p. 73-93).
- El Bouhsini, L. (2016). Une lutte pour l'égalité racontée par les féministes marocaines. *Rives méditerranéennes* (p. 121-133). Repéré à <http://rives.revues.org/5034>
- El-Chazli, Y. (2011). Du « mur » à la rue: la révolte des « jeunes de Facebook » en Égypte. *Médias*, (30), (p. 83-86). Repéré à https://www.academia.edu/3742801/Du_Mur_%C3%A0_la_rue_la_r%C3%A9volte_des_jeunes_de_Facebook_en_Egypte_2008-2011

- Ellison, N. et Thierry, A. (2011). Réseaux sociaux, numérique et capital social. *Hermès. La Revue*, (1), (p. 21-23). Repéré à <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2011-1-page-21.htm>
- Farro, A. (2000). *Les mouvements sociaux : diversité, action collective et globalisation*. Presses de l'Université de Montréal.
- Fillieule, O., L. Mathieu et C. Péchu, (2009), *Le dictionnaire des mouvements sociaux*, Les presses de Sciences Po.
- Fraser, N. (2005). Multiculturalisme, anti-essentialisme et démocratie radicale. Genèse de l'impasse actuelle de la théorie féministe. *Cahiers du Genre* 39(2), (p. 27-50). Repéré à <https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2005-2-page-27.htm#>
- Freeman, J. (1975). The Politics of Women's Liberation a Case Study of an Emerging Social Movement and its Relation to the Policy Process. *Longman, l'Université de Californie*.
- Gallup International (2015). Losing Our Religion? Two Thirds of People Still Claim to Be Religious. Repéré à <https://www.gallup-international.bg/en/33531/losing-our-religion-two-thirds-of-people-still-claim-to-be-religious/>
- Gamson, W. A. et Meyer, D. S. (1996). *Framing political opportunity*. Cambridge University Press.
- Gillot, G. et A. Martinez. (2016). *Femmes, printemps arabes et revendications citoyennes*. IRD Éditions, Objectifs Suds.
- Giordano, Y. (2003). *Conduire un projet de recherche. Une perspective qualitative*. Éditions Management et Société.
- Granjon, F. (2001). *L'internet militant: mouvement social et usages des réseaux télématiques*. Apogée.
- Granjon, F (2017) (a). Résistances en ligne : mobilisation, émotion, identité. *Variations* Repéré à <http://journals.openedition.org/variations/819>
- Granjon, F. (2017) (b). *Mobilisations numériques : politiques du conflit et technologies médiatiques*. Presses des Mines.
- Haraway, D. (1985). A Cyborg Manifesto: Science, Technology, and Socialist-Feminism in the Late Twentieth Century. *Simians, Cyborgs and Women. The Reinvention of Nature* (p. 149-182).
- Hawthorne, S. et Klein, R. (1999). *Cyberfeminism: Connectivity, critique and creativity*. Spinifex Press.

Inglehart, R. (1977). *The silent revolution: Changing values and political styles among Western publics*. Princeton University Press.

Ion, J. (1997), *La fin des militants ?* Éditions de l'Atelier.

Jouët, J., Niemeyer, K., et Pavard, B. (2017). Faire des vagues : Les mobilisations féministes en ligne. *Réseaux. Féminisme en ligne*, (p. 21-57). La Découverte. Repéré à <https://www.cairn.info/revue-reseaux-2017-1-page-21.htm>

Kriesi, M (1995). *New Social Movements in Western Europe. A Comparative Analysis*. Univesity of Minnesota Press.

Kriesi, H. (2009). Les mouvements sociaux et le système politique: quelques remarques sur les limites de l'approche du processus politique. *Sociologie et sociétés*, 41(2), (p. 21-38). Repéré à <https://www.erudit.org/fr/revues/socsoc/2009-v41-n2-socsoc3594/039257ar.pdf>

Le Caroff, C. (2015). Le genre et la prise de parole politique sur Facebook. *Participations* (p. 109-137). Repéré à <https://www.cairn.info/revue-participations-2015-2-page-109.htm>

Le Monde (2016). « Triste », « Grrr », « J'adore »... Facebook déploie des alternatives au bouton « J'aime ». Repéré à https://www.lemonde.fr/pixels/article/2016/02/24/triste-grrr-j-adore-facebook-deploie-des-alternatives-au-bouton-j-aime_4870924_4408996.html

Mathieu, L. (2002). Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux. *Revue française de science politique*, 52(1), (p.75-100). Repéré à <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2002-1-page-75.html>

M'Chichi, H. A. (2014). Les féminismes marocains contemporains. Pluralité et nouveaux défis. *Nouvelles Questions Féministes*, 33 (2), (p. 65-79). Repéré à <https://www.cairn.info/revue-nouvelles-questions-feministes-2014-2-page-65.htm>

M'Chichi, H. A. (2016). Printemps démocratique et évolutions du féminisme au Maroc. Dans G. Gillot, et A. Martinez. (dir.) *Femmes, printemps arabes et revendications citoyennes* (p. 59-72). Objectifs Suds.

Mahfoudh, A. et Delphy, C. (2014). Entre dictatures, révolutions et traditions, la difficulté d'être féministe au Maghreb. *Nouvelles Questions Féministes*, 33(2), (p. 4-12). Repéré à <https://www.cairn.info/revue-nouvelles-questions-feministes-2014-2-page-4.htm?contenu=resume>

McAdam, D. (1982). *Political process and the development of black insurgency, 1930-1970*. University of Chicago Press.

McAdam, D. (1996). Conceptual origins, current problems, future directions. Dans D. McAdam, J,D. McCarthy et M,N. Zald (dir.) *Comparative perspectives on social*

movements: Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings, (p. 23-40). Cambridge University Press.

Media Net (2016). Chiffres clés sur les réseaux sociaux en Afrique : Facebook, LinkedIn, Instagram présentés à l'African Digital Summit 2016. Repéré à <http://blog.medianet.tn/blog/chiffres-cles-sur-les-reseaux-sociaux-en-afrique-facebook-linkedin-instagram-presentes-lafrican>

Mercea, D. (2013). Probing the implications of Facebook use for the organizational form of social movement organizations. *Information, Communication & Society*, 16(8), (p. 1306-1327). Routledge.

Meyer, D. S., et Minkoff, D. C. (2004). *Conceptualizing political opportunity*. *Social forces*, 82(4), (p. 1457-1492).

Monnoyer-Smith, L. (2011). La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques ? *Participations*, 1(1), (p. 156-185). Repéré à <https://www.cairn.info/revue-participations-2011-1-page-156.htm>

Naciri, R. (2014). Le mouvement des femmes au Maroc. *Nouvelles Questions Féministes*, 33(2), (p. 43-64). Repéré à <https://www.cairn.info/revue-nouvelles-questions-feministes-2014-2-page-43.htm>

Neveu, E. [1996]. (2011). *Sociologie des mouvements sociaux*. La Découverte, coll. Repères.

Offerlé, M. (2008). Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIIIe-XXIe siècles). *Politix*, (1), (p. 181-202). Repéré à <https://www.cairn.info/revue-politix-2008-1-page-181.htm>

Ollitrault, S. (1999). De la caméra à la pétition-web: le répertoire médiatique des écologistes. *Réseaux*, 17(98), (p. 153-185). Repéré à https://www.persee.fr/doc/reso_0751-7971_1999_num_17_98_2183

Oprea, D. A. (2008). Du féminisme (de la troisième vague) et du postmoderne. *Recherches féministes*, 21(2), (p. 5-28). Repéré à <https://www.erudit.org/fr/revues/rf/2008-v21-n2-rf2879/029439ar/>

Paveau, M-A. (2017). *L'analyse du discours numérique. Dictionnaire des formes et des pratiques*. Hermann.

Pilote, A.-M. et Hübner, L. A. (2019). Femmes autochtones et militantisme en ligne : usages de Facebook et Twitter pour contrer les violences sexuelles dans la foulée du scandale policier de Val-d'Or. *Recherches féministes*, 32 (2), (p. 167-196). Repéré à <https://www.erudit.org/en/journals/rf/1900-v1-n1-rf05199/1068345ar/abstract/>

Plant, S. (1996). Feminisations: Reflections on Women and Virtual Reality. Dans Hershman Leeson, L. (dir.), *Clicking In: Hot Links to a Digital Culture*.

Plant, S. (1997). *Zeros and ones: Digital women and the new technoculture*. Doubleday.

Pozzi, G. (2013). *Le féminisme musulman à l'épreuve des inégalités sexo-spécifiques*. CIPPA – Colloque : Processus démocratique et réduction des inégalités. Repéré à <http://cippa.paris-sorbonne.fr/wp-content/uploads/2013/06/CIPPA-In%C3%A9galit%C3%A9s-et-genre-2012-2013-2-Le-f%C3%A9minisme-musulman-%C3%A0-l%C3%A9preuve-des-in%C3%A9galit%C3%A9s-sexo-sp%C3%A9cifiques.pdf>

Revillard, A. (2003). *La sociologie des mouvements sociaux: structures de mobilisations, opportunités politiques et processus de cadrage*. Repéré à <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01141740/document>

Roussel, Y. (1995). *Le mouvement homosexuel français face aux stratégies identitaires*. Repéré à: http://semgai.free.fr/doc_et_pdf/pdf_these_articles_externes/roussel.pdf

Salime, Z. (2012). A new feminism? Gender dynamics in Morocco's February 20th Movement. *Journal of International Women's Studies*, 13(5), (p. 101-114). Repéré à <https://vc.bridgew.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1010&context=jiws>

Salime, Z. (2014). New feminism as personal revolutions: Microrebellious bodies. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 40(1), (p. 14-20). Repéré à https://www.academia.edu/10082559/New_Feminism_as_Personal_Revolutions_Micro_Rebellious_Bodies

Sidi Hida, B. (2011). Mobilisations collectives à l'épreuve des changements au Maroc. *Revue Tiers Monde*, (5), (p. 163-188). Repéré à <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2011-5-page-163.htm>

Tarrow, S. (1994). *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*. Cambridge, Cambridge University Press.

Tarrow, S. (1996). States and opportunities: The political structuring of social movements. *Comparative perspectives on social movements: Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, 90(2), (p. 41-61).

Tarrow, S., Tilly, C. et McAdam, D. (1998), Pour une cartographie de la politique contestataire. *Politix* (1), (p. 7-32).

Tarrow, S. et Tilly, C. (2008). *Politique(s) du conflit : de la grève à la révolution*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Tilly, C. (1986). *La France conteste*. Fayard.

Tozy, M. (1991). « Les enjeux de pouvoir dans les « champs politiques désamorçés » au Maroc ». Dans M. Camau (dir.), *Changements politiques au Maghreb*, CNRS.

Tucker, J. E. (2008). *Women, family, and gender in Islamic law*. Cambridge University Press.

Vendramin, P. (2011). TIC et genre: des regards multiples. *Tic & société*, 5(1). Repéré à: <https://journals.openedition.org/ticetsociete/938>


Wajcman, J. (2002). La construction mutuelle des techniques et du genre. L'état des recherches en sociologie. Dans D. Chabaud-Rychter et D. Gardey (dir.), *L'engendrement des choses. Des hommes, des femmes et des techniques*, Éditions des archives contemporaines, (p. 51-70).

Zaidman, C. (2007). Le Féminisme. Dans A. Kian-Thiébaud, L-B. Zaidman et D. Fougeyrollas-Schwebel (dir.) Genre et socialisation: Un parcours intellectuel. *Les cahiers du CEDREF*. Repéré à <https://journals.openedition.org/cedref/371>

ANNEXE A : Description détaillée des pages et groupes Facebook étudiés

Le courant féministe historique

Tableau A.1 : Description détaillée de la page ADFM Rabat


Rubrique	Description
Photo de profil du compte « publiant »	
Pseudonyme du compte « publiant »	ADFM Rabat
Date de création de la page	29 juin 2009
Modification du nom (s'il y a eu lieu)	La page a changé de nom une seule fois. Elle est passée, le 1 ^{er} septembre 2015, de ADFM à ADFM Rabat.
Adresse postale et date de fondation du groupe associé à la page	2, Rue Ibn Mokla - Les Orangers – Rabat, Maroc Fondée en 1985
Missions et objectifs	Égalité et citoyenneté pour les femmes
Nombre des personnes aimant la page	2876 (10 octobre 2019)

Nombre des personnes suivant la page	2955 (10 octobre 2019)
Nombre et pays de résidence des modérateur.trice.s	4 – Maroc
Avis de la communauté de la page	Une note de 4.7/5 selon l’avis de 11 personnes (10 octobre 2019)
Sujets traités	Les femmes soulaliyates – La loi 103-13
Réseautage (pages connexes)	<p>Espace Associatif : « revendique le leadership des actions de plaidoyer dans les domaines intéressant sa mission et sa contribution distincte à l’amélioration de l’environnement des associations de développement démocratique ».</p> <p>Association Tanmia.ma [développement] : « Elle a pour objectif de promouvoir l’utilisation et l’appropriation de nouvelles technologies de l’information et de la communication (NTIC) dans le domaine du développement et au sein de la société civile marocaine ».</p> <p>L’École Citoyenne des Études Politiques : « Elle se focalise sur la formation des jeunes leaders marocains agissant sur des politiques publiques nationales, et interagissant avec des questions liées aux nouveaux défis de la mise en œuvre de la constitution. Il s’agit de créer des espaces de débat qui impliquent de fortes connexions entre le savoir théorique et la compétence pratique en vue de traduire la politique en actes intelligibles ».</p>
Pages aimées	<p>Tel Quel : Hebdomadaire francophone.</p> <p>Association INSAF : « Elle lutte contre l'exclusion des mères célibataires et l'abandon des enfants et aussi contre le travail des petites bonnes ». (Les travailleuses domestiques)</p> <p>Le Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme.</p> <p>Collective for Research and Training on Development-Action: Une organisation régionale basée à Beyrouth/Liban et membre du Women Learning Partnership.</p> <p>Girls Not Brides: « Un partenariat mondial visant à mettre fin au mariage des enfants, une pratique traditionnelle néfaste qui touche 12 millions de filles par an ».</p>

	<p>HuffPost Maghreb : Une sélection des articles publiés sur HuffPost Tunisie, HuffPost Algérie et HuffPost Maroc.</p> <p>Bayt Al Hikma [Maison de la Sagesse]: Elle a comme objectif de faire « la promotion des droits de l’homme en général et des libertés individuelles en particulier ».</p> <p>Monasso.ma : Elle vise à « faciliter l’accès à l’information sur le mouvement associatif marocain concernant le développement humain ».</p> <p>Initiative pour la protection des droits des femmes : Une association féminine de plaidoyer, autonome et non lucrative. Sa mission stratégique est « la mise en œuvre de l’égalité entre les sexes dans les textes et dans les faits, via la défense des droits universels des femmes ».</p> <p>L’Association Troisième Millénaire pour le Développement de l’Action Associative du Sud-Est (ATMDAS) : Elle œuvre pour les enfants en situation difficile, la femme, la jeunesse et la bonne gouvernance locale.</p> <p>Union Européenne au Maroc</p> <p>Le360 : est un média digital marocain généraliste.</p> <p>Global Fund for Women: « Il est un champion de l’égalité des sexes qui défend les femmes et les filles pour qu’elles soient fortes, sûres, puissantes et entendues ».</p> <p>Women's Learning Partnership for Rights, Development, and Peace: C’est une organisation non gouvernementale internationale sans but lucratif qui se consacre au leadership et à l’autonomisation des femmes.</p> <p>KAFA (enough) Violence & Exploitation : C’est une organisation féministe, laïque, libanaise, sans but lucratif et non gouvernementale de la société civile qui cherche à « créer une société exempte de structures patriarcales sociales, économiques et juridiques discriminatoires envers les femmes ».</p> <p>Lebanese Women's Right to Nationality and Full Citizenship: Elle vise à « modifier la loi actuelle sur la nationalité afin de garantir le droit des femmes à la nationalité et à la citoyenneté à part entière ».</p>
--	---

	<p>Réseau Anaruz : Il lutte contre la violence faite aux femmes.</p> <p>Women and Gender Studies Program at George Mason University: sa mission est « d'éduquer la communauté de l'Université George Mason sur les questions de genre et les préoccupations des femmes, et d'être un point focal pour les bourses d'études et la recherche en études féminines ».</p> <p>Women's Learning Partnership (WLP): C'est une organisation internationale à but non lucratif de défense des droits des femmes, composée d'un « collectif d'organisations autonomes de défense des droits des femmes dans le Sud, principalement dans les sociétés en transition et en développement ».</p> <p>FIDH - International Federation for Human Rights: Elle est animée par « des défenseurs des droits de l'Homme, des personnalités, et milliers d'anonymes, qui, à travers le monde enquêtent, analysent et dénoncent les manquements aux Droits de l'Homme ».</p>
--	--

Tableau A.2 : Description détaillée de la page FLDF

Rubrique	Description
Photo de profil du compte « publiant »	
Pseudonyme du compte « publiant »	Fédération des Ligues des Droits des Femmes, فدرالية رابطة حقوق النساء
Date de création de la page	3 mars 2016
Modification du nom (s'il y a eu lieu)	<p>3 mars 2016 : La Fédération de la ligue démocratique pour les droits des femmes Rabat</p> <p>2 février 2018 : La Fédération des Ligues des Droits des Femmes</p> <p>1 novembre 2018 : Fédération des Ligues des Droits des Femmes, فدرالية رابطة حقوق النساء</p>
Adresse postale et date de fondation	<p>Adresse : 26 Bloc DW, Avenue Al Massira, Rabat, Maroc</p> <p>Fondée en 1993</p>
Missions et objectifs	« Dans le but d'améliorer la situation de la femme, la Fédération des Ligues des Droits des Femmes mène :

	<p>Une action revendicative : pour le changement de toutes les législations discriminatoires à l'égard de la femme en les conformant aux conventions et accords internationaux. Elle mène aussi une action de conscientisation et de sensibilisation : pour la propagation d'une pensée émancipée basée sur le principe de l'égalité entre l'homme et la femme et sur la considération des droits de la femme comme partie intégrante des droits de la personne.</p> <p>Enquêtes de terrain : pour mieux approcher la réalité et appuyer nos dossiers revendicatifs.</p> <p>Une action sociale : pour améliorer la situation de la femme et l'aider à comprendre et à défier cette réalité.</p> <p>Une action de promotion du rôle de la femme dans l'économie : en aidant la femme à prendre la responsabilité de projets économiques ».</p>
Nombre des personnes aimant la page	4685 (10 octobre 2019)
Nombre des personnes suivant la page	4809 (10 octobre 2019)
Nombre et pays de résidence de modérateurs	2 – Maroc
Avis de la communauté de la page	Une note de 4.9/5 selon l'avis de 8 personnes (10 octobre 2019)
Sujet traité	Les femmes soulaliyates – La loi 103-13
Réseautage (pages connexes)	<p>Archives du Maroc : Organisme chargé principalement de « sauvegarder le patrimoine archivistique national, d'assurer la constitution, la conservation, l'organisation et la communication des archives publiques à des fins administratives, scientifiques, sociales ou culturelles ».</p> <p>Délégation Interministérielle aux droits de l'Homme - DIDH-Maroc : « Elle est une structure rattachée au Chef du gouvernement, chargée de coordonner, d'élaborer et de suivre la mise en œuvre des politiques publiques en matière de droits de l'Homme et du droit international humanitaire. Coordonnateur de l'action gouvernementale et partenaire des institutions</p>

	<p>nationales et des organisations de la société civile, La DIDH assure également la mission de reporting relatif aux engagements conventionnels du Royaume du Maroc ».</p> <p>Espace Associatif : Il revendique « le leadership des actions de plaidoyer dans les domaines intéressant sa mission et sa contribution distincte à l'amélioration de l'environnement des associations de développement démocratique ».</p>
Pages aimées	<p>Coordinadora Feminista : « est un réseau de groupes féministes en Espagne, où ils échangent expériences, débats et activités ».</p> <p>Fédération des Ligues des Droits des Femmes - Bureau Régional de Rabat : « Le Bureau régional de la FLDF œuvre sans relâche pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en essayant de prendre les besoins et les aspirations des différents groupes sociaux de femmes ».</p>


Tableau A.3 : Description détaillée de la page Forum Azzahrae for Moroccan Women

منتدى الزهراء للمرأة المغربية / Forum Azzahrae for Moroccan Women

Rubrique	Description
Photo de profil du compte « publiant »	
Pseudonyme du compte « publiant »	منتدى الزهراء للمرأة المغربية / Forum Azzahrae for Moroccan Women
Date de création de la page	7 mars 2017
Modification du nom (s'il y a eu lieu)	<p>منتدى الزهراء للمرأة المغربية - 7 mars 2017</p> <p>8 mars 2017: منتدى الزهراء للمرأة المغربية / Forum Azzahrae for Moroccan Women</p>
Adresse postale et date de fondation	<p>Immeuble 42 – 2^e étage, rue Zanzibar, quartier l'Océan, Rabat, Maroc</p> <p>Fondée en 2002</p>
Missions et objectifs	Le forum est un organisme national, féministe et culturel. Il travaille sur les questions de la femme et de la famille en se basant sur une référence islamique.


Nombre des personnes aimant la page	2428
Nombre des personnes suivant la page	2517
Nombre et pays de résidence de modérateurs	5 – Maroc
Avis de la communauté de la page	-
Sujet traité	La loi 103-13
Réseautage (pages connexes)	<p>Espace Associatif : « Il revendique le leadership des actions de plaidoyer dans les domaines intéressant sa mission et sa contribution distincte à l'amélioration de l'environnement des associations de développement démocratique ».</p> <p>Association Adala (Justice) : « Elle a pour mission de contribuer à côté des ONG nationales et internationales à promouvoir le droit à un procès équitable, notamment l'indépendance de la magistrature ».</p> <p>A'ridaty (ma pétition) Project : « Ce projet offre un moyen nouveau et moderne de pratiquer un mécanisme de participation politique au Maroc et de contribuer à son processus démocratique par la création d'un portail internet national qui permet à tous les Marocains à l'intérieur et à l'extérieur Maroc de proposer ou signer des pétitions d'intérêt public à soumettre aux autorités publiques compétentes. Ce projet a été réalisé avec la collaboration de la Fondation Fatma Fahria et du Laboratoire de recherche sur la transition démocratique comparée avec le soutien de l'Initiative de partenariat États-Unis-Moyen-Orient (The U.S.-Middle East Partnership Initiative - MEPI) ».</p>
Pages aimées	Association Marocaine de Solidarité et de Développement (AMSED) : L'AMSED « est une organisation à but non lucratif créée en 1993 avec comme mission d'accompagner les organisations de la société civile pour une meilleure participation à la formulation, la mise en œuvre et le suivi évaluation des politiques publiques ».

Tableau A.4 : Description détaillée de la page Masaktach

Rubrique	Description
Photo de profil du compte « publiant »	
Pseudonyme du compte « publiant »	Masaktach
Date de création de la page	28 septembre 2018
Modification du nom (s'il y a eu lieu)	-
Adresse postale et date de fondation	-
Missions et objectifs	Masaktach est un « collectif de femmes et d'hommes qui dénoncent les violences et abus contre les femmes ainsi que la légitimation de la Culture du viol au Maroc ».
Nombre des personnes aimant la page	5258

Nombre des personnes suivant la page	5297
Nombre et pays de résidence de modérateurs	11 – Maroc (6), États-Unis (2), Égypte (1), France (1), Ireland (1)
Avis de la communauté de la page	-
Sujet traité	La loi 103-13
Réseautage (pages connexes)	<p>Association Akkalyates (minorités) : « un collectif de défense des minorités sexuelles et religieuses au Maroc ».</p> <p>MaroK’Jeunes association : « Elle est une ONG Marocaine qui a comme but de réunir des compétences diverses, issues de toutes les catégories sociales, autour des activités socioculturelles et d’un esprit communautaire ».</p> <p>Women on Waves: « est une organisation néerlandaise à but non lucratif. Sa mission est de prévenir les grossesses non désirées et les avortements pratiqués dans le monde entier ».</p>
Pages aimées	-

Tableau A.5 : Description détaillée du groupe Zanka Dialna


Rubrique	Description
Photo de profil du compte « publiant »	
Pseudonyme du compte « publiant »	Zanka Dialna (Le groupe privé est administré par la page qui porte le même nom)
Date de création du groupe	-
Modification du nom (s'il y a eu lieu)	-
Adresse postale et date de fondation	-
Missions et objectifs	L'élan ZANKADIALNA est une initiative citoyenne marocaine féminine spontanée. Son objectif est de rendre aux femmes leur place dans l'espace public.
Nombre des personnes membre du groupe	10 415
Nombre des personnes suivant le groupe	-

Nombre et pays de résidence de modérateurs	-
Avis de la communauté de la page	-
Sujet traité	La loi 103-13
Réseautage (pages connexes)	-
Pages aimées	-

ANNEXE B : Exemple d'analyse d'une publication

Tableau B.1 : Exemple d'analyse de la publication #2

DIMENSION COMMUNICATIONNELLE	
Dispositif technique	
Date, heure et degré de confidentialité de la publication	14 février 2019 – public
Origine de la publication (publication de la page, publication d'un membre de la page, partage d'une publication...)	Publication de la page
Nature de la publication (texte, lien, image, vidéo, événement, fichier...)	<ul style="list-style-type: none"> - Communiqué en français - Photo d'une manifestation des femmes soulaliyates devant le parlement marocain. Cette manifestation est organisée par l'ADFM (la présence d'une banderole, en arabe et en français, avec le logo de cette organisation) et dans laquelle certaines femmes tenaient des pancartes (en arabe) revendiquant leur droit d'accès à leurs terres.
Sujet traité	Les femmes soulalyiates
Engagement numérique	

<p>Signaux classiques et émotionnels :</p> <p>(J'aime, J'adore, Haha, Wouah, Triste, Grrr)</p> 	<p>J'aime 30</p> <p>J'adore 7</p> <p>Haha 0</p> <p>Wouah 0</p> <p>Triste 0</p> <p>Grrr 0</p>
<p>Commentaires de la publication suivis de leurs réponses</p>	<p>Commentaire 1M : « des soi-disant acquis à discuter ». (Ce commentaire est aimé par 2F)</p> <p>Commentaire 3F : « Oui c'est sûr ».</p> <p>Commentaire 2M : « Félicitation, c'est une très bonne nouvelle pour les femmes soulaliates. J'espère que la prochaine étape est la suppression [sic] de la règle de "Attaâsib" [règle de l'héritage qui en l'absence de fils, prive les filles héritières d'une partie du patrimoine du parent défunt, au bénéfice des « âssaba » oncles ou cousins mâles à l'infini] qui est une injustice envers les femmes. Bon courage »</p>
<p>Langues utilisées (publication)</p>	<p>Français</p>
<p>Langues utilisées (commentaires)</p>	<p>Français</p>
<p>Partages</p>	<p>22</p>
<p>Mots-clés</p>	<p>-</p>
<p>Objectif de la publication (Mobiliser, mettre en visibilité, promouvoir, créer l'émotion, construire</p>	<p>Informier : Le communiqué de l'ADFM commence par mentionner l'approbation du conseil du gouvernement de 3 projets de lois qui</p>

des identités, recours à l'expertise, informer, délibérer, s'auto-organiser, exprimer la solidarité)	<p>« réglementent la tutelle administrative sur les communautés soulaliyates et la gestion de leurs biens ».</p> <p>Mettre en visibilité : Selon l'ADFM, les avancées que ces projets de loi peuvent apporter à la cause des femmes soulaliyates « consacrent l'égalité des femmes et des hommes aussi bien dans les droits que les devoirs et ce conformément à la Constitution ». L'organisme a aussi mentionné que la reconnaissance de « droit aux femmes soulaliyates de bénéficier des terres collectives au même titre que les hommes, cette reconnaissance est restée timide et son application limitée en raison des coutumes dominantes et des interprétations erronées de ces circulaires ».</p> <p>Promouvoir : Rappeler que ces femmes luttent depuis 2007, notamment avec le soutien de l'ADFM, pour la reconnaissance de leurs droits. Cet organisme qualifie l'initiative gouvernementale d'un « acquis considérable ».</p> <p>Mobiliser : « Le principal défi consistera à accélérer la promulgation de cette loi et de ses décrets d'application et de mettre en place toutes les conditions requises pour sa mise en œuvre effective ».</p>
Utilisation de la publication (Extension du répertoire d'actions collectives vers l'espace numérique/Action collective numérique dans un espace public en ligne)	Extension du répertoire d'actions collectives vers l'espace numérique
DIMENSION DES REVENDICATIONS	
<p>1ère vague : (luttent pour l'égalité, le droit de vote, l'accès à l'éducation pour les filles, l'accès des femmes à l'espace public).</p> <p>2e vague : (lutte contre l'ordre social, les normes établies dans les sociétés patriarcales, les formes</p>	<p>Les inégalités excluant les femmes de l'espace public : « Cette initiative qui vient en réponse aux revendications du mouvement des femmes soulaliyates qui luttent depuis avril 2007 pour la reconnaissance de leurs droits [l'accès</p>

<p>d'oppression dans la vie privée (violence conjugale) et la vie publique, pour le droit à l'avortement, le partage des tâches familiales et l'émancipation sexuelle des femmes).</p> <p>3e vague : (présence des femmes issues de groupes minoritaires, refus du cloisonnement et de la hiérarchisation des grands axes de la différenciation sociale que sont les catégories de sexe/genre, classe, race, ethnicité, âge, handicap et orientation sexuelle - intersectionnalité).</p> <p>4e vague : (faire face à la marginalisation des femmes dans l'espace public physique en se présentant dans l'espace numérique).</p> <p>Féminisme historique : (l'égalité entre femmes et hommes dans toutes les sphères et particulièrement la sphère familiale, adhésion aux droits universels, démocratie)</p> <p>Féminisme islamique : (réinterprétation des textes religieux, l'égalité (complémentarité) d'un point de vue religieux et contre la domination patriarcale, se baser sur des références religieuses pour contester les pratiques juridiques patriarcales).</p> <p>Féminisme de nouvelle génération : (intersectionnalité, actions coup de poing, se rapprocher des classes populaires).</p>	<p>aux terres collectives et la gestion du bien] représente un acquis considérable ».</p> <p>L'ordre social et les normes établies dans les sociétés patriarcales : « [C]ette reconnaissance est restée timide et son application limitée en raison des coutumes dominantes et des interprétations erronées de ces circulaires ».</p> <p>Présence des femmes issues de groupes minoritaires : La publication traite le sujet des femmes soulaliyates qui appartiennent à un groupe ethnique.</p> <p>L'égalité entre femme et homme : « Ces nouvelles dispositions consacrent l'égalité des femmes et des hommes aussi bien dans les droits que les devoirs et ce conformément à la Constitution ».</p>
<p>Autres observations</p>	

Communiqué partagé :

Les femmes Soulaliyates gagnent le combat pour l'EGALITE !

ADFM RABAT · JEUDI 14 FÉVRIER 2019 ·

Le conseil du gouvernement a approuvé ce jeudi 14 février 2019, trois projets de loi qui réglementent la tutelle administrative sur les communautés Soulaliyates et la gestion de leurs biens, dont le projet 17-62 amendant le Dahir du 27 avril 1919 qui stipule dans son article 6 que les membres des communautés Soulaliyates, hommes et femmes, peuvent se prévaloir des biens de la communauté à laquelle ils appartiennent. Le projet 17-62 précise également, dans son article 9, que les femmes ont le droit d'accéder aux organes représentatifs des communautés au même titre que les hommes.

Ces nouvelles dispositions consacrent l'égalité des femmes et des hommes aussi bien dans les droits que les devoirs et ce conformément à la Constitution.

Cette initiative qui vient en réponse aux revendications du mouvement des femmes Soulaliyates qui luttent depuis avril 2007 pour la reconnaissance de leurs droits, représente un acquis considérable. En effet, bien que des étapes importantes aient été parcourues depuis 2007, suite à la promulgation par le Ministère de l'Intérieur de trois circulaires (en 2009, 2010 et 2012) reconnaissant le droit aux femmes soulalyates de bénéficier des terres collectives au même titre que les hommes, cette reconnaissance est restée timide et son application limitée en raison des coutumes dominantes et des interprétations erronées de ces circulaires.

Aussi, l'Association Démocratique des Femmes du Maroc salue l'initiative du Ministère de l'Intérieur ainsi que les efforts consentis pour donner le jour à ce projet de loi conformément aux dispositions constitutionnelles en matière d'égalité et de lutte contre les discriminations. Ce projet de loi constituera indéniablement une étape historique dans le domaine de la consolidation de l'égalité et de la pleine citoyenneté des femmes Soulaliyates.

Le principal défi consistera à accélérer la promulgation de cette loi et de ses décrets d'application et de mettre en place toutes les conditions requises pour sa mise en œuvre effective.

Association Démocratique des Femmes du Maroc

Le 14 février 2019